

## LA CRISE GRÉCO-TURQUE

**M. Caramanlis se dit prêt à rencontrer M. Ecevit**

(Lire page 6)

**Le Monde**

Fondateur : Hubert Beuve-Mery

Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F

Algérie, 1.30 DA; Maroc, 1.60 dir.; Tunisie, 1.30 M.; Afrique du Sud, 1.00 rand; Tunisie, 1.30 M.; 1.30 Fr.; Canada, \$ 0.75; Danemark, 3.50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grèce-Bulgarie, 20 dr.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 rials; Italie, 350 L.; Liban, 200 D.; Luxembourg, 10 francs; Malte, 1.00 L.; Portugal, 1.25 M.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2.80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Taux des abonnements page 26

5, RUE DES ITALIENS  
75127 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 650572  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

**M. Sadate à Washington**

Les Américains, qui de l'avis même de M. Sadate détiennent « presque toutes les clés d'un règlement au Proche-Orient », avaient une occasion de préciser leurs intentions au cours de la visite du râs à Washington qui s'est achevée mercredi. Ils n'ont fait en maintenant soigneusement leur nom d'ambiguïté : si le président égyptien peut rester comme un échec le refus des deux avions qu'il réclame et de forte pression significative des Etats-Unis sur Israël, il trouve dans quelques éléments reconfortants dans le bilan de sa visite. La déception concerne surtout les achats d'armes, puisque la déclaration publiée par la Maison-Blanche ne souffre mot des demandes égyptiennes. Le président américain ne prendra pas de décision sur ce point avant au moins deux semaines.

Donnant néanmoins quelques satisfactions à son hôte, M. Carter a accepté de répéter dans le communiqué que le problème égyptien devra être réglé « dans tous ses aspects » et prendre en compte les droits légitimes du peuple appelé à participer à la définition de son avenir. L'administration devra trouver un autre langage pour amener Jérusalem à signer la déclaration de principe que le secrétaire d'Etat adjoint, chargé des affaires du Proche-Orient, M. Atherton, va tenter à nouveau de susciter.

Le fait que la position américaine soit ainsi réaffirmée, en accord avec l'Egypte, peut s'apparenter à une pression diplomatique sur Jérusalem. Il en est même de la précision selon laquelle le retrait israélien « dans les territoires occupés en 1967 devra concerner « tous les fronts de conflit ». M. Carter ne va pourtant jusqu'à dire, comme il le fait encore au printemps dernier, que seules des « rectifications mineures » des frontières de 1967 seront acceptables.

En revanche, l'affaire des colonies juives dans les territoires occupés domine à un nouvel écartissement, formulé sur un ton sévère. Mais, si bienvenu qu'il soit pour M. Sadate, cet avertissement laisse subsister quelque élément de suspense : M. Carter se garde de dire que les colonies existantes devront être démantelées. La déclaration ne brandit la menace d'une sanction en cas de poursuite de la politique d'implantation dans les territoires occupés. Bien au contraire, en déclarant, lorsqu'il entre de jeu, que les Etats-Unis « resteront fidèles à leurs engagements historiques envers la sécurité d'Israël », ce texte dicte entendre que les besoins de l'Etat juif en armes resteront assurés, quoi qu'il arrive. M. Bergin, dans ces conditions, est en droit de considérer le différend sur les colonies comme un passage passager, survenant après tout d'autres, dans les relations entre son pays et Washington, et ne poussera sans trop s'inquiéter du politique de « colonies rampantes ».

En définitive, la position américaine apparaît plus paradoxale encore qu'autoritaire. D'une part, les Etats-Unis devant la quasi-totalité des négociations israéo-égyptiennes, sont conduits à jouer un rôle de pins en plus important dans le processus engagé, alors que la visite de M. Sadate à Jérusalem avait pour effet de réduire leur influence. D'autre part, Washington observe toujours une prudence extrême quand il s'agit de discuter les positions israéliennes, et se refuse même à envisager d'utiliser les nombreux leviers à sa disposition pour imposer son point de vue.

Cette impasse a été masquée, du côté américain, par l'accord exceptionnellement chaleureux réservé à son président égyptien, assuré de la « profonde admiration » de M. Carter. M. Sadate a été sensible à cette atmosphère, rappelant qu'il était arrivé « déprimé et déconcentré » et qu'il partait « avec beaucoup plus de persévérance pour parvenir à la paix ». Une paix qui n'a pas pris de contours beaucoup plus précis à l'issue du séjour du râs à Washington.

(Lire nos informations page 4.)

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ET SES PROLONGEMENTS MONÉTAIRES

**Communistes et socialistes ne négocieront qu'après le 19 mars**  
**Le P.S. n'exclut pas cependant une « déclaration commune » entre les deux tours**

Dans « l'Humanité » du jeudi 9 février, M. René Andrieu apprécie comme « une fin de non-recevoir » aux demandes du PCF la proposition formulée, mercredi, par le comité directeur du parti socialiste, et qui s'abondonne la reprise des contacts entre les deux formations à un accord sur les désistements réclamés pour la second tour des élections. Le rédacteur en chef de l'organe central du parti communiste considère que la discipline républicaine « à laquelle se réfèrent M. Mitterrand et son parti, est une « notion » qui doit être « reléguée au musée de l'Histoire ».

Au sein de la majorité sortante, M. Jacques Chirac, président du P.R., se démarque totalement de l'Union pour la démocratie française, récemment constituée par les formations non gauchistes. Il classe l'U.D.F. à droite et la présente comme dominée par M. Servan-Schreiber, président du parti radical, qu'il traite naguère de « turquin ».

La persistance de sérieuses divergences au sein des deux camps qui se disputeront les suffrages le 12 et le 19 mars semble ne pas affecter profondément le corps électoral et ne pas modifier de façon importante les intentions de vote. Selon un sondage « Figaro - Sofrès » réalisé entre le 1<sup>er</sup> et le 3 février, l'opposition recueille 50 % des suffrages contre 45 % à la majorité au lieu de 51 % contre 44 % en janvier. D'après une enquête menée par Publimétrie les 2 et 3 février et publiée par « l'Aurore », le score de l'opposition s'établit à 47 % (au lieu de 48 % le mois précédent) et celui de la majorité à 45 % (au lieu de 44 %).

Il ressort de ces deux études que les raports de voix se feraient de manière plus satisfaisante, qu'il s'agisse du camp de la majorité sortante ou de celui de l'opposition.

Il n'y aura pas entre les deux camps qui se disputeront les suffrages le 12 et le 19 mars semble ne pas affecter profondément le corps électoral et ne pas modifier de façon importante les intentions de vote. Selon un sondage « Figaro - Sofrès » réalisé entre le 1<sup>er</sup> et le 3 février, l'opposition recueille 50 % des suffrages contre 45 % à la majorité au lieu de 51 % contre 44 % en janvier. D'après une enquête menée par Publimétrie les 2 et 3 février et publiée par « l'Aurore », le score de l'opposition s'établit à 47 % (au lieu de 48 % le mois précédent) et celui de la majorité à 45 % (au lieu de 44 %).

Il ressort de ces deux études que les raports de voix se feraient de manière plus satisfaisante, qu'il s'agisse du camp de la majorité sortante ou de celui de l'opposition.

Le comité directeur du parti socialiste a, en effet, justifié l'analyse de M. Mitterrand fondée sur le postulat que les désistements entre parties de gauche ne peuvent pas être négociés, et sont, en quelque sorte, de droit. Les dirigeants socialistes, comme leur premier secrétaire, continuent de penser que la menace que le PCF fait planer sur le second tour n'est pas sérieuse, que les communistes ne peuvent prendre le risque de maintenir leurs candidats le

19 mars, car ils verront alors fonder leur électorat. M. François Mitterrand s'était déjà expliqué sur ce point il y a trois mois devant son comité directeur. La réponse secrète, se situant dans une perspective historique, avait indiqué que les socialistes devaient accepter l'éventualité de rassembler lors du premier tour quelques sept millions de suffrages et de ne se retrouver qu'avec quatre-vingt députés à l'Assemblée nationale. Il est convaincu que si le PCF, et non l'U.D.F., devait remporter l'élection, la responsabilité d'une telle situation, il en tiendrait le coup rapidement et qu'il le paierait très cher dans l'opinion de gauche. Le courant socialiste aurait sans doute, de ce fait, l'occasion de devenir hégémonique à gauche, ce qui modifierait en profondeur le jeu politique français.

THIERRY PFISTER.  
(Lire la suite page 9.)

Un nouveau projet de société, c'est essentiellement, sur le plan économique, un nouveau modèle de consommation, et, dans ce cadre, la volonté d'engager une nouvelle répartition de la richesse nationale.

C'est aussi une volonté de concertation associant toutes les catégories sociales, qui rende le pouvoir à chaque Français et prévoie, une fois terminée la transition, un contrôle démocratique authentique sur la mise en œuvre. Mise en œuvre

(\*) Député de l'Aveyron, président du Mouvement des radicaux de gauche.

qui ne pourra être que progressive et s'élargira sur une décennie.

Or, quel est le bilan après vingt années de pouvoir absolu de la droite ?

C'est d'abord un type de consommation entièrement dominé par les grands groupes industriels, d'abord soucieux de s'assurer les débouchés des plus larges, dans un pays intellectuellement réduit à un corps de consommateurs en liberté surveillée. Les produits proposés démontrent directement et exclusivement l'appareil de production existant et de la recherche systématique de profit.

(Lire la suite page 8.)

qui a obligé le gouvernement à reculer ses lignes de défense.

Le franc est aujourd'hui jugé en meilleure position quand le dollar est monté à Paris de 4,20 F à 4,87 F jeudi matin, alors qu'il relatif à 4,74 F il y a un peu plus d'une semaine. Le deutschemark se traitait jeudi matin à 2,3070, après être monté à 2,35 F ; mais le 1<sup>er</sup> février, il était encore à 2,36 F. Quant au franc suisse, qui oscillait de 2,50 F jeudi matin, il était à 2,48 F. Le « décrachage » est donc net.

PAUL FABRE.

(Lire la suite page 31.)

**Le franc se redresse tandis que se développe la polémique sur la spéculation**

Alors que le franc continuait jeudi matin à améliorer légèrement ses positions — on connaît le dollar 4,87 F et le deutschemark 2,3070 F — les propos tenus par M. François Mitterrand, qui a reproché au gouvernement de « ne pas avoir fait son devoir », ont relancé la polémique sur la spéculation contre la monnaie nationale. M. Fabre s'en est pris, lui aussi, aux spéculateurs, tandis que M. Boulin qualifie d'« imprudentes » les déclarations du leader socialiste.

Le redressement du franc s'est poursuivi jeudi matin, mais les autorités monétaires restent sur le qui-vive puisqu'elles ne se hasardent pas à dévoiler les conditions du marché monétaire.

Le loyer de l'argent au jour le jour reste, à Paris, à 10 1/4 %. Soit un écart de l'ordre de trois points et demi avec le taux de l'eurodollar. Lorsque, si l'on peut dire, le franc est « normalement » stable, un écart de 2 % est jugé suffisant pour maintenir à peu près en équilibre le marché.

Par la comparaison de ces chiffres, on peut se faire une idée du degré de tension qui persiste, à condition d'avoir aussi à l'esprit que l'attaque dont le franc a fait l'objet du 1<sup>er</sup> au 6 février

qui a obligé le gouvernement à reculer ses lignes de défense.

Le franc est aujourd'hui jugé en meilleure position quand le dollar est monté à Paris de 4,20 F à 4,87 F jeudi matin, alors qu'il relatif à 4,74 F il y a un peu plus d'une semaine. Le deutschemark se traitait jeudi matin à 2,3070, après être monté à 2,35 F ; mais le 1<sup>er</sup> février, il était encore à 2,36 F. Quant au franc suisse, qui oscillait de 2,50 F jeudi matin, il était à 2,48 F.

Le « décrachage » est donc net.

PAUL FABRE.

(Lire la suite page 31.)

**Restituer le pouvoir aux Français**

par ROBERT FABRE (\*)

Un nouveau projet de société, c'est essentiellement, sur le plan économique, un nouveau modèle de consommation, et, dans ce cadre, la volonté d'engager une nouvelle répartition de la richesse nationale.

Or, quel est le bilan après vingt années de pouvoir absolu de la droite ?

C'est d'abord un type de consommation entièrement dominé par les grands groupes industriels, d'abord soucieux de s'assurer les débouchés des plus larges, dans un pays intellectuellement réduit à un corps de consommateurs en liberté surveillée.

Ensuite, qu'en est-il de leur victime directe, le travail, le long d'une route bordée par plusieurs villages, les auteurs de l'enlèvement espéraient-ils qu'elle serait découverte assez rapidement par un habitant ou un automobiliste ? C'est probable; et dans ce cas on peut penser que, n'ayant eu aucun écho par les postes de radio de la découverte du juge, ses ravisseurs ont décidé d'alerter eux-mêmes les services de police.

M. Daix a, dès cette nuit, confirmé officiellement qu'aucun appel de ravisseurs n'était parvenu, depuis le moment du rapt, aux services de police ou de gendarmerie.

BERNARD ELIE.

(Lire la suite page 12.)

**INÉDITS DE KAFKA**

**Le témoin****d'un déclin**

Oui, si cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'occasion d'en débattre, d'en mesurer la portée, de les aiguiller, de les compléter et de les soutenir.

Oui, si au lieu de cela leur a donné l'

# idées

## FEMMES

### Le socialisme au féminin

par ODETTE THIBAULT (\*)

**L**e véritable socialisme n'existe nulle part. C'est un fait. Pourquoi ? A cette douloureuse interrogation, je reçois un jour cette réponse : « Parce qu'il n'est pas naturel à l'homme ! » Ce n'est que trop vrai.

C'est pourquoi on peut douter de la sorte de socialisme que nous apporteraient les deux parts ex-signalaires d'un programme qui n'a rien de commun avec ce que nous souhaitons : l'unité et la paix, hors des luttes de pouvoir. Quelles que soient les idéologies politiques, fussions-elles égalitaires en principe, elles n'arriveront jamais à la réalisation pratique de ce socialisme dont la définition originelle (trop oubliée) est : *révolution dans les rapports humains*, à commencer, comme le disait Marx, par les rapports homme-femmes.

L'échec de l'idéal socialiste sur le plan pratique vient, à mon point de vue, de ce que ces rapports humains contribuent à être vécus sur le mode masculin, c'est-à-dire fondé sur la force, l'éternelle lutte de pouvoirs, l'agressivité destructrice. A cet égard, n'oublions pas que dès que les premières hommes ont disposé de la première arme : une pierre, ils l'ont dirigée contre leurs semblables, comme en témoignent les trous faits dans les crânes fossiles des préhistoriques ; et on peut alors à croire que les premières vagues d'hommes ont été exterminées par les suivantes. Des militaires d'expérience d'un monde dirigé par les mâles nous ont laissé une histoire jalonnée d'hécatombes humaines, de génocides, de guerres.

Est-ce à dire alors que, si le socialisme n'est pas naturel à l'homme, il serait plus naturel à la femme ? Rien ne permet de l'affirmer, évidemment, puisqu'on n'a pas encore donné aux femmes la possibilité de le prouver expérimentalement. Néanmoins, un fait est assez frappant : lorsque les mouvements féminins font une analyse politique et la poussent assez loin, elle aboutit à une contestation radicale du pouvoir masculin, et elle débouche sur le socialisme dans sa plus stricte orthodoxie et même jusqu'au socialisme autogestionnaire (1).

En effet, nous ne voulons pas, nous les femmes, de hiérarchies

(1) Parmi les analyses récentes, citons : *Femmes et autopotence* (Journées nationales des femmes du parti socialiste, oct. 1976) ; *Pour l'émancipation critique*, par Suzanne Blais (CÉPA, Bruxelles) ; *Pas d'histoire, les femmes*, par Eugénie Bouchardieu (Syracuse).

fondées sur les fausses valeurs (la soif de domination, l'argent). Si nous reconnaissions l'utilité, pour la collectivité, des vrais apôtres (comme on dit en ethnologie), c'est-à-dire des vrais leaders, quel que soit leur sexe (et la nécessité de structures fonctionnelles fondées sur la compétence), en revanche, nous ne voulons plus de vos petits bêtés agressifs, marionnettes minables qui finissent par s'en aller (comme les autres), mais dont les « trois petits ours » suffisent à faire des milliers de morts ; de tous vos Hitler, Salazar, Pinochet, Staline et autres Napoléon...

Quoi qu'en disent les psychanalytiques (mâles), nous n'avons pas vos pôles, dont vous canons et vos fusils ne sont que le prolongement (voyez donc le double sens de l'expression « tirer un coup »), et qui éjaculent leurs bombes de plus en plus loin, en essayant de battre le record du voisin, comme ces adolescents qui jouent à qui fera pipi le plus loin. Pour nous, nous ne comprenons pas comment une aussi petite différence a pu engendrer d'aussi grandes inégalités.

Est-ce à dire que nous voulons vous castrer (une de vos peurs ancestrales) ? Rassurez-vous, nous n'y songeons point, car nous vous aimons. Nous aimons les fils que vous nous donnez, et que nous ne pourrions pas faire sans votre pectoral chromosomique (2) ; mais nous ne voulons plus qu'ils ressemblent à leurs pères. Nous rêvons d'un *Homo sensibilis*, d'un *Homo tenuoris* — bref, de cet *Homo* que vous avez orgueilleusement et prématurément baptisé « sapiens », et dont on attend encore l'avènement.

Nous refusons de produire des enfants pour répondre à vos besoins en producteurs ou en guerriers selon les temps, mais toujours pour servir votre soif de pouvoir qui est sans limite : après avoir colonisé la Terre, détruit les autres espèces, les forêts, bientôt les mers, les airs, vous engrassez la Lune, vous voulez poser des sondes à Vénus, vous préparez vos prochaines batteries contre vos phantasmes

(\*) Docteur en sciences biologiques ; journaliste scientifique. Membre du parti féministe unité.

d'ennemis extra-terrestres, les terrestres n'étant déjà plus à la mesure de vos forces présumées. Vous confondez dans le même vertige incontrôlé la force positive de l'instinct d'exploration et la soif de conquête.

Nous en avons assez de vos coups de force et de vos coups de guerre. Nous ne voulons plus servir vos ambitions, votre carrière : être un de vos signes extérieurs de réussite, et votre repos entre deux guerres (mais qui est le repos de la femme du guerrier ?) — moyennant quoi vous condescendez à faire de temps en temps notre vaisselle ou à vider nos poubelles...

Nous ne voulons plus être les poules qui constituent vos basse-cours, mais vos partenaires, vos égales et, s'il le faut, vos adversaires, mais seulement pour mieux refuser d'entrer dans votre jeu. Et si vous nous donnez (malencontreusement) que nous devons parfois agressives, drôles (nous, les faibles, nous les fortes), nous le ferons, mais cela ne sera pas à votre avantage.

Nous ne voulons plus de vos frontières illusoires, matérielles, économiques ou idéologiques qui vous protègent des ennemis phénoméniques dont vous avez besoin comme bouclier émissaire de votre propre agressivité. Nous voulons les ouvrir à la vie, à tous les humains, quel que soient leur sexe, la couleur de leur peau ou de leurs opinions, et le poids de leur bourse. Nous, les réalistes, les près de la terre et de la vie, parce que nous faisons partie des opprimés, nous avons compris depuis longtemps qu'une classe, une nation, une moitié du monde ou du ciel ne peut pas indéfiniment et impunément en déraser une autre.

La femme est-elle l'avenir de l'homme, comme le chantait Aragon ? Nous n'en savons rien. Mais une chose est sûre, car le passé l'a suffisamment démontré : l'homme n'est pas l'avenir de la femme. L'avenir de la femme, c'est elle-même. Il est entre ses mains ; et pas seulement le sien, mais celui de ses enfants et celui du monde entier.

Est-ce cela le socialisme ? Je ne sais pas. Ce que je sais, c'est que c'est un masculin que se conjuguent la soif de pouvoir, l'agressivité et la domination. C'est pourquoi il n'y a encore jamais eu, et n'y aura jamais, de socialisme au masculin.

Le socialisme sera au féminin, ou il ne sera pas.

### LA FEMME D'HARPAGON | NOTRE PROGRAMME COMMUN

(Suite de la première page.)

Pour le reste, nous suggérons le « programme commun des femmes » ?

Passons sur la cohabitation entre époux interdite pendant une génération, qui résulte de la volonté d'empêcher que chuchoté dans un cabinet de toilette qui ne soit pas commun à toute la famille, et du droit en somme, de s'isoler. C'était le luxe que s'accordaient autrefois, les familles d'aristocratie : toutes les hôtels conçus en d'autres pièces comprenaient les appartements de madame, dans lesquels elle et ceux de monsieur, dans l'autre.

Mais ne rêvons pas.

Consommer moins. Pourquoi pas ? Réduire la semaine de travail à trente ou trente-cinq heures. Pourquoi pas ? Mais comment fait-on pour augmenter les charges sociales, ce qui suppose diverses propositions de programme ? En diminuant la production ? Si la réponse se trouve dans le livre de Choisir, alors c'est dommage.

Créer un fonds de garantie pour assurer le paiement des pensions alimentaires relatives aux enfants, et aux enfants seulement. Pourquoi pas ? Cela revient à garantir à chaque enfant dont la charge incombe à un seul de ses parents, l'autre étant défaillant, un revenu qui le programme fixe à 400 francs.

Cette garantie existe déjà sous deux formes : l'allocation dite d'orphelinat, fermement assurée, dont le montant n'est pas trop faible (150 francs) et de n'être versée que par les caisses d'allocations familiales qu'à peine de longs mois pendant lesquels le ou la bénéficiaire doit faire la preuve que toutes les démarches possibles ont été tentées pour contraindre le débiteur défaillant et où les caisses procèdent elles-mêmes à une enquête.

C'est en travaillant sur le réel, en confrontant le désirable et le possible, en entrant dans le caractère de l'administration et du budget public — comment par verser l'allocation et procéder ensuite à l'enquête et au recouvrement des sujets dont l'ardérité ne rebute

pas seulement les femmes que les militantes sérieuses du féminisme apporteront maintenant une contribution concrète au programme de la cause des femmes (3).

Qu'elles se réunissent pour faire cet effort, qu'elles réussissent ainsi, à sortir du « n'y a qu'à » et à formuler des propositions réalisables si elles sont hardies, on peut seulement s'en féliciter.

Qui leur donnera les chiffres ? Qui leur ouvrira les dossier ? Elles ne pénétreront pas dans les instances qui les possèdent, et qui leur feront dire : « Qui a demandé ça ? » Cela est une autre histoire. A moins qu'tout prendre, ce soit la même.

FRANÇOISE GIROUD.

### Réplique... à une réplique

« TANT moi-même une femme, je ne saurais laisser passer sans réponse l'accusation portée contre Simone de Beauvoir par une élue, etc., etc. » Je pourrais prolonger ce pastiche triste de la réplique de Mme Gros (Le Monde 27 janvier).

En fait, je pense qu'on ne « défend » pas Simone de Beauvoir, ou se contente de témoigner.

C'était il y a peu, à Paris. La nouvelle élète, scandaleuse ; des prostituées en grève (*sic !*) ; envoient une église de Montparnasse, entraînant des photographes hilares, passant devant des journalistes, bonté des femmes, aggrégation des bandes masculines (nous sommes tous des clients !). Je le sais, j'y étais, la première heure, à son bord.

Il n'y avait pas assez de chaises, certaines étaient assises par terre, et par la haute fenêtre de sa chambre envahie. Simone de Beauvoir laissait, sans alimenter, le soir tomber lentement sur nous toutes.

Que les mots adoucissent les mœurs, ils le peuvent, que les personnes convainquent, les plaignent. Elle, un court instant, j'en suis témoin, elle renonce.

C'est peut-être ce qu'il faut à quelle elle pensait : le socialisme est un réveil !

Je suis rentrée à pied. A quelques minutes de là, le palais du Luxembourg brillait de tout son lustre.

Oh étaient-elles donc, ce soir-là, nos femmes élues, sénateurs, maires, députés, responsables de tous bords ? Oh étaient-elles donc nos travailleurs exploités et leurs porte-parole étranglés ? Ces sont-ils donc, aujourd'hui, ces longs cortèges d'hommes et de femmes syndiqués, réclamant l'égalité des sexes et des chances, la fin de la surexploitation spécifique, du viol de la prostitution, des coups de l'avortement clandestin, de l'inceste, de l'excision, etc. Où donc ?

En 1978, deux ans après cette étrange grève, la source vive de notre solidarité, l'espérance même de notre combat pour l'émanzipation, la dignité et la justice reste cette voix unique les « élus » se contentent, pour le moment, de récupérer.

JOSYANE SERRAT, Professeur de philosophie. Réalitrice de télévision.

SEUIL

« Des pages bariolées, drôles, imprévues, qui attendrissement souvent et font rire aussi. Le livre le moins noir, le moins "en deuil" qu'on puisse imaginer. »

MICHEL FOUCAULT / LE MATIN

# Philippe Ariès

L'homme devant la mort

Coll. L'Univers historique dirigé par J. Julliard et M. Virbac. 640 p. 69 F.

par LILIANE BREUIL (\*)

A nom du mouvement Choisir

la cause des femmes (4)

A l'heure où l'opposition

aux élections législatives

est devenue

une réalité

pour nous

qui sommes

des femmes

qui nous

électrices

qui nous

# étranger

## LES CONFLITS EN AFRIQUE

### L'Ethiopie adresse un ultimatum aux forces somaliennes qui se trouvent en Ogaden

Tandis que de violents combats se poursuivent dans l'Ogaden et qu'il se confirme que six avions éthiopiens ont bombardé, mardi 7 février, les deux villes somaliennes de Berbera et Hargeisa, le gouvernement d'Addis-Abeba a lancé, mercredi, un ultimatum aux forces armées somaliennes se trouvant en territoire éthiopien. Elles sont sommées de se rendre immédiatement « sous peine de destruction totale ». « Vous nous faites décimer pour reconquérir des territoires que vous n'avez jamais perdus. On vous avait trompés en vous disant que vous les aviez

perdus », a déclaré le commandant éthiopien à l'adresse de ses adversaires.

● A MOSCOU, un article de l'hebdomadaire « Temps nouveaux », que l'agence Tass a diffusé le mercredi 8 février, dénonce dans des termes très violents la collusion des puissances impérialistes et avant tout des Etats-Unis avec les régimes réactionnaires arabes, qui non seulement soutiennent la Somalie mais l'ont poussée à commettre une agression contre l'Ethiopie. « Citant les « régimes réactionnaires », « Temps nouveaux » s'abstient, nous indique notre correspondant, de mettre en cause l'Iran, partenaire commercial apprécié de l'URSS.

● A KOWEIT, un porte-parole gouvernemental a déclaré mercredi que la défense de la Somalie « relève de la responsabilité collective des Arabes ».

● A BONN, où il participe à une réunion de l'International socialiste, M. Simone Pérès, ancien ministre israélien de la défense et chef de l'opposition travailliste, a justifié mercredi les livraisons d'armes israéliennes à l'Ethiopie, qui portent seulement, a-t-il assuré, sur quelques munitions. »

### La ville où les enfants se fusillent < pour rire >...

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — Tous les enfants du monde jouent à la guerre. Ceux d'Addis-Abeba ont inventé cette année un nouveau jeu : la « terreur rouge ». Le spectacle n'est pas rare dans les rues de la capitale éthiopienne. Un gosse de six ou huit ans en habits se plante résolument dos au mur. Une demi-douzaine de ses camarades, alignés à dix pas, bâton à l'épaule, figurent le peloton d'exécution, qui, d'une rafale — fataliste — fuit le « contre-révolutionnaire ». Une jeune femme raconte que, dans l'école maternelle où vont ses fils, un autre jeu, plus élaboré, fait fuir : celui du prisonnier politique. Les petits garçons sont les pères de famille emprisonnés, auxquels les petites filles vont porter chaque jour le plat d'« ingera » (nourriture de base des Ethiopiens), longuement préparé dans des boîtes de conserve, à la réception, — pour rire, bien sûr — et pour imiter le geste quotidien de millions de femmes éthiopiennes dont les fils, maris ou pères sont en prison.

Dans les rues d'Addis-Abeba défilent les cortèges miniatures des « millions » de six ans, qui fuient de bois à la main, scandent par leurs slogans bolcheviques de l'Ethiopie rouge. Oui, on apprend beaucoup sur la nouvelle réalité éthiopienne, avec ces enfants des rues qui, comme à Belfast, à Beyrouth ou à Salyon, restituent crûment dans leurs jeux la réalité quotidienne la plus banale. Banale ? Ici, les choses vont sans doute beaucoup plus loin qu'ailleurs. A huit ans, on ne « joue » pas seulement à la révolution, on feut. Et souvent on meurt.

En décembre dernier, une circulaire très officielle émanant du gouvernement a été diffusée dans tous les « kabellé » (comités de quartier). Elle prescrivait expressément une extension de la répression aux enfants de huit à douze ans,

agents de l'agent des contrôles révolutionnaires. Les consignes qui étaient parties de cette « terreur rouge » que le régime s'efforce aujourd'hui de justifier, put paraître monstrueuse et surtout absurde. Elle n'était qu'à moitié. Les enfants, même très jeunes, sont effectivement utilisés depuis longtemps par les groupes clandestins hostiles au pouvoir comme masse de manœuvre, agents de renseignement ou « collègues d'affaires ». Pour un dollar éthiopien (2 francs) — une fortune — on peut convaincre un petit cercle de chaussettes ou un gosse mendiant du Mercato d'aller gribouiller un slogan « contre-révolutionnaire » sur les murs ou d'accrocher un fanion « subversif » sur les fils électriques. C'est-à-dire de risquer sa vie... La circulaire de décembre n'était donc que la réponse folle à une réalité tout aussi folle.

Certaines responsables de « kabellé » pourtant — qui ne manifestent

en temps normal aucune sentimentalité excessive — ont cette fois renoncé. Celle du « kabellé » numéro 14, par exemple, sont allés sans hésiter retrouver leurs fusils aux autorités supérieures du kabellé (?) en disant : « Nous nous avons donné des fusils pour défendre la révolution, pas pour tuer nos enfants ». Il a fallu résoudre cet embarras cas de conscience. En général, on a fait appel aux miliciens du « kabellé » voisin pour accomplir la besogne. Dans d'autres cas, des responsables de « kabellé » jugé trop « fêtards » ont été purement et simplement remplacés.

#### Des gamins en prison

C'est ainsi, en tout cas, que des dizaines et des dizaines d'enfants ont été arrêtés depuis la fin de 1977 à Addis-Abeba. Un spectacle est devenu assez courant : celui d'un groupe de militaires armés au poing faisant irruption dans... une classe maternelle. Les enfants emprisonnés, ou rigou-

usement encadrés, sont désormais soumis à ce qu'ils appellent « catéchisme ». On raconte aujourd'hui à ce sujet, dans certains milieux éthiopiens, l'histoire édifiante de ce prêtre orthodoxe de la Trinité, en ajoutant d'un air oblique, qu'il était « probablement fou à lier ». Devant ses fidèles réunis voici quelques semaines, à l'occasion d'un office funéraire, il s'est soudain lancé dans une diatribe suicidaire accusant le régime d'« assassiner les enfants ». Conduit par les militaires dans une caserne d'Addis-Abeba, il a, dit-on, été fusillé aussitôt.

Le régime, en tout cas, pour se tailler une résultat tangible : on voit beaucoup moins de griffonnages subversifs sur les murs de l'Ethiopie socialiste.

JEAN-CLAUDE GUILLERAUD.

### SELON DES ANALYSES DE SOURCE OCCIDENTALE

### l'existence d'une « légion étrangère » cubaine accroît la capacité soviétique d'intervention en Afrique

A l'ombre de la dissuasion nucléaire qui a pour effet de « gelier » la situation dans certaines régions du monde, notamment en Europe, l'Union soviétique a mis au point une capacité militaire d'intervention à longue distance qui s'appuie sur l'existence d'une nouvelle « légion étrangère » à son service : des unités cubaines et des techniciens d'Europe centrale.

C'est le diagnostic, aujourd'hui, de la plupart des états-majors et des services de renseignements occidentaux, lorsqu'ils analysent les actions provocatrices de l'Union soviétique en Afrique.

Le développement d'une aviation militaire de transport lourd, la modernisation et le redéploiement géographique de la marine de guerre bénéficiant de surcroit du soutien logistique de la marine marchande, l'expansion des ventes d'armes qui revient à constituer des stocks disponibles à l'étranger sont, considérés, en Occident, comme autant de preuves que l'Union soviétique applique un plan concerté pour se doter, à terme, d'une capacité militaire d'intervention extérieure, comparable à celle des Etats-Unis.

En outre, l'existence d'un corps expéditionnaire cubain de soldats de métier, qui peut être engagé en première ligne là où les Soviétiques ne voudraient pas trop se mettre le devant de la scène, semble donner une dimension du dispositif. À la fois, la cohésion, la mobilité et la souplesse qui lui manquent.

Des informations recueillies par l'équipage du Foch, lorsque le porte-avions français était à la fin de l'année dernière en océan Indien, sur la manière dont s'est passé l'exode des Soviétiques contraints de quitter la Somalie, ont permis de constater que les derniers éléments de l'escadre, à la fois, la cohésion et la souplesse qui lui manquaient.

Après avoir aidé en armes, souvent modernes, et en instruisant les dissidences et les mouvements sociaux de l'Afrique, les Soviétiques apportent leur concours à la formation des cadres militaires et des spécialistes autochtones de la sécurité intérieure du territoire. Les armes livrées restent, pour l'essentiel, aux standards et aux normes de celles de l'armée rouge, pour être, ultérieurement, parquées et démantelées, et finalement expatriées avec l'arrivée, éventuelle, sur place de servants soviétiques.

#### Des voies obliques

A plusieurs reprises, depuis l'envoi de soldats cubains en Angola en février 1976, les services de renseignement occidentaux ont alerté leurs gouvernements sur ce qu'ils considèrent comme une volonté des Soviétiques de privilégier le « détour » pour valider les « voies obliques » d'un affrontement politique entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire la guerre indirecte ou la guerre subversive.

Se fondant sur la lecture des revues militaires soviétiques, les analystes occidentaux disent avoir observé que, depuis peu, l'état-major de l'armée rouge n'écarte plus l'hypothèse d'un conflit limité sans emploi de l'arme nucléaire.

Les manœuvres de l'armée soviétique sont démontrées fréquemment, qui font appel à l'effet de surprise des attaques de nuit, des parachutages sur les arrières ou des reconnaissances du littoral par débarquements amphibies. Les mêmes analystes considèrent que cette progression de la stratégie soviétique sous le couvert d'une dissuasion nucléaire qui élimine les risques d'un conflit majeur, relève de la logique de l'« oblique », telle que conceptaient également les « Etats-majors occidentaux », et aussi de la guerre idéologique menée spécialement par le régime de Moscou dans les pays sous-développés.

Parallèlement à l'envol d'assauts militaires, l'Union soviétique expédie, sur place, des conseillers économiques et des techniciens industriels. Elle finance ou exerce, elle-même, de grands travaux d'intérêt général. Elle cherche à négocier des droits de pêche qui transforment en droit de pêche en concessions de bases navales, et elle souhaite installer des centres de télécommunications pour la navigation aérienne ou l'écoute des transmissions.

Toutes ces activités participent d'une même préoccupation stratégique qui vise à tourner la dissuasion par des actions ponctuelles et, pour les plus possibles, dans le cadre de la politique coordonnée et méthodique de présence militaire sur ce continent. Mais d'autres, qui ont l'expérience de l'Afrique, sont plus nuancés et ils voient seulement dans l'attitude de Moscou le souci de saisir chaque occasion pour s'affirmer une clientèle locale et repandre opportunément l'idéologie soviétique.

Quelles sont ces différences d'interprétation, on s'interroge sur le même motif de la tactique de pénétration soviétique dans l'Afrique subsaharienne de l'Atlantique à l'océan Indien.

#### Des actions d'intimidation

En venant vers le canal de Suez, l'océan Indien et en contrôlant la route du Cap depuis des bases le long de la côte africaine, les Soviétiques pourraient entraver les lignes de communications de l'Europe. L'Arabie Saoudite a mis en garde les pays occidentaux contre cette éventualité. Des Soviétiques sont allés jusqu'à proposer au vainqueur de la guerre mondiale, financièrement, à maintenir un contingent militaire à Djibouti et ils ont suggéré à des experts de l'OTAN de prévoir des liaisons techniques, à Naples, entre certains pays arabes et des commandements alliés du flanc sud de l'Europe et de la Méditerranée. A ce jour, ces contacts n'ont pas eu de résultats concrets notables.

Si l'ambition des Soviétiques n'est pas nouvelle, leur manie a toujours souhaité accéder aux « mers chaudes » du globe, la

### Le Tchad veut saisir le Conseil de sécurité de son différend avec la Libye

Le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, a dénoncé, mardi 7 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandé aux pays de l'ONU de l'aider à l'occupation — « amis du Tchad ». « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression », a-t-il assuré, sur « amitié du Tchad » avec le chef de l'Etat tchadien, Zekaria Wazah Dabah, ministre tchadien de l'équipement et des mines se trouvant à Paris. « Nous devons débarrasser le Tchad d'ennemis qui se déboulent dans le Bassin du lac Tchad », a-t-il déclaré. « Nous devons empêcher que les troupes libyennes en lutte au sud avec les rebelles du FROLINAT, à environ 30 kilomètres de Paya-Largeau, a déclaré le coordinateur.

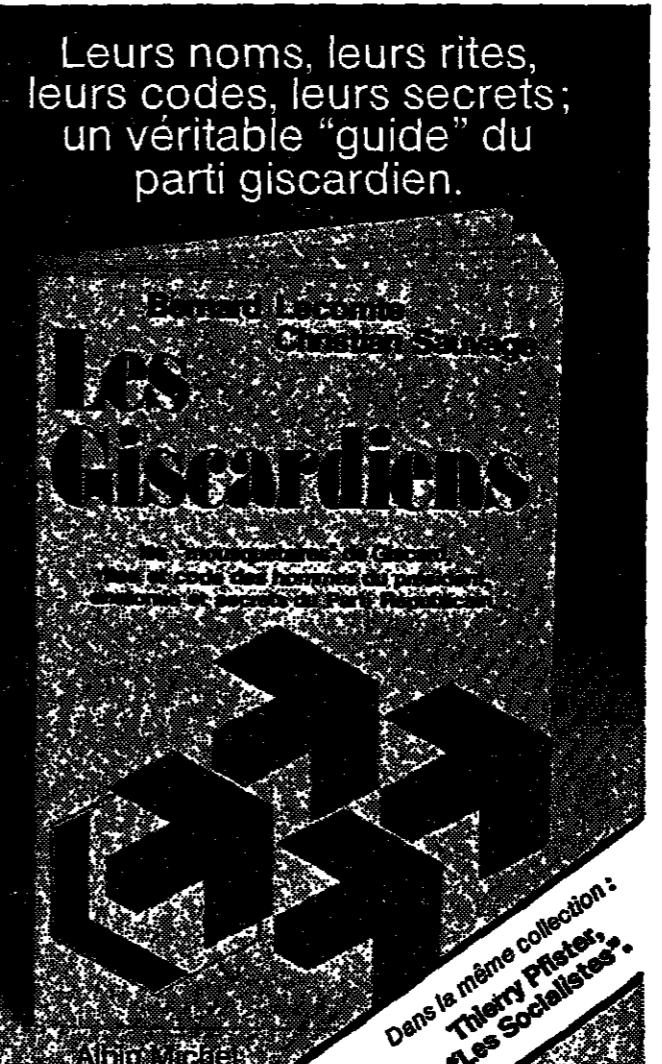
Le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, a dénoncé, mardi 7 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandé aux pays de l'ONU de l'aider à l'occupation — « amis du Tchad ». « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression », a-t-il assuré, sur « amitié du Tchad » avec le chef de l'Etat tchadien, Zekaria Wazah Dabah, ministre tchadien de l'équipement et des mines se trouvant à Paris. « Nous devons débarrasser le Tchad d'ennemis qui se déboulent dans le Bassin du lac Tchad », a-t-il déclaré. « Nous devons empêcher que les troupes libyennes en lutte au sud avec les rebelles du FROLINAT, à environ 30 kilomètres de Paya-Largeau, a déclaré le coordinateur.

Le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, a dénoncé, mardi 7 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandé aux pays de l'ONU de l'aider à l'occupation — « amis du Tchad ». « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression », a-t-il assuré, sur « amitié du Tchad » avec le chef de l'Etat tchadien, Zekaria Wazah Dabah, ministre tchadien de l'équipement et des mines se trouvant à Paris. « Nous devons débarrasser le Tchad d'ennemis qui se déboulent dans le Bassin du lac Tchad », a-t-il déclaré. « Nous devons empêcher que les troupes libyennes en lutte au sud avec les rebelles du FROLINAT, à environ 30 kilomètres de Paya-Largeau, a déclaré le coordinateur.

Le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, a dénoncé, mardi 7 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandé aux pays de l'ONU de l'aider à l'occupation — « amis du Tchad ». « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression », a-t-il assuré, sur « amitié du Tchad » avec le chef de l'Etat tchadien, Zekaria Wazah Dabah, ministre tchadien de l'équipement et des mines se trouvant à Paris. « Nous devons débarrasser le Tchad d'ennemis qui se déboulent dans le Bassin du lac Tchad », a-t-il déclaré. « Nous devons empêcher que les troupes libyennes en lutte au sud avec les rebelles du FROLINAT, à environ 30 kilomètres de Paya-Largeau, a déclaré le coordinateur.

Le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, a dénoncé, mardi 7 février, une « offensive militaire de grande envergure » lancée contre son pays par la Libye et demandé aux pays de l'ONU de l'aider à l'occupation — « amis du Tchad ». « Nous sommes en droit d'affirmer, avec toutes les preuves à l'appui qu'il s'agit d'une agression », a-t-il assuré, sur « amitié du Tchad » avec le chef de l'Etat tchadien, Zekaria Wazah Dabah, ministre tchadien de l'équipement et des mines se trouvant à Paris. « Nous devons débarrasser le Tchad d'ennemis qui se déboulent dans le Bassin du lac Tchad », a-t-il déclaré. « Nous devons empêcher que les troupes libyennes en lutte au sud avec les rebelles du FROLINAT, à environ 30 kilomètres de Paya-Largeau, a déclaré le coordinateur.

JACQUES ISNARD.





uite de M. Sadate à Washington  
é commun égypto-américain  
its légitimes des Palestiniens

## AMÉRIQUES

### Nicaragua

Après  
de nouveaux affrontements

#### SITUATION CONFUSE A MANAGUA

Managua. — Des nouveaux affrontements entre manifestants hostiles au régime du président Antonio Somoza et les forces de l'ordre ont eu lieu dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 février. Des barricades ont été dressées et des véhicules incendiés. La grève déclenchée le 24 janvier pour protester contre l'assassinat, le 10 janvier, du Pérou Joaquin Chacón, directeur du quotidien « Prensa », principal leader de l'opposition, parvient cependant à un tournant.

Une dépêche d'Associated Press annonce la fin de la grève, et d'autres sources se bornent à indiquer que les meilleurs d'affaires, qui s'étaient joints au mouvement de protestation, ont repris leurs activités. La situation est extrêmement confuse dans la capitale, sillonnée par les Jeeps et les camions de la garde nationale, et où le censuré n'est rompu que par les stations de radio « clandestines » qui ont trouvé refuge dans les régions.

Le parti conservateur, seule formation officielle d'opposition, demande la démission du président Somoza. D'autre part, le Venezuela, accusant ce dernier de violer les droits de l'homme, a demandé à l'Organisation des Etats américains, dont le siège est à Washington, l'ouverture d'une enquête sur la situation au Nicaragua.

## A TRAVERS LE MONDE

### Berlin-Ouest

UN COUPLE S'EST IMMOBILISÉ PAR LE FEU, mercredi soir 8 février à Berlin-Ouest, au pied de l'édifice à ciel ouvert, sur l'avenu Kurfürstendamm. Il s'agit d'un homme et d'une femme de vingt à trente ans, dont l'identité n'a pas encore été établie. Avant de s'arracher d'essence, ils avaient lancé des tracts protestant contre la famine dans le monde. Un nécessaire servant aux injections d'héroïne et de morphine a été retrouvé à côté des cadavres calcinés. — (A.P.P.)

### Danemark

LE PARLEMENT DANOIS a décidé mercredi 8 février que la famine « n'est pas une urgence » et a donc pu voter une loi qui autorise l'Etat à procéder immédiatement à l'évacuation des huit cents squatters vivant à Christianshavn. Mais par 89 voix contre 71 et 5 abstentions, la Chambre a voté mercredi une motion qui prend note de l'intention du gouvernement social-démocrate de ne pas évacuer la cité tant qu'un projet d'utilisation des lieux ne sera pas mis au point, ce qui demandera deux ans. Christianshavn est un domaine de 16 hectares, situé en pleine capitale, et comportant cent soixante-seize bâtiments d'une caserne abandonnée. — (A.P.P.)

### Espagne

PRES D'UNE CENTAINES DE DÉTENUS de la prison de Barcelone se sont infligés volontairement des blessures pour faire pression sur leur demande d'amnistie. Les blessés dont l'état ne présente pas de danger ont été transportés dans divers hôpitaux de la ville. — (A.P.P.)

### Kenya

LE KENYA ET L'OUGANDA ont décidé de normaliser leurs relations, affectées depuis près de deux ans par une série de crises, dont la dernière a conduit à l'éloignement de la communauté est-africaine, qui regroupait ces deux pays et la Tanzanie depuis 1967. A l'issue de la visite à Kampala d'une délégation conduite par M. Munyuni Walyaki, ministre des affaires étrangères kenyan, les deux pays ont également nommé un comité chargé d'examiner les problèmes bilatéraux et de rétablir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. — (A.P.P.)

### Maroc

LE PRESIDENT MOBUTU, chef de l'Etat zairois, est arrivé mercredi 8 février à Rabat, venant de Bruxelles, pour une visite privée de vingt-quatre heures. Il est suivi dans la capitale marocaine par M. Abdellah Daddah, qui s'y rend ce jeudi, venant de Paris, et qui doit s'entretenir avec le roi Hassan II avant de regagner Nouakchott. — (R.P.P., Reuter)

### Guatemala

Selon le Latin America Bureau

#### VINGT MILLE ASSASSINATS POLITIQUES AURAIENT ÉTÉ COMMIS EN DIX ANS

Londres. — Environ vingt mille assassinats politiques ont été commis depuis 1968 au Guatemala, qui est l'un des pays les plus répressifs d'Amérique latine, indique un rapport publié mercredi 8 février par le Latin America Bureau, organisme international spécialisé notamment aux violations des droits de l'homme.

Les confrontations provoquées par le tremblement de terre, qui fit vingt-deux mille morts en 1976, n'étaient guère plus graves que la désastre, d'origine humaine, celui-ci, qui a tué le Guatemala au cours des dix années précédentes, a écrit le rapport.

Les auteurs précisent que plus de quinze mille personnes ont été tuées de 1971 à 1976 par des groupes de terroristes ou des soutiens officiellement par le gouvernement de M. Carter Arana.

Le rapport, dont la publication coïncide avec la visite à Londres de dix hauts fonctionnaires du ministère guatémaltèque des affaires étrangères, MM. Luis Meneses et Jorge Skinner-Kise, indique d'autre part que la reverstände du Guatemala sur la colonie britannique de Belize est une « manœuvre destinée à détourner l'attention de la population de la répression et de l'injustice ».

## Le Cambodge a rejeté le plan du Vietnam pour « régler le problème frontalier »

Le Cambodge a rejeté, mercredi 8 février, le plan proposé dimanche par le Vietnam pour « régler le problème frontalier ». Selon la radio de Phnom-Penh, ce plan n'est qu'un geste de propagande pour abuser l'opinion internationale au moment où le Vietnam lance une nouvelle offensive avec des chars et des avions. Depuis le 5 février, les Vietnamiens ont pénétré à l'intérieur du territoire cambodgien sur une profondeur variant entre 4 et 7 kilomètres, a affirmé la radio. La Voix du Vietnam, son côté, confirme l'existence de combats mais situe les sites en territoire vietnamien, dans la province d'Anh-Giang.

De notre correspondant

Bangkok. — Les dirigeants de Hanoï paraissent soucieux de parvenir à un compromis après un mois d'âpres négociations pour régler le problème frontalier, qui a été posé par le plan vietnamien. Un diplomate en poste à Hanoï nous a dit : « Contrairement aux Cambodiens, les Vietnamiens jouent le jeu de la coopération internationale. Hanoï vient d'accorder une audience spéciale de l'ONU. Son ministre des affaires étrangères vient d'achever une tournée des pays de l'ASEAN pour détruire une atmosphère de guerre froide persistante depuis 1975. Certes, ces pays ne sont pas dupes et savent ce que cette mission doit à la rivalité entre Phnom-Penh et Hanoï, mais toutefois, une révolution des délégués anticomunistes a eu lieu et des accords ont été signés. »

« Aujourd'hui, a poursuivi notre interlocuteur, la diplomatie vietnamienne est sur la brèche ; en plus des conflits frontalier et de ses conséquences sur le plan international, elle est ébranlée par l'affaire d'espionnage dans laquelle est impliquée son représentation diplomatique à Paris. Ces derniers dévoilent les dessous de cette affaire, elle courroie à présent nommée pour discréditer encore le Vietnam aux yeux de la communauté internationale. Les Cambodiens, vu leur régime d'autarcie, peuvent peut-être se permettre d'ignorer le reste du monde, mais les Vietnamiens ne peuvent pas risquer de compromettre leur position au sein de l'ASEAN, malgré les difficultés rencontrées par leurs diplomates depuis deux ans et demi, au risque de compromettre une coopération vitale pour leur redressement. Il leur faut donc accéder le plus largement à leur thème de l'agression cambodgienne et se laver des accusations d'hégémonisme dont on ait été l'objet. »

Après la récente visite organisée par des journalistes étrangers dans la zone frontalière du delta du Mékong, des diplomates en poste à Hanoï ont quitté cette

(1) Vice-ministre des affaires étrangères, notamment chargé de décodage, à Paris, la normalisation des relations entre Hanoï et Washington. M. Phan Hien est réputé être le spécialiste des situations épineuses.

### Chine

#### ÉCARTÉ DU SINKIANG

## M. Saifudin a conservé ses fonctions au sein du parti

De notre correspondant

Pékin. — Un épais mystère plane sur la situation de M. Saifudin. L'ancien premier secrétaire du parti communiste, qui a perdu la dernière circonscription à cette occasion que des modifications pourraient être apportées officiellement à la composition du bureau politique. D'ailleurs, d'autres membres de cet organisme, fréquemment apparus en public ces derniers temps, sont également écartés. (1) Le commandant de la région militaire de Pékin, le général Chen Hsi-lien notamment) et leur sort pourrait être également réglé à cette occasion. Il n'en reste pas moins très étrange que le régime continue d'afficher une image unitaire alors que les progrès révèlent le caractère artificiel et provisoire.

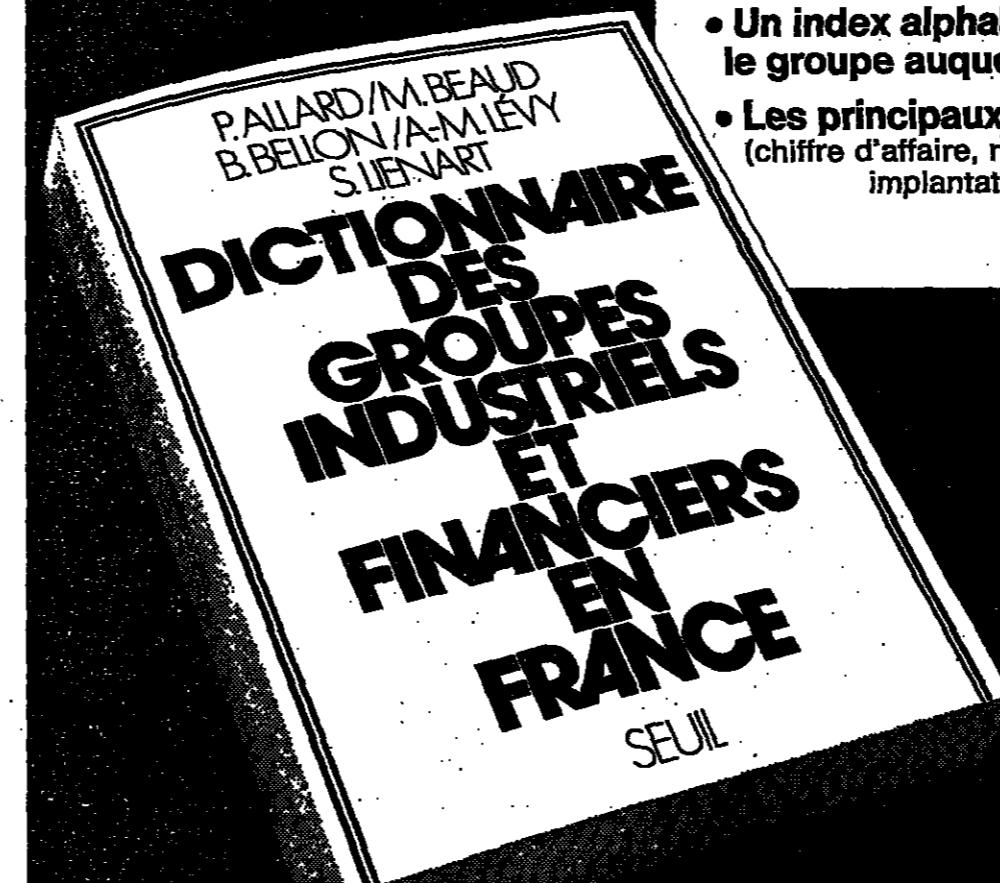
ALAIN JACOB.



**pieds grands  
ou  
larges  
38 au 50**

Un choix unique de chaussures exclusivement pour hommes, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> rangée.  
**PALAISS DE LA CHAUSSURE**  
39, av. de la République  
75011 Paris Tél. : 3574592  
Catalogue gratuit - Parking

## QUI contrôle QUI ?



### 48 groupes 100 familles

Plus de 6 000 sociétés  
3 millions de salariés

Pour chaque groupe

- Un texte de présentation (historique - structure financière stratégique, etc.)
- Un organigramme détaillé

Pour chaque société

- Un index alphabétique indiquant le groupe auquel elle appartient
- Les principaux renseignements (chiffre d'affaire, nombre de salariés, implantations, etc.).

PAR  
P. ALLARD  
M. BEAUD  
B. BELLON  
A.-M. LÉVY  
S. LIENART  
368 pages 45 F  
**SEUIL**

## EUROPE

## Italie

## Le parti libéral menace de passer dans l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir

M. Giulio Andreotti, président du conseil désigné, a terminé sa deuxième série de consultations avec les partis constitutionnels (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral) pour résoudre la crise gouvernementale en Italie. Il devait leur présenter, ce jeudi 9 février, un projet de programme, alors que le problème de l'entrée du P.C.I. dans la majorité parlementaire n'a toujours pas été éclairci. Très hostiles à cette hypothèse, le parti libéral menace de passer dans l'opposition et une centaine de députés démocrates-chrétiens réclament une réunion urgente de leur groupe parlementaire.

Rome. — « La crise ? Quelle crise ? », répondent ironiquement les Italiens quand on leur demande si la variance du pouvoir officiel depuis le 16 janvier se prolongera encore. Selon une plausibilisation rituelle, on affecte de croire que, sans gouvernement, le pays se porte aussi bien, mais beaucoup mieux qu'avant. Il est vrai que le cabinet définitivement expulsé, les élections courantes, que les terroristes marquent une pause en ce moment et que les drames de la vie quotidienne (enlèvements d'industriels, chômeurs en colère à Naples, affrontements à Rome le samedi après-midi) n'étonnent plus.

Les observateurs, eux, ne savent plus sur quel pied danser. La semaine dernière, on donnait les élections « sûres à 75 % ». Cette semaine le pourcentage est avancé, mais sans certitude. Il y aurait trois chances sur quatre pour que la crise se résolve après d'épuisantes négociations.

Optimiste, le secrétaire général d'un des six partis constitution-

nels, voit ainsi — « sauf évenements imprévus » — le scénario à venir : des passes d'armes délicates pendant trois ou quatre semaines encore; la formation d'un gouvernement présidé par M. Andreotti, comprenant des démocrates-chrétiens et quelques techniciens non parlementaires; un vote de confiance au Parlement avec ou sans les communistes; des élections locales partielles; le premier dimanche de mai; un ou deux « petits référendums sans gravité » en juin, les partis s'étant entendus préalablement sur l'avortement et l'ordre public; enfin, en décembre, l'élection de M. Aldo Moro à la présidence de la République, lequel dissoudrait les Chambres au printemps 1979.

Le risque des élections anticipées

A l'appui de ce scénario, deux arguments sont avancés :

- 1) Personne ne veut des élections anticipées qui entraîneraient la conséquence immédiate d'une rupture puisque plusieurs partis laïques excluent de participer à une majorité sans la démocratie chrétienne. Même les plus chauds partisans d'une dissolution des Chambres, au sein de la D.C., se sont aperçus du danger : un écrasement d'un petit parti et une bipolarisation plus forte. Il faudrait indispensables la nomination de ministres communistes. On s'interroge que les Américains ne l'aiment pas compris.

Au printemps 1979, en revanche, on voterait dans un bon meilleur climat, avec peut-être un parti communiste affilié au pouvoir. De son côté, en provoquant une rupture dès à présent, le P.C.I. infligerait un démenti à ses propres dirigeants. Il n'a d'ailleurs jamais

été tenté par la politique du pire. M. Giulio Andreotti fait tout son possible pour arriver à un compromis. En privé, il a donné à ses interlocuteurs du nouveau programme : « Si une alliance politique avec les communistes est impossible, une majorité de gouvernement pourraient fort bien être constituée, sur la base d'un programme qui portera la signature du P.C.I. Le futur gouvernement bénéficierait d'un vote de confiance officiel. Ce serait bien une majorité même si la démocratie chrétienne l'appelait au

dimanche de mai ; un ou deux

petits référendums sans gravité » en juin, les partis s'étant entendus préalablement sur l'avortement et l'ordre public; enfin, en décembre, l'élection de M. Aldo Moro à la présidence de la République, lequel dissoudrait les Chambres au printemps 1979.

Le risque des élections anticipées

Ce raisonnement optimiste n'est pas du tout partagé dans l'environnement de M. Berlinguer. On souligne d'abord que M. Andreotti partie en son nom propre. Rien ne prouve que le président du conseil désigné jouit, comme on le laisse entendre, de l'entier soutien des dirigeants de son parti. Ceux-ci n'ont été unanimes que sur un terme très vague. La démission d'Antonio Tamburini, qui aurait nullement répondu aux propositions du parti communiste et se montrerait « incapable d'encourager une solution proportionnelle à la gravité de la crise du pays ». Cet amerbeut est-il seulement tactique ? Il semble que le P.C.I. ait fait l'erreur de centrer le débat sur le formalisme politique au lieu de mettre l'accent sur le contenu du programme. S'était beaucoup avancé (un gouvernement d'union nationale), ayant d'ores et déjà obtenu la nomination parlementaire, il lui faut maintenant sauver la face. Une solution embrouillée affirrait sans doute l'ambition de M. Berlinguer qui, déjà, doit tenir compte de diverses oppositions dans son parti.

Le nouvel élément est venu compliquer les choses : la fronte du parti libéral qui, d'ores et déjà, menace de passer à l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir. En elle-même, cette formation représente peu de risques, mais sa défection empêcherait l'assassinat à cet acte, l'estimant « inopportunité en cette époque de recession économique ».

Le ministre de la défense, en voyage aux Etats-Unis où il visite les chantiers de production du chasseur F-16 acheté par la Belgique, a réagi avec vivacité. « Si le parti socialiste devait mettre en échec le programme de renouvellement des missiles, a dit le ministre, il prendrait une grave responsabilité en provoquant la mort des engagements internationaux de la Belgique ».

Après cette déclaration, l'escalade a été rapide. L'organe du parti socialiste, le Peuple, s'en prend directement à M. Vanden Boeynants et l'accuse de chercher à se placer en bonne position pour succéder à M. Luns comme secrétaire général de l'OTAN.

Le journal conclut en écrivant que « si M. Vanden Boeynants réussit à défendre l'indefendable, il ne lui restera qu'à prendre une décision personnelle, c'est-à-dire partir ».

ROBERT SOLE

## La crise gréco-turque

## M. CARAMANIS SE DÉCLARE DISPOSÉ À RENCONTRER M. ECEVIT

Athènes (A.P.F.). — Le premier ministre grec, M. Constantine Caramanlis, a déclaré le 9 février, à Athènes, qu'il était prêt à rencontrer son homologue turc, M. Bülent Ecevit, au cours du mois de mars.

Répondant à un message de M. Ecevit, M. Caramanlis a précisé dans sa déclaration que cette rencontre avait pour but de trouver des solutions pacifiques aux problèmes existant entre les deux pays.

## Belgique

## LE PROJET D'ACHAT DE FUSÉES PROVOQUE UNE CRISE DANS LA MAJORITÉ

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le gouvernement Tindemans menacé par des fusées : c'est l'image que présentent plusieurs journaux belges, jeudi matin 9 février, après la querelle née dans la majorité autour du remplacement des missiles air-sol des forces d'intervention.

L'achat de batteries de fusées Hawktrip avait été reporté depuis le gouvernement précédent, qui préférait également M. Tin demans, et où M. Paul Vanden Boeynants détenait déjà le portefeuille de la défense nationale.

Depuis, l'Espagne et le Portugal peuvent paraître être les seules nations qui n'ont pas tenté ses engagements et d'abandonner pratiquement le secteur qui est essentiel dans le système défensif occidental. Le gouvernement s'était donc incliné et se proposait d'acheter les missiles pour un montant de 4 milliards de francs belges, soit 540 millions de francs français.

Brusquement, au début de la semaine, un des chefs de la majorité, M. Cools, président du parti socialiste, s'est opposé à cet achat, l'estimant « inopportun en cette époque de recession économique ».

Le ministre de la défense, en voyage aux Etats-Unis où il visite les chantiers de production du chasseur F-16 acheté par la Belgique,

Le programme sur lequel s'appuierait le futur gouvernement, est encore dans les limbes. Il faut s'entendre sur l'économie, l'ordre public, la syndicalisation de la police, et l'avortement. Ce dernier point n'est pas le plus simple à résoudre. Pour la forme, la répartition des emménagements internationaux de la Belgique.

Après cette déclaration, l'escalade a été rapide. L'organe du parti socialiste, le Peuple, s'en prend directement à M. Vanden Boeynants et l'accuse de chercher à se placer en bonne position pour succéder à M. Luns comme secrétaire général de l'OTAN.

Le journal conclut en écrivant que « si M. Vanden Boeynants réussit à défendre l'indefendable, il ne lui restera qu'à prendre une décision personnelle, c'est-à-dire partir ».

PIERRE DE VOS.

## Portugal

## LES SOCIAUX-DÉMOCRATES ET LES COMMUNISTES REJETTENT LE PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ DE M. SOARES

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le parti social-démocrate a déposé mercredi 8 février dans la soirée une motion rejettant le programme d'austérité du gouvernement d'Etat de M. Mario Soares, qui était discuté par le Parlement depuis le 26 janvier. Le vote définitif, qui devait être pris vendredi, devrait avoir lieu samedi. Un vote par la majorité absolue des députés entraînerait automatiquement la chute du gouvernement selon l'article 195 de la Constitution, mais les socialistes et les centristes totalisent 148 sièges sur 263 que compte le Parlement et sont donc en mesure de faire échec à la manœuvre du P.S.D.

Le premier jour des débats a été également marqué par un discours de M. Octavio Pato, ancien candidat du P.C.P. à l'élection présidentielle, qui a vivement critiqué le gouvernement, dont le programme, au sujet, à son avis, « repris certaines conceptions du temps du fascisme ».

Selon M. Pato, le programme présenté par M. Soares annulerait l'« aggiornamento » (convergence) de vie des travailleurs, l'intensification des licenciements et l'indulgence du pouvoir face aux violences, représailles et persécutions menées par le patronat. Son orientation économique démontrerait la volonté du gouvernement P.S.-C.D.S. « de conquérir les bonnes grâces du grand capital et de l'imperialisme ».

J. R.

## DIPLOMATIE

## LE PRÉSIDENT OULD DADDAH A ÉTÉ REÇU PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le président mauritanien, M. Moktar Ould Daddah, s'est entretenu mercredi 8 février avec M. Giscard d'Estaing, qui l'a reçu à déjeuner, avec M. Barre et avec les ministres de la coopération, M. Gallo, de la défense, M. Bougnères et affaires étrangères. M. Giscard d'Estaing, l'ordre de la Mauritanie, l'ordre extérieur, ne doit pas manquer qu'un complément. Le président mauritanien a assuré que le train minier Zouerate-Nouadhibou circulera tous les jours. En quittant l'hôtel Matignon, il s'est déclaré « satisfait » de la coopération algérienne. Si l'Algérie continue à nous aggresser, nous serons toujours obligés de demander un renforcement de l'aide pour résister, car nous ne pouvons pas le faire par nos propres moyens. Nous ne voulons en aucun moyen capitaliser devant les agressions algériennes. Si l'Algérie nous laisse tranquilles, nous ne demanderons plus d'aide à quiconque (...) Le rôle de la Mauritanie dépend d'abord des Mauritiens, l'ordre extérieur ne doit pas manquer.

Interrogé à la sortie de l'Elysée sur l'aide française à la Mauritanie, M. Ould Daddah a répondu : « A proprement parler, je n'en ai pas demandé. Cette aide est fonction des agressions algériennes. Si l'Algérie continue à nous aggresser, nous serons toujours obligés de demander un renforcement de l'aide pour résister.

CORRESPONDANCE

A propos de l'entrée de la Grèce dans la C.E.E.

Le « Bulletin de l'étranger » du Monde daté 25 janvier nous a valu une longue lettre de M. Stylianou, directeur du bureau de presse de l'ambassade de Grèce en France, dont voici les passages essentiels :

La demande d'adhésion de la Grèce à la C.E.E. est antérieure à celle à la date mentionnée dans l'article [elle ne fut pas présentée en 1976 mais le 12 juillet 1975].

Par ailleurs l'accord d'association de la Grèce à la C.E.E. est entré en vigueur en 1962. Depuis seize ans donc, la Grèce s'adapte aux conditions communautaires depuis sa venue et rend compte de la période de la dictature militaire, de 1967 à 1974, durant laquelle les relations furent gelées.

Quoique la Turquie, en effet, n'arrive pas de passer sa candidature, il est de fait que la Commission européenne a toujours été dans l'attente de ce qui ressemblerait à une prise de parti entre deux nations où la rivalité si prononcée. Les ministres des affaires étrangères des Neuf n'en ont pas moins approuvé, le 7 février, les directives nécessaires pour l'adhésion de la Grèce et qu'elles soient gelées.

L'article de M. Jenkins est, pour moi tout fait, fait. Or il trouve, en effet, en contrepoint à son « enthousiasme », le jugement suivant :

Le maintien de l'influence extérieure de la Communauté pourrait devenir de plus en plus difficile si celle-ci ne trouve pas de substance à son adhésion de la Grèce et qu'elle soit terminée cette année.

L'article de M. Jenkins est, pour moi tout fait, fait. Or il trouve, en effet, en contrepoint à son « enthousiasme », le jugement suivant :

S'il est exact que le gouvernement Caramanlis a déposé le 21 février 1978, il ne l'est pas moins que sa majorité, lors des élections de novembre, est passée de 214 à 178 députés sur 300. C'est un fait et non une « thèse ».

● ERREUR. — Le budget militaire des Etats-Unis, qui dépasse 120 milliards de dollars pour l'année 1976-1979, n'est pas dix fois plus élevé qu'il n'est permis par erreur dans le Monde du 3 février, mais comporte « 10 milliards de dollars de plus que lors de l'année budgétaire précédente ».

● LIBRES OPINIONS — Les rapports France-R.D.A. par LOUIS PERRILLIER (\*)

S'il est exact que la demande d'adhésion de la Grèce à la C.E.E. a été déposée le 12 juillet 1975,

Le jugement de M. Andersen a été cité dans le Monde du 28 janvier.

S'il est exact que le gouvernement Caramanlis a déposé le 21 février 1978, il ne l'est pas moins que sa majorité, lors des élections de novembre, est passée de 214 à 178 députés sur 300. C'est un fait et non une « thèse ».

● ERREUR. — Le budget militaire des Etats-Unis, qui dépasse 120 milliards de dollars pour l'année 1976-1979, n'est pas dix fois plus élevé qu'il n'est permis par erreur dans le Monde du 3 février, mais comporte « 10 milliards de dollars de plus que lors de l'année budgétaire précédente ».

● LIBRES OPINIONS — Les rapports France-R.D.A. par LOUIS PERRILLIER (\*)

Il y a cinq ans, ce 9 février, que la France a reconnu la R.D.A. et établi avec elle des relations diplomatiques, vingt-quatre ans après la fondation de cet Etat. La décision française intervint après la reconnaissance de la R.D.A. par soixante-dix pays, trois heures après celle de la Grande-Bretagne.

Un tel retard ne pouvait s'expliquer par des divergences d'ordre idéologique. La différence des régimes politiques et sociaux n'a pas empêché la France d'entretenir des relations officielles et amicales avec l'ensemble des pays de l'Est. Les souvenirs de l'histoire et des épreuves qui nous ont séparés des Allemands ajoutaient aux raisons tirées du réalisme. La R.D.A. n'était pas devenue la huitième puissance industrielle du monde ? Une œuvre de réconciliation puis d'amitié ne devait-elle pas être poursuivie avec les Allemands de l'Est ?

Ce furent là les arguments soutenus par une association qui groupe des hommes et des femmes de toutes opinions.

Cinq ans après la reconnaissance, un nouveau décalage doit être constaté. Les échanges commerciaux sont peu développés. Il n'existe ni convention culturelle ni convention de coopération (en dehors de tels accords (ou s'y prépare) avec l'U.R.S.S., la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie). Une convention consultative, dont le principal mérite serait de reconnaître que la R.D.A. n'est pas un Etat sans ressortissants, est toujours en discussion. La visite que le ministre des affaires étrangères de R.D.A. a faite à Paris n'a pas été rendue ; il n'y a pas de contacts « au sommet », sauf entre les groupes parlementaires, dont les relations sont très courtoises. En définitive, les rapports de la France et de la R.D.A. ne sont pas au niveau de ceux que beaucoup d'autres pays courent très éloignés entraînement avec elle.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur tel ou tel aspect de la politique de la R.D.A., cette situation devrait être redressée. Les responsables de nos affaires publiques reconnaissent la réalité d'un déphasage et la nécessité d'y mettre fin. Il serait temps de mettre les actes en harmonie avec les intentions, dans l'intérêt supérieur de notre pays, dans l'esprit des accords d'Inselmid, au service de la paix internationale.

(\*) Président délégué de l'Association France-R.D.A.

LES CONTROVERSES  
M. Jacques Chirac de l'Union  
de la France

LE VOTE DES FRANÇAIS

DES IRREGULARITÉS  
ONT-ELLES ETE RELÈVÉES  
OU AU GABON

LE GOUVERNEMENT D'ORDRE SUR LA CÔTE D'OR

</



**POLITIQUE****LA FRANCE EN QUÊTE D'UNE MAJORITÉ****III. — UN CONSENSUS RENFORCÉ**

par J. F. PFISTER

En dépit des réponses de M. Marchais aux questions du président de la République, la participation communiste à un gouvernement sélectoire, et le P.S. s'efforce de trouver des réponses à une telle éventualité (« Le Monde » du 8 et du 9 février). Les affrontements électoraux ne doivent pourtant pas faire oublier les rapprochements qui se sont produits, au niveau des grands thèmes, entre les principales formations politiques.

Après avoir été présentée comme coupée en deux, la France est désormais composée de quatre familles politiques autonomes, deux à gauche, deux à droite. C'est ce que M. Giscard d'Estaing a relevé, après beaucoup d'autres, dans son discours de Vénissieux-le-Long. Il rappelait ainsi la « décomposition » qui, selon Guy Mollet, ancien secrétaire général de la SFIO, correspond en profondeur à la vie politique du pays. Communistes et socialistes d'une part, « bonapartistes » et « orléanistes » d'autre part, les clivages recouvrent des traditions historiques anciennes.

Pourtant, au-delà de ces couleurs et des appartenances, le débat politique français a, depuis vingt ans, évolué dans le sens d'un renforcement du consensus national. Les opposants au régime gaulliste, qu'ils soient conservateurs, socialistes ou communistes, ont été amenés à prendre en compte les réalisations et nombreux des théâmes de la Ve République qu'ils récusait catégoriquement hier. Même s'ils se proposent d'infécher ces politiques, ils commencent par les prendre en charge.

La stabilité des gouvernements de la Ve République a permis d'engager des actions qu'il n'est dans le pouvoir de personne d'interrompre du jour au lendemain. L'opinion s'est habituée à certains thèmes, à certaines idées qui préside à la vie du pays depuis vingt ans. Vingt ans cela signifie que je 12 mars, les électeurs les plus jeunes vont avoir à voter en faveur d'un régime qui a vu

le jour avant leur naissance. Autant dire que, pour nombre d'entre eux, ce régime s'apparente à la préhistoire, et qu'une relève des hommes leur semble indispensable.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

Les exemples d'une telle évolution abondent même si elles ne sont pas toujours clairement perceptibles. En effet, dans le discours de la dernière élection, la laïcité, qu'elle soit culturelle, sociale ou communautaire, a été amenée à prendre en compte les réalisations et nombreux des théâmes de la Ve République qu'ils récusait catégoriquement hier. Même s'ils se proposent d'infécher ces politiques, ils commencent par les prendre en charge.

Cette loi, qui, en 1969, divisait le pays et voyait la gauche mobiliser contre elle, est donc aujourd'hui reprise et comprise par la majorité. Elle tend à donner le point de rencontre, la base moyenne à partir de laquelle pourraient se dégager une sorte d'unanimité.

Un phénomène analogue, au moins en partie, s'est produit en matière de défense, de politique étrangère et même sur les institutions. Depuis vingt ans, les points de vue se sont rapprochés. Dans un pays que l'on présente volontiers comme coupé en deux et parfois au bord de l'affrontement, il n'est sans doute pas inutile d'insister sur ces importantes plages d'accord.

Le pays est certes coupé en deux au niveau de son personnel politique, et ce en raison du fonctionnement des institutions et des modes de scrutin. Cela ne signifie pas pour autant que deux conceptions radicalement différentes de

la société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En matière d'organisation des pouvoirs publics, les communistes, une partie de la gauche socialiste étaient hostiles contre la Constitution de la Ve République. M. Mitterrand avait refusé de la voter. Le P.C.F. avait, dès années durant, réclamé l'élection d'une Assemblée constituante. Les règles instaurées en 1968 puis en 1982 sont entrées dans les mesures. Dans sa version de 1972, le programme commun de la gauche socialiste, toutefois, restait essentiellement le même.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

III. — UN CONSENSUS RENFORCÉ

par J. F. PFISTER

la société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

Les exemples d'une telle évolution abondent même si elles ne sont pas toujours clairement perceptibles. En effet, dans le discours de la dernière élection, la laïcité, qu'elle soit culturelle, sociale ou communautaire, a été amenée à prendre en compte les réalisations et nombreux des théâmes de la Ve République qu'ils récusait catégoriquement hier. Même s'ils se proposent d'infécher ces politiques, ils commencent par les prendre en charge.

Cette loi, qui, en 1969, divisait le pays et voyait la gauche mobiliser contre elle, est donc aujourd'hui reprise et comprise par la majorité. Elle tend à donner le point de rencontre, la base moyenne à partir de laquelle pourraient se dégager une sorte d'unanimité.

Un phénomène analogue, au moins en partie, s'est produit en matière de défense, de politique étrangère et même sur les institutions. Depuis vingt ans, les points de vue se sont rapprochés. Dans un pays que l'on présente volontiers comme coupé en deux et parfois au bord de l'affrontement, il n'est sans doute pas inutile d'insister sur ces importantes plages d'accord.

Le pays est certes coupé en deux au niveau de son personnel politique, et ce en raison du fonctionnement des institutions et des modes de scrutin. Cela ne signifie pas pour autant que deux conceptions radicalement différentes de

la défense, même si certaines d'entre elles ne sont pas négligeables.

En pour d'ailleurs s'interroger sur la manière dont ces réformulations, à certaines de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L'exemple des institutions, de la diplomatie et de la défense en témoigne.

En revanche, avec le temps l'opposition a dû renoncer à certains types de révoltes, à certains de ses analyses. Comme elle propose au pays une démarche de type réformiste — le P.C.F. lui-même a indiqué que le programme commun n'est pas un programme socialiste — elle est contrainte de tenir compte de la politique menée par la majorité sortante.

La société s'affrontent. L

la préparation  
AJORITE

## élections législatives

### Le P.C. et le P.S. ne négocieront pas sur un programme avant le 19 mars

(Suite de la première page.)

Il est vrai que le P.C.F. est en difficulté sur le problème des délestements. Il convient de noter qu'aucun de ses dirigeants n'a clairement indiqué que le P.C.F. pourrait refuser d'approuver cette mesure. Même si M. Marchais a jugé « un peu visiblement » et si René Andrieu est disposé à la reléguer au musée de l'histoire. En revanche, le P.S. n'est pas à l'aise de devoir refuser la rencontre sans délai et sans préalable à laquelle ne cesse de le convier M. Mitterrand. On a pu ressentir ce malaise à l'ouverture du délibératif en comité directeur du P.S. mercredi 8 février.

Trois thèmes auraient été défendus au sein de la formation socialiste. M. Mitterrand, à Cherbourg, avait refusé toute négociation sur les délestements et avait prévoyé un lendemain du second tour la discussion sur le programme et le gouvernement. M. Mauroy avait émis l'idée d'un texte négocié entre les deux tours et qui traduirait l'accord minimum des deux grands partis de gauche. Le CERES enfin souhaitait lancer les discussions sur le programme et le gouvernement. Il était alors disposé à les ouvrir le 12 mars.

Les délibérations des instances du P.S. ont été préférées par un long tête-à-tête entre le maire de Lille et le premier secrétaire. Les deux principaux dirigeants socialistes souhaitaient manifestement éviter d'être opposés l'un à l'autre. M. Mitterrand aurait conservé un soutien total tout au long de la séance du comité directeur et il n'a pas pris part à la rédaction de la résolution finale. M. Mauroy était absent mercredi après-midi.

Le premier texte qui a été soumis, par M. Georges Dayan, sénateur de Paris, aux membres du comité directeur, représentait en quelques phrases la thèse de M. Mitterrand et l'idée qu'il appartenait à présent aux Français de trancher. Sa sécheresse a ému

• M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a déclaré, mercredi 8 février, à Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise) : « Une victoire en mars prochain cette majorité aux socialistes... Le succès de la majorité démontrera que le P.C.F. et M. Mitterrand, fondé sur son alliance avec les communistes, conduisent depuis vingt ans à une impasse. »

• La fédération Corse et les sections. — « Nous ne serons pas fédérés Lagardie d'un gouvernement de gauche », a déclaré, mercredi 8 février, à Nancy, Jean Corre, président de la fédération des conseils de parents éléveurs des écoles publiques de Corse, qui s'adressait à des parents d'élèves, a précisé d'autre part qu'« il ne donnera pas de consigne de vote tout en ne cachant pas ses sympathies pour la gauche ». THIERRY PFISTER

### M. Georges Marchais à Radioscopie

#### Un ouvrier chez le psychanalyste

Mercredi 8 février, France-Inter, 17 heures, « Radioscopie ». M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., face à M. Jacques Chancel. Pour ce dernier, une obsession : débusquer derrière l'homme politique et la star des mass media, le Marchais intime, l'homme comme les autres, celui qui va accepter, tout-à-coup, de se laisser aller. Pour ce faire, il va s'efforcer, une heure durant, de mettre son interlocuteur en contradiction avec lui-même. En vain.

« Je suis moi-même, répond avec obstination M. Marchais, tel que je suis tous les jours : dans la vie, chez moi, avec les gens. »

• M. Georges Marchais : qui ne triche jamais ; un Georges Marchais « passionné, honnête, sincère, franc ». Méthodique et rusé, le journaliste cherche la faille mais ne la trouve pas. « Un homme politique triche de temps en temps, il est obligé... ». « Je refuse, je refuse cette chose », tranche Marchais, qui se paie même le luxe de comprendre la « démarche » de son questionneur, identique, observe-t-il, à celle de ses propres camarades de parti qui s'étonnent de le voir « s'indigner devant des évidences ».

Il comprend donc son interlocuteur mais aussi, en quelques phrases, se fait comprendre : « Je suis comme ça et je pense que les travailleurs sont comme ça, ils aiment les choses claires, nettes, l'honnêteté, le sincérité. » Un peu plus tard, expliquant qu'il aime « comme tous les ouvriers français », le travail bien fait, il confiera : « Moi, j'étais fourreur. Je me souviens encore des gestes que l'effec-

### POLITIQUE

### Les rapatriés sont divisés sur l'attitude à adopter à l'égard des formations politiques

même la majorité du P.S. qui a souhaité une formulation moins abrupte. Dans cette réaction entraînée sans doute une partie d'accord sur l'égard d'une démarche qui visait à faire ratifier purement et simplement une prise de position déjà énoncée par M. Mitterrand.

Le tout, définitif, élaboré notamment par M. Jean-Pierre Worms, rappelle les efforts effectués par les socialistes lors des « sommets » de septembre, et même ensuite, pour tenter de renouveler la négociation. Sur le fond, la position adoptée demeure toutefois celle de M. Mitterrand. Tant au niveau de la forme que de l'esprit, il prévoit que, si les délestements sont pratiqués par le P.C.F., une rencontre entre communistes et socialistes pourrait être organisée entre les deux tours. Elle permettrait d'élaborer une déclaration publique commune confirmant notamment que les deux partis s'engagent à former un gouvernement ensemble.

Quant au CERES, il a défendu un texte présenté par M. Jacques Fournier qui, il reprendra, les propositions de négociation dès le 12 mars qui figuraient déjà dans la « Réponse à M. Mitterrand » (4 février), ne contenait pas de revanche les critiques adressées par l'organe de la minorité à la direction du P.S. Ces critiques ont d'ailleurs valu à M. Didier Morchane, membre du bureau exécutif et rédacteur en chef de « Repères », le voile d'un blâme par le comité directeur. Un « code de bonne entente » a également été adopté en dépit de l'opposition de la minorité.

Plus modéré oralement que par écrit, rejoignant lors du vote par Mme Nicole Questiaux, élue au comité directeur sur la motion de M. Mitterrand, le CERES a toutefois voté prendre date et s'affirmer comme le courant qui refuse toute perspective d'un gouvernement socialiste. Si cette évolution n'a pas été débattue lors de la réunion du comité directeur, elle occupe de plus en plus la pensée des dirigeants du P.S.

Ces derniers constatent, en effet, que le P.C.F. ne fait pas plus des délestements une règle automatique. Ils remarquent à l'inverse que la campagne du P.C.F. ne semble pas se développer sous les meilleurs auspices. Les communistes n'hésitent pas à pointer M. Georges Sénay, secrétaire général de la CGT, parmi leurs orateurs politiques, renonçant ainsi avec une tradition qui semblait abandonnée.

En fait, le conflit au sein de la gauche se traduit si l'on en croit les cadres du P.S. comme ceux du P.C.F., par l'attention de bon nombre de membres de ces deux formations, dissidente, de l'autre. Et d'autre que la campagne électrale se déroule avec le concours de militants sensiblement moins nombreux que lors des élections municipales de mars 1977. THIERRY PFISTER

Pierre Vidal  
Réflexions  
d'un français sur le  
**mystère CHIRAC**

Enthousiastes, fervents, les uns l'accordent. D'autres l'attaquent avec violence. Aucun ne reste indifférent. Mais qui est vraiment Jacques Chirac ?

\*  
Librairie Notre Temps  
et  
Jacques Grancher-Editeur  
98, Rue de Vaugirard - 75006 - Paris  
Volume 28

# Raymond Aron

# Les élections de mars et la Ve République

Etranges élections, qu'un parti de l'opposition semble ne pas vouloir gagner, et dont les électeurs méconnaissent le sens historique : quelle réponse donneront les Français aux défis économiques de notre temps ?

Julliard

pièce. Quand vous descendez la pièce de la machine, vous la caressez un peu...»

Fasciné, troublé, mais obstiné, Jacques Chancel revient constamment à la charge. « J'ai l'impression, déclare-t-il, que vous êtes fait pour la solitude et non pour tout ce bruit. » « Quand vous me voyez bondissant, lui répond M. Marchais, c'est moi : j'aime le débat, le lutte. » Jacques Chancel ne s'avoue pas battu : « L'ouvrier que vous êtes aurait pu avoir une vie tranquille, une vie saine ; mais voilà, il a l'ambition ; - absolument pas », répond M. Marchais.

« Vous avez toutes les qualités ! », exclame alors l'inquisiteur, sur un ton désabusé, presque écœuré. « J'ai adhéré, j'ai milité, j'ai accédé à des responsabilités, jourdes à porter mais qui procurent une satisfaction morale », lui explique le secrétaire général du P.C.F., qui avoue au passage « n'être pas prêt à partir... », et s'affirme sûr de lui, de son parti et de la politique d'union, « qui en définitive triomphera ».

Un moment cependant M. Marchais reconnaît qu'« on ne peut être un homme politique au plein sens du terme, si on n'est pas tout simplement un homme comme les autres ». Triomphant, Jacques Chancel l'accule alors dans les cordes :

- Avec tous les défauts et toutes les qualités ?
- Oui.
- Et toutes les angoisses ?
- Oui.
- Et tous les doutes ?
- Oui.
- Alors vous doutez ?
- Ça m'arrive
- De qui ?
- En ce moment, de nos partenaires.

P. Fr.

**POLITIQUE****La préparation des élections législatives****D'UNE RÉGION  
A L'AUTRE****XV. - ALSACE : la difficulté d'être centriste**

par PATRICK JARREAU

Jusqu'aux précédentes élections législatives, tout était simple en Alsace : on votait gaulliste si l'on était « pour », et centriste si l'on était « contre ». En 1973, il y avait une façon « pour » d'être contre : c'était de suivre le C.D.P. (Centre Démocratie et Progrès), dirigé par M. Pierre Pfliimlin, ancien président du conseil mairie de Strasbourg, tandis que les démocrates-chrétiens irrécupérables se rémisaient sous la bannière du Centre démocrate, animé, dans le Haut-Rhin, par M. Pierre Schidé, sénateur, maire de Thann.

L'élection de trois candidats du Centre démocrate et d'un quatrième qui en avait le soutien, alors que, depuis six ans, l'U.D.R. détenait tous les sièges d'Alsace, annonçait le déclin du gaullisme, confirmé lors des élections cantonales de septembre 1973.

L'élection présidentielle de mai 1974 offrit aux Alsaciens l'occasion d'exprimer leur désir d'unanimité centriste. M. Giscard d'Estaing ne retrouvait pas les scores du général de Gaulle en 1965 (au second tour : 67,63 % contre 79,87 % dans le Bas-Rhin), mais, si M. Mitterrand accroissait considérablement l'audience de l'opposition, le candidat de la majorité pouvait constater que l'Alsace voulait être « gouvernée au centre ».

Région française soumise à la concurrence

économique de ses voisines allemande et suisse, l'Alsace subit à la fois les inconvenients du centralisme et ceux du développement industriel. C'est pour remédier aux premiers et maîtriser les seconds que le conseil régional alsacien a été le premier à se doter, en novembre 1976, d'un schéma d'orientation et d'aménagement qui dessine l'évolution de la région jusqu'en 1990. Appuyé sur la métallurgie, la chimie et la construction de matériel électrique, le progrès économique de l'Alsace, tel qu'il est défini par ce schéma, doit permettre de liquider les effets de la crise du textile et de créer des emplois que vingt mille Alsaciens au moins vont chercher quotidiennement dans les pays de Bade et de Bade, et dans le Palatinat.

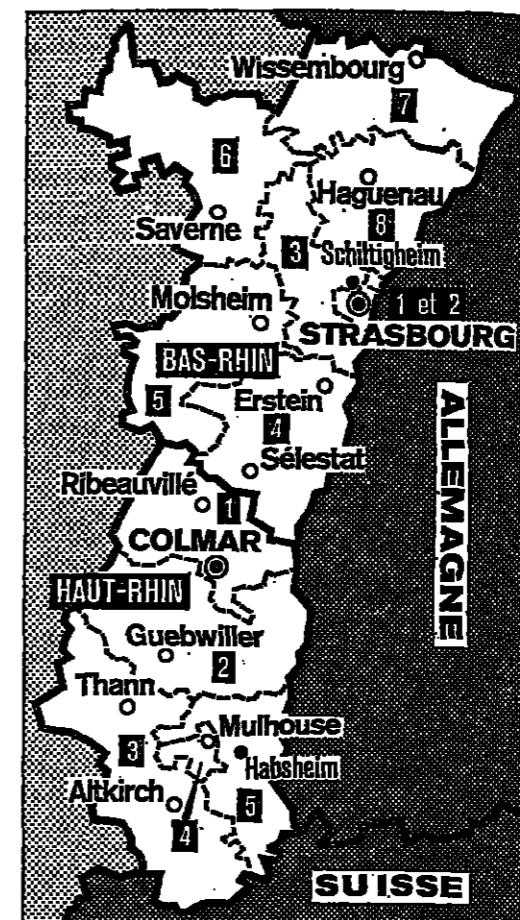
La confiance des Alsaciens dans la capacité de leurs élus à diriger cette évolution trouve sa limite dans les suffrages qu'ils accordent à la gauche — principalement au parti socialiste — depuis 1973 et dans l'influence des mouvements écologistes, qui reflètent les préoccupations de la population devant la dégradation de son environnement et les risques inhérents à l'énergie nucléaire (centrale de Fessenheim, projet de centrale de Marckolsheim), mais aussi l'aspiration à une plus grande liberté de décision régionale. Toutefois, la progression du P.S. dans les zones urbaines et les campagnes industrielles en crise (surtout dans le Haut-Rhin)

n'inquiète pas les responsables de la majorité, dont le dispositif, jusqu'à présent, a tenu bon.

Des fissures sont cependant apparues à Strasbourg, où l'entente couloue entre M. Pfliimlin et M. André Bord, secrétaire d'Etat et chef du R.P.R., n'a pas été reconduite aux dernières élections municipales, non sans provoquer quelques mécontentements.

« Ans le Haut-Rhin, l'accord qui s'esquisse entre gaullistes et centristes ne s'est pas fait ; le C.D.S. a simplement indiqué que ses candidats se retrouveront au profit du représentant de la majorité le mieux placé, sauf si la gauche est éliminée au premier tour. Dans les deux départements, les partisans de M. Giscard d'Estaing, qui, pour la première fois, présentent des candidats aux élections législatives, tentent timidement encore de s'instituer dans l'attelage gaulliste et centriste.

L'apparition d'initiatives alsaciennes, courant animé par M. Adrien Zeller, député du Bas-Rhin, qui avait quitté le groupe réformateur et la majorité présidentielle en avril 1976, attire un certain nombre de centristes, plus préoccupés par l'avenir de la région que par le jeu des partis nationaux. Le centrisme alsacien paraît ainsi chercher sa voie entre un socialisme qui, ayant attiré à lui de nombreux militants chrétiens, a fait oublier sa période anticlérale et une majorité encore dominée par les gaullistes et centristes.

**BAS-RHIN : quelques fissures dans l'édifice majoritaire HAUT-RHIN : peu de changement dans la continuité**

Strasbourg domine-t-elle au Bas-Rhin son nouveau décret socialiste depuis la libération ? La question est posée depuis que l'élection d'un conseiller général socialiste à la Robertsau, en mars 1976, et la modification de la liste d'entente municipale, en mars 1977, ont ébranlé l'édifice de la majorité dans la capitale régionale. Il est vrai que, aux élections municipales, l'union de la gauche, forte de 36 000 voix, que le Front national avait obtenu à Strasbourg-ville en mai 1974. Mais l'élection cantonale partielle provoquée par la Robertsau, au mois de novembre dernier, par l'annulation du scrutin de 1976 fut marquée par une progression notable des voix du conseiller socialiste, M. Marc Brunschweiler, réélu, et par un nouveau record des voix de M. Jacques Marzor, candidat du R.P.R. M. Robert Giscard d'Estaing

coïncide Menrath (Ecol. 78), favorise l'apport, au premier tour, de deux élus de l'opposition, à la Robertsau, à l'est de Strasbourg, à l'ouest, La Sélestat, et au sud, à Guebwiller (P.R.), investi par les formations écologistes, qui reflètent les préoccupations de la population devant la dégradation de son environnement et les risques inhérents à l'énergie nucléaire (centrale de Fessenheim, projet de centrale de Marckolsheim), mais aussi l'aspiration à une plus grande liberté de décision régionale. Toutefois, la progression du P.S. dans les zones urbaines et les campagnes industrielles en crise (surtout dans le Haut-Rhin)

et peut compter sur les suffrages de Strasbourg à l'est, et de Sélestat à l'ouest. La circonscription de MM. Alain Boenigk et Zehnbrocher (P.R.), investi par les formations écologistes, qui reflètent les préoccupations de la population devant la dégradation de son environnement et les risques inhérents à l'énergie nucléaire (centrale de Fessenheim, projet de centrale de Marckolsheim), mais aussi l'aspiration à une plus grande liberté de décision régionale. Toutefois, la progression du P.S. dans les zones urbaines et les campagnes industrielles en crise (surtout dans le Haut-Rhin)

leur score du département (11,3 %) et au P.S. certains de ses meilleurs résultats (19,5 % en 1973), devrait se mobiliser pour voter en faveur de M. Edouard Wintersberger (P.R.) et de M. Lucien Gantner (P.S.), adjoint au maire de Schiltigheim. Mais un fort déplacement de voix rurale, par l'intermédiaire, peut-être, de MM. Jean-Charles Monchê (M.R.G.) et Claude Bronn, candidat indépendant, serait nécessaire pour faire basculer la circonscription.

**Trois duels R.P.R. - C.D.S.**

Hors de Strasbourg, la compétition ne met véritablement aux prises, dans trois circonscriptions, que le R.P.R. et le C.D.S., lequel s'est borné, jusqu'à présent, à adopter le principe de candidature centriste dans les deux dernières circonscriptions.

Le conseiller centriste de M. Bord en 1973, M. Georges Melémo, est aujourd'hui l'un des animateurs du courant

de réformateurs strasbourgeois, formé notamment par les exclus de l'entente municipale, et auquel appartient M. Vierling. En n'appelant pas à voter pour M. Grossmann au second tour, le représentant de la courant lors de l'élection cantonale partielle de la Robertsau ait favorisé, de son côté, la réélection de M. Brunschweiler au second tour, en 1976, avait quitté le R.P.R. au même temps que M. Ernest Richter, supérieur de M. André Bord, dans la deuxième circonscription, lorsque tous deux avaient été écrits de la liste présentée par le R.P.R. et le C.D.S. aux élections municipales.

M. Grossmann, suppléant de M. Radins, conseiller général du quartier de Melémo et adjoint au maire, peut espérer retrouver les 45 % de voix qu'il a obtenus sur le dépôt de son billet, au premier tour, en 1973. Renseigné et premier président de l'Union des jeunes pour le progrès, aujourd'hui chargé de mission auprès de M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., M. Grossmann doit compter avec plusieurs autres candidats de la majorité, M. Emile Klein (C.G.), soutenu par la Démocratie chrétienne, et adjoint au maire, fait équipe avec M. Jean-Pierre Wolter (P.R.) et a été investi par les formations non gaullistes ; mais M. Raymond Leissner (rad.), également adjoint au maire, candidat réformateur en 1973, maintient sa candidature, de même que M. Antoni Finch (C.N.P.).

Bien que devancé, un homme d'affaires important, M. Koch, bénéficie d'une certaine sympathie populaire qui va à l'ancien militaire du christianisme social, tandis que son suppléant secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie, peut attirer les voix des quartiers résidentiels. M. Grossmann compte à la fois sur l'électorat gaulliste traditionnel et sur les suffrages des jeunes. Les deux principaux candidats de la majorité prendront garde de négliger les reports des voix au second tour, car M. Brunschweiler, passeur d'âge, a vaincu, huit ans, en tout bien poser, l'avantage qu'il s'est acquis en novembre 1977. Sa démission comme député du P.S. contre le vote des sections socialistes de la circonscription, avait été entérinée par la convention nationale des 5 et 6 novembre, et avait entraîné un mois plus tard, la « suspension » de deux membres de la commission exécutive fédérale adhérente du CERES, dont M. Claude Truchot, membre du comité directeur.

Ensuite, aux côtés de M. Brunschweiler, de deux autres candidats de gauche, M. René Jeantoin (P.C.), déjà candidat en 1973, et Alain Marx, membre du comité directeur du M.R.G., d'une candidate d'extrême gauche, Mme Germaine Bauer (L.O.), déjà présente en 1973, et d'une candidate écologique, Mme Fran-

cette Klingenfuss ayant pour lui le soutien des formations non gaullistes, aura le pari de faire de l'opposition une force importante dans la circonscription. Concernant le R.P.R., M. Albert Elmar, député puis sénateur de 1948 à 1950, renvoyé régulièrement à l'Assemblée depuis 1958, conseiller général depuis 1968, juge de la majorité depuis 1973, a démissionné de l'Assemblée et a été remplacé par M. Bernard Wintersberger (P.R.).

Il en va tout autrement pour M. Adrien Zeller, député sortant (non inscrit) de la sixième circonscription (Saverne) et proche de la Démocratie chrétienne, investi par les formations non gaullistes, aura peut-être la récompense de l'élection cantonale de 1973, et appartenir à l'entente de M. Bord.

Le conseiller centriste de M. Bord en 1973, M. Georges Melémo, est aujourd'hui l'un des animateurs du courant

de réformateurs strasbourgeois, formé notamment par les exclus de l'entente municipale, et auquel appartient M. Vierling. En n'appelant pas à voter pour M. Grossmann au second tour, le représentant de la courant lors de l'élection cantonale partielle de la Robertsau ait favorisé, de son côté, la réélection de M. Brunschweiler au second tour, en 1976, avait quitté le R.P.R. au même temps que M. Ernest Richter, supérieur de M. André Bord, dans la deuxième circonscription, lorsque tous deux avaient été écrits de la liste présentée par le R.P.R. et le C.D.S. aux élections municipales

en 1973, et auquel appartient M. Vierling.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

de la Robertsau, mais

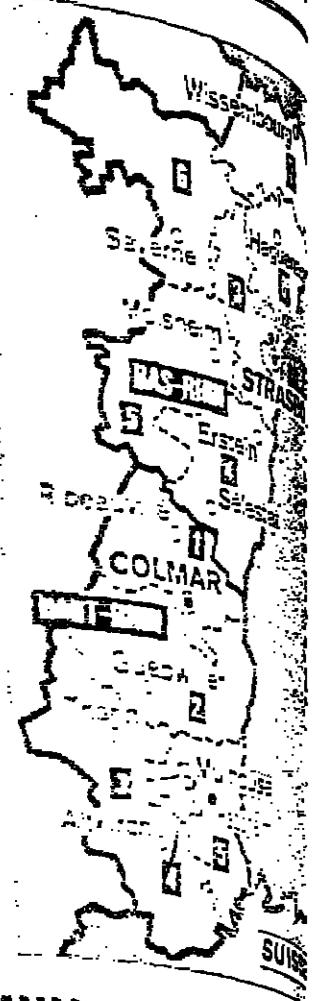
avec un résultat différent

pour le R.P.R. et le C.D.S.

Le résultat sera donc

comme dans la circonscription

</div



RHIN : peu de changement dans la continuité

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

M. Valéry Giscard d'Estaing a réuni le conseil des ministres mercredi matin 8 février. A l'issue des délibérations, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

### • L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS EN MILIEU RURAL

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture ont dressé un bilan de l'action menée par le gouvernement depuis quatre ans en faveur du maintien et de l'amélioration des services publics en milieu rural.

En application des directives données en juillet 1974 par le gouvernement demandant de mettre un terme au processus d'abandon des ouvrages et équipements des services publics indispensables à la vie de nos hameaux et de nos villages, la plupart des projets de fermeture ont été abandonnés ou ont donné lieu à des solutions pratiques de substitution pour les populations.

Ainsi, 1 500 établissements et quelque 500 postes desservent les communautés rurales. La poste reste le service public le mieux intégré à la vie et à l'activité des campagnes.

La modernisation de la distribution apporte aux populations un service de meilleure qualité. Des expériences de polyvalence administrative mènent vers une distribution générale des produits et l'Agence nationale de l'emploi, notamment, permettant de plus supprimer les bureaux peu fréquentés et d'offrir plus de commodités aux usagers.

Dans le domaine scolaire, le seul à fermer des écoles à classe unique a été abalisé à deux niveaux. Des mesures ont été prises pour favoriser l'implantation de la campagne des institutrices. La carte scolaire des collèges a été adaptée afin de maintenir cent nouveaux établissements qui devaient être fermés.

L'organisation générale des transports de voyageurs sera examinée désormais localement dans le cadre des schémas régionaux de transport. La Direction générale des Impôts du ministère de l'économie et des finances a implanté trois cents postes supplémentaires et éliminé quatre recettes spécialisées non prévues initialement dans le plan de réorganisation du réseau postal.

Compte tenu de ces résultats très positifs et des besoins exprimés, le conseil a décidé d'accroître l'effort entrepris.

Le contrôle des suppressions de services publics sera renforcé : les services de l'Etat devront informer les préfets de tout projet de suppression au moins six mois avant toute décision. Les préfets devront faire état d'un projet de fermeture qui leur paraîtrait inopportun le groupe interministériel des services publics en milieu rural créé à cet effet. En cas d'aviso défavorable, l'arbitrage du premier ministre sera sollicité.

L'adaptation des services publics aux caractères propres du monde rural sera plus systématiquement recherchée, notamment par la création de services polyvalents sous la responsabilité des préfets. Dans le courant du premier semestre 1978, une dizaine d'expériences seront réalisées.

Chaque ministère devra fourrir le 1<sup>er</sup> juin 1978 un bilan de l'action menée en faveur de l'adaptation des services dépendant de son autorité et implantés en zone rurale. Le groupe interministériel remettra au premier ministre le 1<sup>er</sup> octobre 1978 des propositions de mesures nouvelles visant à améliorer la qualité des services offerts aux populations des zones rurales.

Ces mesures concerneront la polyvalence des services postaux, la préscolarisation, les transports réservés aux élèves, les établissements administratifs, l'information et la prévention sociale, l'aide ménagère familiale, les crèches et garderies à domicile, les services d'urgence, l'action culturelle.

L'adaptation des services publics aux caractéristiques du monde rural est une des conditions de l'avenir du monde rural. Au terme d'une longue période d'extrême rural et agricole, l'intérêt général, comme les nouvelles aspirations des Français, commande de stabiliser la population rurale et de poursuivre une politique globale d'aménagement rural, qui privilégie l'emploi et l'amélioration des conditions de vie.

Le président de la République a décidé :

- Il est indispensable d'enrayer la tendance naturelle des administrations et des services publics à se concentrer dans les grands centres ou les châteaux. Pour rester vivant, et développer son nouvel équilibre, le milieu rural doit pouvoir compter sur la présence active des services publics.

### • LA FORÊT

Le ministre de l'agriculture et le ministre de la culture et de l'environnement ont présenté une communication sur la forêt.

Après avoir pris connaissance des conclusions du rapport établi par le groupe de travail créé et présidé par M. Fernand de Journeau, le conseil les ministres a décidé d'amplifier les actions menées en vue de protéger et de valoriser le patrimoine forestier considérable, le premier dans la Communauté européenne.

La production de bois doit être largement valorisée de manière à équilibrer les échanges extérieurs de la France en ce domaine. Le gouvernement a pris en 1977, un ensemble d'actions pour renforcer les industries utilisatrices de bois et pour faciliter les relations entre ces industries et les professions forestières. C'est ainsi qu'il a été décidé d'apporter à la réalisation de nou-

velles capacités de production de pâte et de papier un concours de 1,5 milliard de francs, par des prêts du F.D.E.S., plusieurs projets importants ayant déjà lancé : le programme forestier régional, à destination et à consolider les industries existantes lorsqu'elles sont menacées par la concurrence internationale. Dans le domaine de l'aménagement, un programme de développement des capacités industrielles et commerciales a été défini et sera mis en œuvre par la voie de contrats de croissance entre les entreprises qui s'engagent à développer et à renforcer des relations entre les utilisateurs de bois et les professions forestières, une expérience pilote a été entreprise avec le concours de l'Office national des forêts et de l'ensemble des professions concernées pour améliorer la modernisation et la commercialisation des bois résineux de tournage du bois moyen : de même, les moyens financiers des centres régionaux de la propriété forestière ont été accrus ; enfin, le gouvernement facilitera la constitution d'un e interprofession dans ce secteur.

En ce qui concerne la protection du milieu naturel, des moyens renforcés sont mis en œuvre pour l'action à moyen terme : l'établissement de la fixation des dunes, la protection des pentes et celle des eaux, notamment en montagne ; les terres incultes, dans les zones où elles n'ont pas de destination agricole, seront le plus largement possible plantées ; un effort particulier sera fait pour la conservation de la faune et la flore. Un aménagement forestier approprié, comparable au renouvellement rural, mais adapté aux caractéristiques du secteur, sera mis en œuvre. La création d'un conservatoire de la forêt, jouant pour celle-ci un rôle semblable à celui du Conservatoire du littoral et destiné à faciliter la sauvegarde des ensembles forestiers, sera mise à l'étude.

Le rôle de la forêt dans l'amélioration du cadre de vie et l'environnement prend une importance renouvelée. Le ministère de l'écologie et de l'environnement a établi une convention avec l'Office national des forêts fixant les conditions de gestion de la faune et de la flore sur le domaine 4-1-1-1. Le développement des réseaux routiers de desserte sera limité aux besoins d'exploitation. L'accueil du public en forêt sera amélioré, les équipements d'accès seront développés, la périphérie des espaces forestiers et la circulation automobile à des fins touristiques sera organisée sur les axes principaux. La pédagogie de la forêt sera développée dans les écoles ; l'information et la participation du public seront organisées aux niveaux départemental et national.

Le Conseil supérieur de la forêt a été chargé de proposer des modalités de manœuvre à assurer une concertation plus étroite et une meilleure coordination pour la mise en œuvre d'une politique globale de la forêt.

### • LE REMBOURSEMENT DES SOINS DENTAIRES

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a présenté au conseil des ministres du 8 février 1978 les nouvelles modalités de remboursement par la Sécurité sociale des frais de soins dentaires. L'ensemble pris en charge, conformément à l'engagement que le président de la République avait pris à l'automne dernier dans le cadre des festivités de Brest.

Les actes de soins (par exemple, la traitements des caries) qui étaient normalement remboursés entièrement pris en charge à 75 %, mais les cotisations de la nomenclature sont modernisées et améliorées afin d'encourager les traitements destinés à conserver les dents.

C'est une forte efficace de prévention d'encourager les soins légers qui rendent inutiles des traitements ultérieurs lourds et coûteux. Certaines prothèses dentaires, qui étaient jusqu'à maintenant remboursées entièrement dans les meilleures conditions, qui permettent de majorer en moyenne de 100 % les remboursements faits aux assureurs sociaux. Les tarifs conventionnels sont rendus obligatoires et doivent être respectés. Afin de développer des rapports conflants avec leurs patients, les chirurgiens-dentistes se sont engagés à fournir un devis écrit dans le acte de praticien et à inscrire sur les feuilles de Sécurité sociale le montant exact des honoraires perçus.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale note avec satisfaction ce nouveau progrès du système conventionnel. Avec les chirurgiens-dentistes, c'est désormais la totalité des professions de santé qui ont passé un contrat pluriannuel avec la Sécurité sociale.

Pour aller plus, le ministre de la santé et de la sécurité sociale a engagé avec satisfaction l'accord obtenu par les organisations représentatives des médecins à la signature d'un avantage tarifaire qui s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> février.

### • LA COLLECTE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Le secrétaire d'Etat à la recherche a rendu compte des premières études engagées, à la demande du président de la République, pour améliorer les moyens de la collecte, du stockage et de la diffusion des informations scientifiques et techniques. L'importance croissante de ces informations, tant pour la recherche que pour le développement économique, commande de définir une politique nationale qui soit à la mesure des capacités de la France, préserve son indépendance à l'égard des grands réseaux étrangers et assure son rayonnement à l'extérieur. Pour y

parvenir, le premier ministre a chargé M. Pierre Alain, ancien délégué général à la recherche scientifique et technique, de constituer un groupe de travail interministériel, appuyé et dirigé par les élites meilleures dans les domaines politiques et à faire des propositions d'actions précises. Au terme d'une première série de réunions, le groupe a recommandé deux mesures immédiates. La première concerne l'information dans le secteur de la chimie, où un important accord de coopération franco-américaine a été conclu le 30 janvier. La seconde porte sur les sciences fondamentales, où une convention de substitution, soumise à cette négociation pourront trouver leur solution avant la fin de l'an-

dernières auprés du gouvernement japonais en vue d'obtenir que des mesures appropriées soient prises rapidement pour corriger cette situation.

Le conseil a d'autre part arrêté un premier mandat pour négocier l'adhésion de la Grèce. Il a, à cette occasion, estimé que toutes les questions de substance soulevées par cette négociation pourront trouver leur solution avant la fin de l'an-

78.

## POLITIQUE

... LE MONDE — 10 février 1978 — Page 11

(Publicité)

### LE GETRAC PRÉSENTE UN CANDIDAT DANS CHAQUE CIRCONSCRIPTION

Ce candidat est révolutionnaire, son nom le PARACOL, grâce à lui on ne peut plus démonter officiellement et sur tout. En effet, tous sont évidemment, ou alors déjà protégés par PARACOL. Ce produit économique, fabriqué commercialement par le Groupe Euro-Produits de Traitement Chimique, n'appartient plus à la Société PARACOL. Ce sera officiellement immédiatement. Documentation : GETRAC. 065-83-81. 19, rue de Babylone, 75007 Paris. TEL : 548-44-60, 544-26-22.

### PARLEZ EN LANGUES...

ARABE littéraire moderne  
ANGLAIS  
ARABE ALGÉRIEN  
PERSAN

### CREA-FRANCE

Session février-juillet 1978

19, rue de Babylone, 75007 Paris. TEL : 548-44-60, 544-26-22.

.Farce industrielle

Documentation : GETRAC. 065-83-81

.Farce industrielle

## L'ENLÈVEMENT DE M. NOËL DAIX

La façade de l'*«union sacrée»*

**Lyon.** — Avant le dénouement intervenu dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 février, le procureur de la République à Lyon, M. Estrangin, avait tenu dans l'après-midi de mercredi, au cours d'une conférence de presse, à fournir un démenti, à apporter une précision et à célébrer une «union sacrée».

Le démenti formel visait l'information largement reprise par une bonne partie de la presse, selon laquelle en rang des affaires dont aurait eu à s'occuper M. Daix en tant que magistrat instructeur, figurait, en 1974, le dossier financier ouvert sur le gang des Lyonnais. M. Estrangin a indiqué qu'il n'y avait jamais eu «ni ouverture d'un tel dossier, ni une ouverture d'un autre dossier, ni supplément à ce dossier dans cette affaire» récente ou dans d'autres affaires».

La précision portait sur les activités de M. Daix. Celui-ci, au cours de sa carrière lyonnaise, a eu à instruire chaque année une dizaine d'affaires renvoyées par la suite en cour d'assises. En dix-neuf ans de carrière, cela représente donc un bon nombre de dossiers, indique M. Estrangin. «M. Daix n'a toutefois jamais été l'objet de la moindre menace».

Enfin, la célébration de l'*«union sacrée»* faisait référence aux rapports existants entre les magistrats et les policiers lyonnais. Le procureur de la République a été catégorique : «La confiance est présente, toutefois, elle n'est pas toujours paisible, au temps normal, des rencontres ont lieu chaque semaine entre les magistrats du parquet et les responsables de la police judiciaire».

Avant M. Estrangin, mercredi, M. Le Guenhec, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, mardi, avait lui-même insisté sur ce point. Cette double affirmation, ou plutôt cette répétition éprouvante de répitons deux fois en deux jours que «tout va bien entre police et justice à Lyon», pour-

**«POUR FAIRE LIBÉRER UN DÉTENU»**

(Suite de la première page.)

Au cours d'une conférence de presse réunie ce jeudi à la préfecture du Rhône, M. Chirac a donné des indications sur les circonstances dans lesquelles M. Noël Daix avait été retrouvé : «Il était priorisé», a-t-il dit, «étonné de sa bonne aventure, mais surpris de ne pas avoir été retrouvé plus tôt.»

En fait, M. Daix est resté près de dix-huit heures dans son inconfortable position, enchaîné à un arbre dans le parc d'une clinique déserte à Ternay.

M. Chirac a ajouté que la victime avait été rudoyée mais n'a maltraité ni corrigé : «On l'a traité sans ménagements. Il a reçu des rudes, des coups de pied, des coups de poing dans l'estomac quand il voulait parler. Il avait les yeux et le bouche couverte de sparadrap très épais.» Interrogé sur les mobiles, M. Chirac a déclaré que l'allusion à une déclaration d'un officier de gendarmerie a confirmé que «ce l'enlèvement du juge Daix est bien un enlèvement de magistrat et de magistrat dénommé. Ils ne se sont trompés ni sur la qualité de la personne, ni sur la personne elle-même. L'enlèvement visait à obtenir la libération d'un détenu». Le préfet de police a déclaré ignorer que quel était le nom de ce détenu qui ne semble pas avoir été communiqué à la victime.

Au moment de libérer leur victime, les ravisseurs lui auraient dit : «Que ça te serve de leçon pour l'avenir. On ne te fait pas la peau cette fois, mais attention.»

Sur les raisons pour lesquelles le rapt aurait avorté, M. Chirac a confirmé que selon lui c'était en raison de la rapidité avec laquelle la voiture a été identifiée, la rapidité de la mise en place du dispositif policier qui a été mis en échappant de la bonne heure. «Quand on a été intercepté entre la justice, la police, la gendarmerie, la population et même la presse».

Sur les conditions de sa détention, M. Daix a apporté quelques précisions. Après son enlèvement, il aurait été changé de véhicule dans un délai très court (une demi-heure environ), puis aurait été transféré dans un lieu qu'il n'a pu identifier avec précision, le trajet a été également relativement court. Il ne semble pas qu'il ait été détenu dans un immeuble, peut-être une maison isolée. Il se souvient vaguement avoir monté des escaliers. Comme le préfet l'a confirmé, M. Daix avait le visage couvert d'une cagoule avincie. Il n'a donc jamais vu ses ravisseurs. «Au langage qu'ils ont eu et à leur comportement, ce ne sont pas des hommes d'une très haute extraction criminelle, si tant est qu'il y ait une aristocratie dans ce dossier», indique M. Chirac. Il semble que ce soient des hommes jeunes, sans accents particulier et d'un niveau intellectuel très faible.

M. Chirac a encore indiqué qu'il exclut «toute action symbolique ou politique».

BERNARD ELIE.

## De notre envoyé spécial

rait finalement laisser penser qu'en fait tout ne va pas aussi bien qu'en le dit. Mais peut-être doit-on chercher ailleurs, à un niveau supérieur, la réponse à cette interrogation.

Il devrait, par contre, et à propos de cette affaire Daix quelques chose au palais de justice de Lyon : un peu comme si les magistrats du tribunal de grande instance, le tout au contraire des sœurs, un message : l'affaire Daix était selon l'appréciation du ministre, une affaire de niveau gouvernemental et interministériel, celui-ci avait décidé la mise en place de fameuses émargines, placées sous la double autorité du préfet de région et du procureur général à la cour d'appel de Lyon.

Il n'est pas interdit de penser que l'état-major de crise, constitué par proposition du ministre de la justice, réunit une vingtaine de magistrats publics, dont la conférence de presse du mardi 7 février, semble au fil des heures s'être effacé derrière le corps des magistrats lyonnais. On a noté, par exemple, que la seconde conférence de presse, organisée mercredi, n'a pas eu lieu dans les locaux de la préfecture régionale, mais dans ceux du tribunal de Lyon.

De plus, ce n'est pas le préfet de région ou le détenteur de l'autorité préfectorale, voire la police, qui est vraiment en contact avec les différents magistrats, mais un magistrat, le procureur de la République, entouré d'autres magistrats du tribunal de grande instance, le président, M. Petit, et le doyen des juges d'instruction, M. Thiney.

On a pu encore relever que

l'ouverture d'une information judiciaire avait été décidée par le parquet lyonnais dans la nuit même de l'enlèvement, alors que, par exemple, pour le même motif, cette information judiciaire n'a été ouverte que dix jours après l'enlèvement du baron Empain.

Bref, tout un ensemble de petits faits significatifs. Au moins du côté de nos amis. M. Le Guenhec était venu mardi, transmettre aux magistrats lyonnais, outre l'assurance du soutien du garde des sœurs, un message : l'affaire Daix était selon l'appréciation du ministre, une affaire de niveau gouvernemental et interministériel, celui-ci avait décidé la mise en place de fameuses émargines, placées sous la double autorité du préfet de région et du procureur général à la cour d'appel de Lyon.

Il n'est pas interdit de penser que l'état-major de crise, constitué par proposition du ministre de la justice, réunit une vingtaine de magistrats publics, dont la conférence de presse, organisée mercredi, n'a pas eu lieu dans les locaux de la préfecture régionale, mais dans ceux du tribunal de Lyon.

C'est ce qui plaît à M. Chirac, préfet de police de Lyon, en déclarant après sa conférence de presse : «Je souhaite être très discret et ne veux pas donner à penser à l'autorité judiciaire que j'empêtre sur ses

PIERRE GEORGES.

Prévenus libres, deux personnes connaissaient devant le tribunal correctionnel, installé en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaitent, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le placard, où elles avaient été placées par l'infirmité. Matelas et couches étaient bientôt, au contraire, perturbé l'opération de la résistance électrique et entraîner la surchauffe de certains fils.

M. André Houptet, premier adjoint au maire, sortit, sorte d'intermédiaire, et fut accueilli en congrès et muni d'un dispositif de chauffage par résistance électrique. Deux faits allaient, ce soir-là, provoquer l'incident : le matelas destiné à recevoir l'enfant et placé dans ce berceau chauffant avait 4 centimètres au lieu de 1, était obligatoire. Des couches avaient, en outre, été disposées dans le





FAIT LE BILAN DE SON ACTIVITÉ  
QUARANTE-QUATRE MOIS  
SOCRITIQUE

# Le Monde DES LIVRES

## Kafka témoin d'une civilisation en déclin

● Conversations avec un ami et correspondance familiale : deux importants inédits de l'auteur de « la Métamorphose ».

LES maisons prospères habitées par Kafka, leur forme, leurs emplacements, sont le miroir de son itinéraire d'écrivain, ses tribulations et ses déchirements. Celle, moyenne, de son enfance, dans la vieille ville, à la lisière du ghetto disparaît, existe encore aujourd'hui.

Puis tard, il loue deux pièces dans le palais Schönborn, dans un quartier élégant, au pied du château. Lorsque s'affirme impénitente sa vocation littéraire, l'écrivain trouve refuge chez sa sœur aînée, Ottla, dans une petite maison toute simple, rue des Alchimistes, sisé dans l'enceinte même du Hradčany qui domine la ville de son contour anguleux. Son bureau, la Compagnie des assurances ouvrières contre les accidents, édifice lourd et chargé, évoque les contraintes

qu'il s'est imposées pendant quatorze ans de travail salarié. Ce qui ne l'empêchait pas d'écrire à Ottla, avec cet humour typique de « l'aïe » : « La compagnie est pour moi un lit de plumes, elle me pèse autant qu'elle me tient chaud. Si je réussissais à m'en échapper, je serais aussitôt en danger de m'enfumer, le monde n'est pas chauffé. »

A lui tout seul, Kafka était un noué de contradictions Juif et Tchèque à la fois, il écrivait et pensait en allemand. Au début du siècle, sur quatre cent cinquante mille habitants trente-cinq mille Prague seuls pratiquaient cette langue, mais, dans la capitale de l'ancien royaume de Bohême, la clef de la réussite était sa parfaite connaissance.

De par sa mère, Julia Löwe, Kafka descendait d'une famille pleuse de rabbins erudiets, de médecins et de commerçants. Cette



\* Dessin de BERENICE CLEVE.

bourgeoisie juive, aisée, cultivée, parlait l'allemand couramment. Son père, Hermann, sortait tout juste des taudis du ghetto. Issu du prolétariat juif-tchèque, son but dans la vie avait été l'ascen-

sion sociale. Il devra l'atteindre par son mariage et à force de la bourse et d'autorité. Il protégera, pour les activités littéraires de son fils aîné, une indépendance polie mêlée de mépris. Dans sa Lettre en vers, véritable règlement de comptes épique, Kafka lui reproche d'avoir perdu la foi, et se considère un peu comme un fils déshérité. C'est pourquoi son affection familiale se tournera vers Ottla.

Dans ses lettres, l'écrivain apparaît tantôt comme le protégé de sa sœur, tantôt comme son conseiller avisé. Il s'en remet à elle quand son état de santé exige l'obtention de longs congés de maladie. C'est elle qui gère ses affaires à Prague en son absence. Encore elle qui l'accompagne partout dans les petites pensions de famille des Tatras ou de la forêt de Bohême, lorsqu'il souffre d'asthme pulmonaire. En revanche, Kafka la soutient dans sa vie affective et suit avec intérêt ses projets. Ottla, après avoir travaillé dans l'affaire de son père, commence à initier aux travaux agricoles en vue d'une future installation en Palestine, alors sous mandat britannique. On sait comment prennent fin, dans le vent et dans la fumée des fours crématoires, ces rêves généreux de jeunesse.

Le plus envoutant de ces pages, c'est l'évocation d'une Europe qui n'existe plus : les journées de partout faisaient de longues marches dans les Carpates ; les classes moyennes soignaient leurs gastritis à Fransbad, à Carlsbad, à Marienbad, on envoyait des cartes, qui depuis ont jauni, du lac Majeur, du lac de Garde, et même des jardins de Versailles. Les Seychelles et les Caraïbes étaient encore loin.

Pendant les dernières années de sa vie, l'amitié de Kafka va toujours — cette attitude se retrouve jusque dans son amour pour Milena — à des jeunes (dix, voire vingt ans de moins) qu'il aide et qu'il conseille — remarque Klaus Wagenbach (1).

Il en était ainsi pour Ottla, pour le jeune étudiant Robert Klopstock et même pour la compagnie de ses derniers jours, à Berlin-Dorf-Dyamant.

Gustav Janouch avait dix-sept

ans en 1920, lorsqu'il rencontrera Kafka, encore fonctionnaire dans sa compagnie d'assurances.

Entre l'adolescent qui finissait ses études et composait des poèmes maladroits et l'écrivain qui venait de publier *La Métamorphose*,

l'« allégresse » que procure la

une amitié se noue à leur image,

courtoise, pudique, réservée.

EDGAR REICHMANN.

(Lire la suite page 19.)

(1) Voir « Le Monde des Livres » du 18 juin 1976.

## Clément Rosset, avocat de l'« idiotie »

● Un plaidoyer pour les ivrognes.

CLEMENT Rosset, on fait d'infréquentes rencontres : le conseil de Malcolm Lowry, qui s'est, comme à l'accoutumée, saoulé avec whisky Molloy, le « héros » de Samuel Beckett, et Molkaïn, créature de Jacques Tardi. A travers ces personnage, l'auteur entreprend un dialogue de l'idiotie, qui prolonge son précédent Essai sur l'Idiotie : Le réel et son double (1). Ce philosophe réputé à suivre les chemins trop fréquentés. C'est un esprit déconcertant, et, pour cette raison, attachant, qui avance à contre-courant des modes intellectuels.

L'idiotie dont il traite, c'est la réalité. Il se réfère au sens du mot grec *idiotes*, qui veut dire « particulier, unique ». Le réel est idiot, car il est singulier, en même temps que « découvertu de raison ». Clément Rosset fait donc l'appel du monde réel, ou plutôt il s'en fait l'avocat. Curieux projet ? Certes, non. Sans cette masquerie, oubliée, niée par toutes sortes d'illusions, la réalité a toujours besoin d'être

défendue. Peu de gens acceptent que la vie ne soit qu'une histoire racontée par un idiot, que le monde ne veuille jamais livrer le secret de sa présence et qu'il soit ainsi privé de signification.

Les détectives de la métaphysique s'emploient à extorquer au réel des aveux fictifs. Dans la philosophie de Hegel, notamment, « toute réalité se double d'une signification inconsciente ». Clément Rosset cite à l'appui de sa démonstration l'évolution fulgurante de Napoléon, passant à Iéna : « Je vis l'Empereur, cette dame du monde... » Hegel n'admet pas un homme. Il est ébloui par une chimère, où se trouve, croit-il, le sens de l'histoire. La « joie du sens », que seul « un matérialisme intrinsèque » peut combattre, suscite des fantasmagories diverses, depuis le spectacle lacunaire jusqu'aux images publicitaires, qui prétendent aux marchandises un pouvoir mythique, sans rapport avec leur usage.

La plupart de nos contemporains préfèrent au monde le

fantomie de celui-ci. Ils refusent de considérer le réel, et ne voient que son double. L'auteur de ce livre plaide curieusement pour la réhabilitation de l'ivrogne. Ce n'est pas l'ivrogne qui voit double, selon Clément Rosset, mais l'homme « normal ». L'ivrogne est frappé par la singularité, la richesse des choses : « une rose, par exemple, qu'il restera des heures à contempler, tandis que l'homme « normal » ne regarde pas cette rose à la fois surprise et gracieuse, mais un fantôme soumis au règne de la nécessité une chimère légitimée par la raison divine ou historique. »

Clément Rosset prend la précaution de nous aviser que l'ivresse n'est pas la seule « *voie d'accès* » à « l'expérience ontologique ». Nous pouvons, dit-il, retrouver, dans les désarrois de l'amour, comme dans la *praxis* de l'art et de la philosophie, l'*« allégresse »* que procure la *nez à nez matinal* » — « les choses.

FRANÇOIS BOTT.

française. Car c'est un livre occidental, et la plupart des traits de l'Allemagne de l'Ouest rapportés comme caractéristiques, nous les retrouvons en France, à peu de chose près. Tandis que ce tableau de l'Allemagne de l'Est ? Quelle étrange découverte !

Un Etat bâclé

Les origines mêmes de la R.D.A. sont bien remarquables, sorte d'Etat bâclé par des amateurs au jour le jour, et sous la poussée des nécessités les plus brutales. De l'équipe dirigeante, le professeur et baron Manfred von Ardenne a pu écrire : « Que cet Etat soit pratiquement l'œuvre d'une poignée de nantis, de charpentiers et d'ouvriers qui n'étaient, lorsque ont commencé, par la moindre tuerie sur l'art de gouverner. L'économie et l'administration est déjà administrée en soi. » Le fait est que Walter Ulbricht avait été menuiser, son successeur, Erich Honecker, couveur, et le président du conseil, Willi Stoph, maçon. Naturellement, les mauvais esprits ne manquent pas de se rapprocher ces divers artisans de la construction du mur de Berlin.

Second paradoxe, la structure politique. Le « parti » c'est le parti socialiste unité, né d'un mariage tardif entre le parti social-démocrate et le parti communiste allemand, ces frères ennemis dont la réunion permit à Hitler d'accéder au pouvoir en

1933. Il est constitutionnellement à la tête de l'Etat, puisque le premier article de la Constitution définit la R.D.A. comme « l'organisation politique des travailleurs des villes et des campagnes réalisant ensemble, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti communiste-étatiste, le socialisme ». Il n'en existe pas moins quatre autres partis politiques minoritaires : l'Union chrétienne-démocrate, qui représente la petite-bourgeoisie protestante ou catholique ; le parti démocrate-paysan ; le parti libéral-démocrate, qui représente les adhérents parmi les artisans, les petits commerçants, les petits entrepreneurs et certains intellectuels ; enfin, un parti de droite à la fois national-démocrate, qui, selon son document officiel, « a aidé de nombreux sympathisants du parti aux anciens officiers et militaires du carrière de la Wehrmacht, à réfléchir sur leur passé, sur ce qu'ont été, et qui sont aujourd'hui l'impérialisme et le militarisme allemands, et à briser, en connaissance de cause avec leur ancien engagement ». Certes, il ne s'agit pas d'une opposition politique, mais, explique le pasteur Ernst Breithaupt, membre de l'Union chrétienne-démocrate : « C'est qu'il n'y a pas d'opposition sociale. Ouvriers, paysans, intellectuels, petits-bourgeois, tout le monde accepte le socialisme. La compétition pour le pouvoir est remplacée par la coopération dans l'action. »

MICHEL TOURNIER.

(Lire la suite page 20.)

## Michel Tournier fasciné par l'Allemagne de l'Est

● Jean Egen de part et d'autre du « mur ».

LE thème du couple France-Allemagne a fait le bonheur de nombreux écrivains et essayistes entre les deux guerres, Jean Giraudoux et Jules Romains, côté français, E.R. Curtius et P. Slaburg, côté allemand, s'y exerceront brillamment. Il semble intéresser moins depuis trente ans. C'est dommage. Jamais les relations n'ont été aussi étroites entre les deux pays, chacun étant vraiment pour l'autre le voisin numéro un. C'est la réalité. Il se réfère au sens du mot grec *idiotes*, qui veut dire « particulier, unique ». Le réel est idiot, car il est singulier, en même temps que « découvertu de raison ». Clément Rosset fait donc l'appel du monde réel, ou plutôt il s'en fait l'avocat. Curieux projet ? Certes, non. Sans cette masquerie, oubliée, niée par toutes sortes d'illusions, la réalité a toujours besoin d'être

tragique et ininterrompu, un roman-deuil pourront ou dire, qui ne trouve que très peu d'écho dans la presse française, laquelle doit estimer que ces « querelles d'Allemands », ne la concerne pas. Dernier litige en date : l'Elbe matérialisant une partie de la frontière des deux Allemagnes, cette frontière court-elle au milieu du fleuve (thèse orientale) ou sur sa rive droite (thèse occidentale) ? L'option est capitale pour la navigation fluviale.

Jean Egen — l'un des meilleurs connaisseurs actuels de l'Allemagne — nous propose une confrontation des deux Allemagnes. Confrontation d'autant plus excitante et paradoxale qu'elle se heurte au double obstacle de l'identité — même langue, même culture, même histoire, même passé chargé d'horreurs, même résurrection — et d'un antagonisme absolu. Pourtant, il s'agit d'Allemands pourtant, et cela se voit. On discutait autrefois de la France qu'elle était la fille aînée de l'Église. Il y a aujourd'hui deux Églises, l'une à Washington, l'autre à Moscou, et chacune a une fille aînée, et elles sont allemandes toutes les deux. Car la R.F.A. est à coup sûr l'Allemagne et la projection la plus fidèle des U.S.A., de même que, parmi les démocraties populaires, aucune ne s'est mieux épaulée dans un climat de plus pure orthodoxie soviétique que la R.D.A.

Il n'en reste pas moins que, écrit par un Français, ce livre ne peut pas tenir la balance égale entre les deux Allemagnes. Car c'est un livre occidental, et la plupart des traits de l'Allemagne de l'Ouest rapportés comme caractéristiques, nous les retrouvons en France, à peu de chose près. Tandis que ce tableau de l'Allemagne de l'Est ? Quelle étrange découverte ! Pourtant, il est certain que la R.D.A. est l'une des cités essentielles de l'Allemagne. Suffit de suivre la ligne quotidienne allemande : ses relations avec l'autre Allemagne constituent une chronique

de la tête de l'Etat, puisque le premier article de la Constitution définit la R.D.A. comme « l'organisation politique des travailleurs des villes et des campagnes réalisant ensemble, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti communiste-étatiste, le socialisme ». Il n'en existe pas moins quatre autres partis politiques minoritaires : l'Union chrétienne-démocrate, qui représente la petite-bourgeoisie protestante ou catholique ; le parti démocrate-paysan ; le parti libéral-démocrate, qui représente les adhérents parmi les artisans, les petits commerçants, les petits entrepreneurs et certains intellectuels ; enfin, un parti de droite à la fois national-démocrate, qui, selon son document officiel, « a aidé de nombreux sympathisants du parti aux anciens officiers et militaires du carrière de la Wehrmacht, à réfléchir sur leur passé, sur ce qu'ont été, et qui sont aujourd'hui l'impérialisme et le militarisme allemands, et à briser, en connaissance de cause avec leur ancien engagement ». Certes, il ne s'agit pas d'une opposition politique, mais, explique le pasteur Ernst Breithaupt, membre de l'Union chrétienne-démocrate : « C'est qu'il n'y a pas d'opposition sociale. Ouvriers, paysans, intellectuels, petits-bourgeois, tout le monde accepte le socialisme. La compétition pour le pouvoir est remplacée par la coopération dans l'action. »

MICHEL TOURNIER.

(Lire la suite page 20.)

— LE MONDE — 10 février 1978 — Page 15

Henry Bonnier, Roger Garaudy

## Allégories

LES romanciers gagnent à penser le moins possible. S'ils ont trop d'idées, sur tout et sur ce qu'ils font, leur fiction étouffe sous l'assaut et leurs personnages sous les commentaires de père abusif. C'est ce qui vient d'arriver à deux écrivains confirmés. Ils ont oublié d'être bêtes. Discutez : Ingénus.

Henry Bonnier connaît pourtant bien ce danger. Il le flaire comme éditeur, comme critique, et il a su l'éviter jusqu'à maintenant comme auteur. Son cycle de « Vilmont » a imposé un conteur frémissant, dans la grande tradition languedocienne. Peut-être a-t-il été victime, ici, de son sujet, plus déliquide ou théâtral que romanesque. La légende s'accommode mal du réalisme quotidien où le roman doit s'enraciner et de l'époque où nous vivons.

C'est bien d'un sentiment légendaire et anachronique que nous parle le *Cœur violé*. La passion chaste que se veulent un journaliste français et une Yougoslave rencontrée à Orly rappelle les troubadours et les mystiques du Moyen Age. Les deux héros n'attendent pas seulement de cette distance qu'elle préserve leur cœur de l'usure et les ouvre à l'essentiel. Ils veulent incarner ainsi les rapports de leurs parents respectifs, et l'histoire tout entière. Ils ne désespèrent pas que tant de sublime plaidie pour un survol d'humanité, et que son souvenir embrase le monde !

UNE telle ambition ne court pas les rues. On almerait donc savoir comment elle est née, de quelle réticence orgueilleuse devant la chair, sur quelle foi elle se gage, de quelles souffrances elle se pale. Si peu friand qu'on soit de péripéties et de précisions psychologiques, le roman suppose un minimum de vraisemblance, de progression, de montée d'une crise.

Or aucun de ces repères ne nous est fourni. L'auteur préfère de longues digressions sur le partage du monde entre les grandes puissances, la fragilité du fascisme après

par Bertrand Poirot-Delpech

TITO, les limites scientifiques du matérialisme ou la divinité du Christ. Le pèlerinage final au village natal de l'héroïne, au lieu de nous éloigner et de nous émouvoir sur sa destinée, tourne au prêche sur l'incrédulité de saint Thomas.

Ce n'est pas que les notations sensibles fassent défaut. Les couchants marocains se nuancent de tous les indigo désirables, et les ciels parisiens de tous les roses voulus. Il ne manque pas un détail aux décors ni aux vêtements. Nous n'ignorons rien de la blancheur des murs et des cornières. Mais précisément les descriptions visent tellement à camper les ambiances qu'on en ressent constamment l'artifice.

COMME s'il craignait de ne pas suggérer suffisamment sa propre émotion, Bonnier ne nous laisse aucune marge de rêve. Il nous demande sans cesse de le croire sur parole.

Dès que nous allons nous attacher à un personnage ou à une situation, il compromet notre intérêt ou notre plaisir en nous prévenant que le moment est rare, bouleversant, que les lèvres tremblent, que les échines trempillent, etc. L'auteur se double d'un premier lecteur qui nous frustre à force de précéder et de commenter ce qui se passe. On pense à ces visites guidées qui empêchent d'aimer les musées en expliquant à l'avance les merveilles et les bonheurs qu'on doit y trouver.

Bonnier a trop d'expérience et de talent pour se laisser prendre une prochaine fois à ce piège de la rhétorique. Nul doute qu'il échappe, pour peu qu'il choisisse un thème moins antimarquésque, moins lourd d'allégories et de concepts.

VEC Qui dites-vous que je suis ? Roger Garaudy s'est encore plus trompé que Bonnier. Son excuse est de débouter dans la fiction. Aucun réflexe de romancier n'a pu contrarier en lui l'ardeur démonstrative du philosophe.

Ce dernier commence par s'imposer une apparence d'intrigue et de personnage. Nous sommes invités à croire en un ancien sémininaire qui aurait tué successivement une infirmière, un légionnaire et un borze théâtral, « pour se prouver qu'il est vivant ». Après un procès fantastique, nous le retrouvons en Amazonie aux côtés de rebelles exemplaires, puis sur une île imaginaire où, avec quelques autres marginaux, il va pratiquer ce qu'on appelle maintenant l'« expérimentation sociale ».

(Lire la suite page 18.)

## NOUVEAUTÉS

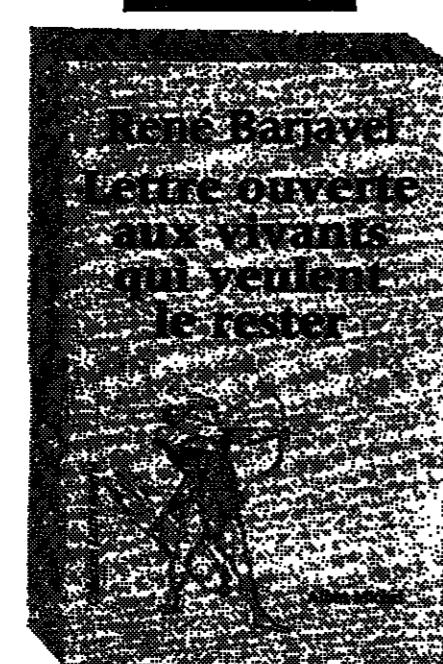
LE TEMPS DES MERVEILLES ET AUTRES CONTES. — Vingt-cinq des plus beaux récits d'Amélie Bierot, où la romance est à son apogée. Une leçon (Seghers).

DANS L'OMBRE DU GOZO. — Sous le pseudonyme d'Alain Terje, André Siniawski entreprit, lors d'un « séjour » au Goulay, ce voyage à l'intérieur de l'œuvre du père fondateur

# RENE BARJAVEL

SANS LE NUCLEAIRE  
C'EST LE  
**DÉASTRE**  
AVEC LE NUCLEAIRE  
C'EST LA  
**CATASTROPHE**

ALORS  
**COMMENT**  
VIVRE



# RENE BARJAVEL

Albin Michel

## Le Monde DE L'EDUCATION

Dans le numéro de février

Un sondage exclusif de la SOFRÉS

## LE VOTE DES ENSEIGNANTS

POUR QUI LES ENSEIGNANTS VONT-ILS VOTER EN MARS ? COMMENT SE SITUENT-ILS SUR L'ÉCHIQUIER POLITIQUE ? QUELLE EST LA CLIENTÈLE RÉELLE DES PARTIS ET DES SYNDICATS ? LES MAITRES DU PRIVE SONT-ILS PLUS CONSERVATEURS QUE CEUX DU PUBLIC ? LES ENSEIGNANTS DE GAUCHE SONT-ILS PLUS « PROGRESSISTES » SUR LE PLAN PÉDAGOGIQUE ?

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UN SONDAge D'OPINION DECRIE LES ATTITUDES POLITIQUES DES ENSEIGNANTS DU PREMIER ET DU SECOND DEGRÉ.

Dans le même numéro :

Les enseignants. La presse et la télévision. Les jeunes de la chanson. La formation des vétérinaires. « Déscentraliser l'éducation », par Olivier GUICHARD. Les réformes éducatives au Sénégal. Les métiers du chaud et du froid.

Le Monde de l'éducation

5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CRÉDIT 09.  
Le numéro : 6 F. - Abonnements (11 numéros par an) : 60 F.

## la vie littéraire

Paul-Louis Courier  
Stendhal et Voltaire

Paul-Louis Courier, l'écrivain qui se rapproche le plus de Voltaire par son style spirituel et son ironie incisive. (...) Ces jours-ci, il s'amuse et amuse tout le monde en envoyant une valée de pétards contre les hommes au pouvoir. (...) Ses compatriotes trouvent dans ses écrits autant de sarcasmes réussis, de malices et d'allure que les plus heureux essais de Voltaire, ce prince des persiflages. Ce double hommage rendu par Stendhal aux deux pamphétaires qu'il réunit dans son admiration, tombe à pic pour le bicentenaire de Voltaire. Il est tiré du *Bulletin des amis de Paul-Louis Courier*, qui consacre son numéro 18 aux témoignages d'estime que l'auteur de *le Charron* porte à son collègue assassiné, dont le tome II de la Correspondance générale vient de paraître chez Klincksieck. (*Cahiers Paul-Louis Courier*, place du Chardonnet, 37000 Toulouse).

Deux écrivains soviétiques admis au Pen-Club français

Le comité exécutif du Pen-Club français, réuni sous la présidence de G.-E. Clancier, a décidé à l'unanimité d'admettre en qualité de membres associés le poète russe Victor Nekipelov et l'écrivain ukrainien Mikhaïl Roudenko. L'admission de ces deux intellecuels répond au vœu exprimé par la section française d'Amnesty International et aux informations communiquées par la linguiste Tatiana Khodorovitch.

Victor Nekipelov — né en 1928, — médecin de profession, a été arrêté en 1973 et condamné à deux ans de camp pour ses poésies « portant préjudice à l'Etat ». Actuellement assigné à résidence dans la région de

Vladimir, non loin de Moscou, il a adressé en août dernier au présidium du Soviet suprême une demande d'autorisation de quitter l'U.R.S.S., qui lui a été refusée. Outre un recueil de poésies publiées officiellement en Union soviétique, il est l'auteur d'un roman *l'Institut des imbéciles*, qui va paraître prochainement en anglais, avec une préface de Mikhaïl.

Mikhaïl Roudenko — né en 1920 — est ancien secrétaire de l'Union des écrivains d'Ukraine et ancien membre du parti communiste. Devenu un des membres fondateurs du groupe soviétique d'Amnesty International, il a été exclu de l'Union des écrivains en juin 1976 pour « appartenance à une organisation bourgeoise ». Animateur de la branche ukrainienne du groupe de surveillance des accords d'Helsinki, il a été arrêté en février 1977 et purge actuellement une peine de sept ans dans un camp de Mordovie.

Une nouvelle « imbécile » de Marcel Proust perdue et retrouvée

Philippe Kolb, l'éditeur de la correspondance de Proust, vient de retrouver dans la *Revue contemporaine* qui dirigeait Henri de Rothschild, une nouvelle, *l'indifférent*, dont on avait peu près perdu la trace. Proust l'écrit à vingt-deux ans, songea à la reprendre dans les *Pleins et les Jours*, fut heureux de lui en substituer une autre et se souvient d'elle quinze ans plus tard n'hésitant pas à la qualifier d'« imbécile ». Autant de preuves qu'il n'en faisait pas grand cas. Dans un commentaire qui égale le texte en longueur, Philippe Kolb la présente en « trouvaille ». C'est beaucoup dire. On y voit une grande dame — la comtesse de Grehulme pourrait bien avoir servi de modèle. Proust venait de la

rencontrer quand il écrivit *l'indifférent* — tomber amoureuse d'un bel homme qui ne répond pas à ses avances parce qu'il n'a goûté que des femmes « ignobles ». Tourments et flambée de la passion insatisfaite, on sait ce que ces amours contrariées donnèrent plus tard. Le après *Un amour de Swann*, *l'indifférent* en paraît être une parodie maladroite et squelettique. Il restera qu'à vingt-deux ans, Proust possède déjà tout armé, sa théorie de l'amour qui se nourrit du sens de l'absence et n'est jamais si suave que quand il est rêvé. Et déjà l'obsédant comme il le feront plus tard, les « catleyas ». — J. P. (Gallimard, 68 pages, 18 F.)

La maison du philosophe inconnu

La maison où naquit, à Ambroise, le 18 janvier 1743, Louis-Claude de Saint-Martin le Philosophe Inconnu, que Joseph de Maistre considérait comme « le plus instruit, le plus sage et le plus élégant des théosophes modernes », vient d'être identifiée par Robert Amadou, le spécialiste du martinisme, grâce à un document communiqué par un historien, Bernard Girard. Cette maison natale est située place Richelieu (ex-place du Grand-Marché) ; c'est l'ancienne confrérie du collège, et le Centre d'information et d'orientation de Tours l'occupe aujourd'hui. (Traditionnellement, une maison de la rue Rabotais usurpait cet honneur.)

Cette découverte coïncide avec la mise au jour et la publication dans un numéro spécial de la revue *l'Initiation* de cinquante quatre lettres inédites de Saint-Martin à la famille toulousaine des Du Bourg, qui éclairent la personnalité et la pensée, très influentes aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, du Philosophe Inconnu.

## en bref

Orient (Olivier Orban, 285 p., 42 F)

Essais

MICHEL PERREIN : *Entre chiens et loups* — L'auteur de *le Spectre et la mort* appelle les femmes à ne pas « partager de la combativité ».

JEAN TOUCHARD : *le Gaulois, 1940-1969* — L'écriture de gaulois, après le cours professé à l'Institut d'études politiques de Paris par Jean Touchard, mort en 1971. (Seuil, coll. Polis, 380 p., 16 F.)

OLIVIER GERMAIN - THOMAS : *les Rats captifs*. — L'auteur, qui a fondé en 1973 *F/rap*, mensuel des gaullistes de gauche, se réfère à la fois au 18 juillet 1940 et à mai 1968. Il dénonce « la trahison de gaulois par ceux qui prétendent l'assurer ». (Editions Libres, Hallier, 137 p., 19 F.)

CLAUDE CLEMENT : *Israël et la Ve République*. — Une analyse de la diplomatie gaullienne en Israël et de la politique des grandes puissances au Proche-

Orient. (Olivier Orban, 285 p., 42 F)

Psychanalyse

JEAN CLAVREUL : *l'Ordre médical*. — Une réflexion psychanalytique sur la médecine, je dédie et la loi. (Coll. : « Le champ freudien », Ed. du Seuil, 283 p., 49 F.)

JACQUES LACAN : *le Moi dans la théorie de Freud et dans la technique de la psychanalyse*. — Le livre II du séminaire de Lacan tenu en 1954-1955. (Coll. : « Le champ freudien », Ed. du Seuil, 375 p., 59 F.)

CLAUDE CLEMENT : *Israël et la Ve République*. — Une analyse de la diplomatie gaullienne en Israël et de la politique des grandes puissances au Proche-

Orient. (Olivier Orban, 285 p., 42 F)

UN PRIX DRAKKAR, qui distingue un livre sur la mer, a été décerné à Salvador Palau pour « Un bonheur au bord de la mer ». (Lafont, coll. « Véca », 19 F.)

JEAN-TOUSSAINT DESANTIS sera un exposé sur « l'ensemble de sa vie », le 15 février (28 h. 30), au Centre Pompidou. Jacques Roubaud y lira ses poèmes le 15 février (19 h.) et le collectif « Change » traitera de « la narration nouvelles » le 29 février (28 h. 30).

A L'OCCASION DU CENT CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE JULES VERNE, la ville d'Amiens, en collaboration avec la Société Jules-Verne et la Bibliothèque municipale, organise une exposition, sur Jules Verne et la mer, à la bibliothèque nationale de la marine, jusqu'au 19 février. Cette exposition présente la vie et l'œuvre de l'écrivain dans le contexte historique de son époque et parmi ses contemporains : artistes, philosophes, chercheurs, hommes politiques.

LA SEPTIÈME FOIRE AUX LIVRES DE CORBEIL-ESSONNES, organisée sous l'égide de la municipalité, se tiendra au Centre culturel Pablo-Neruda, 22, rue Marcel-Cachin, du 11 au 19 février. Une exposition-vente de livres, des affiches, des expositions photographiques et manuscrites, etc., sont prévues au programme de cette manifestation.

UNE EXPOSITION MUSÉALE « POÉSIE PRÉSENTE » aura lieu à la bibliothèque municipale, au centre administratif de Clichy-sous-Bois, le 18 février, de 14 h. à 18 h. Des catalogues des poètes exposés sont disponibles à la vente. Les chansons des poètes sont également proposées à la vente. Les œuvres de poètes contemporains sont également proposées à la vente.

LES ÉDITIONS SAINT-GERMAIN-DES-PRES, dont le fondateur, André Théâtre, a passé que l'existence était menacée, ont confié l'exploitation de leur édition à une firme créée à cet effet : Le Cherche-Midi. Éditeur (110, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris). Sous les labels « Saint-Germain-des-Prés » et « Poésie », priorité restera à la poésie. Toutefois, le « Cherche-Midi » éditera aussi des œuvres romanesques, des essais, des dossier, etc.

LA REVUE « LIBRE » publie son numéro 2 « Malheur du guerrier sauvage », un texte de l'ethnologue Pierre Clastres, mort le 29 juillet dernier. Pierre Clastres était un des animateurs de cette revue, avec Cornelius Castoriadis et Claude Lefort, notamment.

FRANÇOISE ADELSTEIN avait choisi de publier sous son emblème, « France Adel », un petit nombre de livres — mais de qualité — dont sa « Bibliothèque des utopies ». En butte aux difficultés financières qui entretiennent une telle entreprise, elle a obtenu l'appui de l'éditeur Alain Balland qui met ses services techniques à sa disposition. Quatre livres seront publiés d'ici à l'été prochain sous le sigle « Balland-France Adel », parmi lesquels un texte inédit de D.-H. Lawrence, « Apocalypse », préfacé par Gilles Delzeno, et les souvenirs d'une enfance passée dans une communauté utopiste de dix-neuvième siècle traduits de l'américain et intitulés « la Maison de mon père ».

André Théâtre, qui a mis dans les mains de quelques éditeurs, que la répression permanente et surtout les grands succès des ouvrages d'avant-garde, a obtenu que les éditions Balland-Saint-Germain-Des-Prés, dirigées par André Théâtre, et un à but non lucratif pendant quelques mois, la Comédie des Mots de la CGT, et du PCF, démontent à deux mois de prison

souvenirs

Les « choses »

• Le jeu de la mémoire

D

Ce qu'il se passe  
il ne se passe

témoignage

La fugue

• La vie dans les

grosses rues par un

voyer.

DARES sont les livres des

gens du peuple où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

et une époque où la

se rappelle une époque

**souvenirs****Les « choses vues » de Georges Perec****● Le jeu de la mémoire commune.**

**D**OPO DOP DOP », cela vous dit encore quelque chose ? Et Garip, et « Signé-Purax », et « Suivez le bout », et la myomatosse ? Et si les « Agriculteurs » disparus vous font penser à « Vieux-Colombier », si les autobus à plate-forme vous rappellent les distributeurs de numéros d'attribution, notez-le. A la demande de l'auteur, l'éditeur (3) a laissé quelques pages blanches pour que, à la suite de ces « Je me souviens » de Georges Perec, chacun puisse inscrire les siens.

**« Ce qu'il se passe quand il ne se passe rien »****« Pourquoi votre livre a-t-il pour sous-titre les Choses communes ?**

Georges Perec — Je ne sais pas si vous vous souvenez de la revue *Cause commune*, qui était faite par Duvalaud, Virilio, d'autres gens et moi. On voulait faire une sorte de sociologie de la vie quotidienne et l'un des thèmes était le bruit de fond, c'est-à-dire ce que « se passe quand il ne se passe rien », ce qu'on appelle l'*« Infraréalisme »*. On s'aperçoit que l'événement est ce qui casse cette espèce de tissu dans lequel on est pris. Par exemple les gens commencent à se regarder le jour où le métro s'arrête entre deux stations.

**— D'où est venue l'idée des « Je me souviens » ?**

G. P. — Des « I remember » de Joe Brainard. C'est le livre d'un jeune peintre américain qui a rassemblé huit cents petits souvenirs personnels commençant chacun par « I remember ». En fait c'est une autobiographie déguisée où le seul rhétorique est cette répétition de la même formule. Brainard m'a donné la forme, la manière dont j'allais entreprendre ce travail que l'il envoi comme quelque chose de beaucoup plus anonyme. Un peu j'ai commencé par jeu, après un dîner, à dire « Ah ! je me souviens ».

**— Vous êtes-vous inquiété de l'exacuitude de vos souvenirs ?**

G. P. — Je pensais que mes souvenirs étaient justes et j'ai déjà reçu vingt lettres me disant que la plupart, enfin beaucoup, sont faux. Par exemple, j'attribue à Daquin l'*« Ecole boussoleuse »* — un film avec Bernard Blier sur les méthodes Freinet — alors qu'il est de *Le Chanois*, Quenau, qui avait lu une partie du texte dans une revue, n'avait fait remarquer que les quatre mosaïques du tennis n'étaient pas ceux que l'indiquait. Et le recette du quatre-quotas n'est pas bonne ! Le livre fourmille d'erreurs. Mais cela fait partie du jeu. Il y a quelque chose d'inconnu dans le petit tremblement du passé.

**— Quelles seront les autres Choses communes ?**

G. P. — Le deuxième volume s'appelle « Les lieux où j'ai dormi ». Le troisième est inspiré par un livre japonais du dixième ou du douzième siècle, les *Notes de chevet* de Sei Shonagon : c'est une sorte de catalogue de petites notations, les choses qui gagnent à être peintes, les choses qui perdent à être peintes, les choses embarrassantes... Je pourrais par exemple faire un texte sur la manière dont on range sa bibliothèque, ou dont on mange des noisettes. Le quatrième livre s'appellera sans doute « Tentative de description de quelques lieux parisiens ». Pendant six ans je suis retourné dans des endroits précis et j'ai essayé de dire ce que je voyais. En retrouvant ces textes on voit comment ces lieux ont changé et ma manière de voir aussi.

**témoignage****La fugue du mineur****● La vie dans les corons vue par un ouvrier.**

**R**ARES sont les livres des gens du peuple où ils s'expriment eux-mêmes. Trop souvent, un intermédiaire transcrit, sélectionne ce qu'il estime intéressant, lui, pour le lecteur en puissance. La prolifération actuelle de souvenirs de bergers, de lavandières, de vétérans, de paysannes et de gens de maison n'affirme pas cette appréciation. Stéréotypes de la France dite profonde, ils ont vocation à faire rêver des citadins sans racines. A cet égard, il est mieux valut que le livre d'André Théret, *Parole d'ouvrier*, prétexte d'un texte de François Edward — si brillant soit-il — sur la *Condition du mineur*, fut complété plutôt qu'éclaté par une poseuse, laissant ainsi le lecteur seul avec l'auteur.

Que dit André Théret, en effet ? Que la vie dans les mines était une sorte de bagné pour les mineurs, que la répression était permanente, et surtout qu'elle était acceptée et relayée par une grande partie des ouvriers, tout au moins dans les années d'avant-guerre. On sait aujourd'hui que les mineurs abhorrent les terri et orientent leurs enfants vers d'autres directions — ce qui poserait quelques problèmes de recrutement en cas de réouverture des anciennes puits.

André Théret est un battant : mineur pendant quarante ans à la Compagnie des mines de Bruay, longtemps membre de la CGT, et du PC, condamné à deux mois de prison

après la grève de 1948, il était, il y a peu, mêlé à l'aventure de la Gauche prolétarienne.

Pourtant — ou à cause de cela — il balise sans polémique, comme par inadvertance, les images de « héros du travail », de fraternité ouvrière, chères aux idéologues « positifs ». En revanche, la parole d'André Théret restine aux mineurs leur humanité diverse, leur vérité. On sait aussi maintenant que les contradictions qui traversent les couches sociales peuvent conduire les classes dominées à l'aliénation.

Ce « roman » est d'abord un témoignage de première main sur la condition des mineurs dans un corron du Nord, au cours des années 20. L'ingénieur, représentant la compagnie, est le chef tout-puissant de la mine. Il règne sur une matrice tout entière à sa dévotion, qui associe elle-même son pouvoir sur un réseau de détenteurs : les roufous. Toute la population dépend de la compagnie, et l'on n'arrive pas que la curé d'alors, logé et chancier gratis, appelle à voter contre les « rouges ». Voilà bien la grande affaire et l'obsession : le Bolchevik précurseur de l'ennemi intérieur ». Une anecdote cocasse d'André Théret illustre cette hanche. Parce qu'un dangereux « agitateur » a écrit « Des Soviets partout » sur les murs des toilettes, l'ingénieur, tremblant de fureur, fait défaillir toute la matrice dont les infâmes inscriptions et lance une chasse au suspect ! L'ouvrier qui en fait les frais n'est pas un militaire. Simplement, Victor a son franc-parler et cela suffit pour qu'une conjuration se noue pour le faire « tomber ».

Dans cette région, où la scission de la SFIO, à Tours se fit plus

Astra (le préjugé qui nous coûte cher), tout le « ce-qui-va-de-soi » sous lequel Roland Barthès débusquait le mythe.

Mais nulle trace, ici, de commentaire critique. Pas d'appré-



\* Dessin de Zora Ortic.

ciation et pas davantage d'émotion. Toute couleur personnelle est soigneusement gommée, réalisée par une écriture qui se veut pure évocation d'un air du temps impénétrable et tamisé. Par petits fragments trop précis pour être nostalgiques, un an — jour — le jour se reconstruit, fait de chansons, de façons de parler, de rimes, de gestes, de gens. Non que l'histoire soit absente : elle figure en pointillé, inscrite dans le décor, comme les grandes dates des journaux épilogés sous l'avant des bistrots.

Perec nous propose ces miettes de notre proche passé dans l'ordre même où il les a retrouvées, en « révassant », ou en flanant. Tel qu'il est, cet album qui égrène sur le même ton bref les événements les plus graves et les détails anodins est, par tout ce qu'il suscite, un livre inépuisable. Il ravive la mémoire commune, ravive les réminiscences enfouies. Ainsi les mots parviennent à repousser quelque peu l'usure, l'oubli qui érodent nos fragiles espaces, nos précieux moments.

« Ecrire : essayer méticuleusement de retenir quelque chose, de faire survivre quelque chose, arracher quelques bribes précises au vide qui se creuse, laisser, quelque part, un sillon, une trace, une marque ou quelques signes. »

MONIQUE PETILLON.

\* JE ME SOUVIENS par Georges Perec, Hachette, 147 p., 32 F.

**roman****Le « parisien » haut en couleur d'Évane Hanska**

**R**ÉCIT ? Roman ? Poème ? Document ? Le second livre d'Évane Hanska est un peu de tout cela, et cette indécision entre les genres « sit à la fois son charme et notre souci. Décor : le Montmartre des anciennes folles, la rue de Clignancourt, la « glandouille » autour de Pigalle, Epoque : de 1950 à 1968, à peu près. Ça commence avant la télévision, et se termine avec Mike Jaggers. Personnages : deux enfants en mal de père, de père, de pain, de pifé et de respect, en mal de tout, dont les destins tumultueux vont se croiser, se dérouler, et que la fin du récit trouvera aussi férocement adultes à dix-huit ans qu'on espère bien ne pas être « soixante, et, en même temps, profondément et tristement enfants. Pas même infantiles. »

C'est aussi, paradoxalement, son innocence. Une innocence de jeunes loups, loubards et loubardes, que la vie a jetée de temps bonne heure au-delà du bien et du mal, du côté de la barrière où l'on n'a de la vie que ce qu'en lui arrache à coup de crocs et de griffes. Les victimes ne sont pas des anges ; mais négligées rendent au hasard n'est jamais que la monnaie de celui qu'on leur a fait trop tôt, dans un monde cruellement glacé. « A qui se fier de nos jours ? Le Père Noël sépè porno, par Paco Rabanne chourave du whisky au Drug-store. »

C'est enfin ce mélange très particulier à Évane Hanska de drôlerie et de pudeur, de vraie souffrance et d'humour.

« Ah oui ! Je peux te compier sur mes doigts les jours où la vie s'est mis du rouge aux joues pour me plaisir. Plutôt le gris que à se venir les angles pour mieux me griffer... Je demanderai pardon d'avoir su si mal. J'avais pas le droit. »

Évane Hanska écrit avec facilité (trop, peut-être) un « parisien » haut en couleur, où abondent les trouvailles de mots. Pourquoi faut-il que, pour suivre une mode qui n'est pas d'hier (c'est du Céline dernière manière, mais Céline), et qui commence à dater, elle s'achame à passer à moult nettes des phrases qui, ma foi, sont de bonne venue ?

Beaucoup de qualités vraies, donc : il ne manque à l'auteur qu'un peu plus de souffle et de travail pour se révéler un de nos meilleurs écrivains.

JACQUES CELARD.

\* EVANE HANSKA, « La Marveille Graine », 227 p., Ed. OLIVIER ORBAN, 1976, 35 F.

**AUBIER MONTAIGNE**  
13, Quai Conti - Paris 6<sup>e</sup>

**Marie-Odile Metral  
LE MARIAGE**

Les hésitations de l'Occident

Une vision neuve de l'histoire.

C. DELACAMPAGNE - LE MONDE  
48 F

**Gisela Pankow  
STRUCTURE FAMILIALE ET PSYCHOSE**

Un livre important, qui ne peut que passionner les esprits curieux.

R. GENTS - QUINZAINE LITTÉRAIRE

Une approche originale et féconde.

R. JACCARD - MONDE DE L'EDUCATION  
39 F

**Ilse Barande  
LE MATERNEL SINGULIER**

Freud et Léonard de Vinci

L'enquête d'Ilse Barande va fort loin.

C. JANNOUD - LE FIGARO  
36 F

**FERNAND NATHAN****DICTIONNAIRE DES TYPES ET CARACTÈRES LITTÉRAIRES**

par CL. AZIZA, CL. OLIVIERI, R. SCTRICK

Un dictionnaire original pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les mécanismes littéraires.

Plus de 1.000 œuvres recensées

208 pages ..... 45 F

en vente chez votre librairie

**Fernand CATHALA**

Professeur à l'Institut de criminologie de l'Université des sciences sociales de Toulouse

**PRATIQUES ET RÉACTIONS POLICIÈRES**

Les méthodes policières les plus critiquées s'y trouvent imputablement passées au crible.

288 pages, 39 francs

En librairie ou aux ÉDITIONS DU CHAMP-DE-MARS

09700 SAVERDUN  
Tél. (61) 68-33-58

**espace 78**

Partie de la Suisse

118ème supplément

du 15 au 23 février à 20h30

« semaine » de jazz

8 Groupes et 1 Opéra-gouffre

DU FREE, du PUNK, du ROCK

PRO HELVETIA: 073.00.29

**SADE**

Dans le numéro 12/13 d'*OBLIQUES*, consacré à Sade, nous donnions la reproduction de dix gravures érotiques qui accompagnaient l'édition de 1797 de *la Justine* et de *la Juliette* de D.A.F. de Sade.

Nous avons pu réunir depuis la série complète des cent gravures que nous publions aujourd'hui en un précieux petit recueil à faible tirage.

Ce livre constitue un document capital sur l'art de la gravure licencieuse au dix-huitième siècle, en même temps qu'une réalisation originale qui retiendra l'attention des bibliophiles.

Les commandes seront satisfaites dans l'ordre où elles nous parviendront et la présente souscription sera close sans préavis.

**OBLIQUES** — Supplément au n° 12/13 SADE

— Un volume de 112 pages sur Vergé des papeteries de Lana, format : 13,5 x 21 cm, reliure pleine toile cyclamen, fers noirs et tranchefile. Prix : 125 F. Envoyé sous emballage de sécurité contre toute commande accompagnée de son règlement (C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre des Éditions BORDERIE) — OBLIQUES B.P. 1 — LES PILLES — 26110 NYONS — FRANCE.

NOM :

ADRESSE :

► Désire recevoir le volume SADE/Cent Gravures.

► Vous prie de trouver ci-joint la somme 125 F (chèque bancaire ou C.C.P. à l'ordre de Roger Borderie).

DATE : SIGNATURE :

(Suite de la page 15.)

Dès lors, l'auteur peut reprendre, à peine habillées de fiction, les idées qui lui sont chères et qu'il a souvent exposées sur une « tout autre » façon d'habiter notre planète. Ecueillis par la loi de la jungle qu'a réinventée entre les hommes la croissance industrielle, ceux en qui Garaudy voit la « génération du non-retour » appartiennent en vingt ans des réponses inédites aux impasses économiques et sociales de cette fin de siècle.

**O**n les voit construire des maisons à chauffage solaire, des éoliennes de toutes sortes. L'antagonisme Nord-Sud s'atténue, la famine régresse. De nouvelles règles régissent la vie familiale et professionnelle. Il n'est plus rare qu'une même personne mène de front deux activités, par exemple la physique et la musique. Les frontières entre l'art et la science s'effacent. L'autogestion se révèle possible. Les décisions se prennent au niveau où se posent les problèmes, et non plus par une bureaucratie réputée omnisciente. Des moteurs à hydrogène liquide évitent à la fois l'épuisement des ressources énergétiques et la pollution de l'atmosphère. Il a suffi de ne pas stimuler les faux besoins de consommation pour que la durée hebdomadaire de travail s'abaisse à trente heures...

Ces premiers résultats ne sont pas du goût des grands pays industriels, qui se coalisent pour mettre fin à l'expérience. Malgré des désertions dans l'armée d'intervention, des cuirassés menacent l'île où l'utopie de Garaudy a pris

## ALLÉGORIES

corps. L'histoire ne dit pas clairement si la force aura raison de l'« amour ». Mais sa victoire ne pourrait être que temporaire. L'homme nouveau qui s'esquisse à la fin du livre, à la fois sculpteur et visionnaire, « sent danser en lui toutes les forces de l'univers ».

par Bertrand Poirot-Delpech

C'est en manière toute « garaudienne » de croire en Dieu. Car Dieu n'est pas mort, contrairement à ce qui s'est dit. Le prétre signifie assurément qu'on ne veut plus que les choses aient un sens. Les personnages de Qui dites-vous que je suis ?, eux, tiennent encore à ce sens. Ils croient que le monde est une création divine à continuer ». Ils comptent participer à l'activité quotidienne de Dieu par une forme nouvelle d'amour qui doit se substituer à l'esprit de conquête, dans les relations avec la nature comme entre les êtres. Pas de révolution politique, enfin, sans une conversion d'intuition artiste, d'instinct rustique.

**O**n ne demanderait qu'à lire un roman inspiré sur une utopie aussi engageante. Hélas ! il n'en est rien. Sitôt payé son tribut à la description romanesque, ou plutôt à l'idée qu'il s'en fait, Garaudy revient à l'essai. Ses personnages deviennent de simples porte-parole tenant, au

moi près, les propos du philosophe agrégé. Comme chez Bonnier, l'allégorie se révèle impropre au traitement romanesque, et le lyrisme qu'elle suscite tombe à plat.

Par chance, les idées généreuses de l'auteur ne sauront pas faire de la forme où il a cru bon de les reprendre, ni son audience souffrir de cette étrange incursion dans un genre qu'il a sans doute bien fait de ne pas cultiver davantage.

**R**ELEVER ces deux erreurs d'appréciation et de parcours n'aurait pas d'intérêt en soi si elles n'amenaient à des réflexions plus générales sur l'art du roman. On rappelle volontiers ces temps-ci que le genre n'admet aucun i, ne connaît aucune autre frontière que l'horizon, tolère tous les ingrédients. Jacques Laurent a raison de préciser : à l'exception des thèses et des idées. Celles-ci vont rigoureusement contre le fil et l'équilibre instable dont les personnages romanesques ont besoin pour changer et nous changer.

Le roman vit de ce qui le fait détester par des penseurs comme Valéry : d'une certaine errance conceptuelle, qui englobe les idées sans jamais les fixer et que l'auteur crée moins avec son intelligence que, tel le peintre, à force d'intuition artiste, d'instinct rustique.

\* LE COEUR VIOLE, d'Henry Bouvier. Albin Michel, 228 p., 38 F.  
\* QUI DITES-VOUS QUE JE SUIS ?, de Roger Garancier. Le Seuil, 150 p., 36 F.

# histoires n°3 d'elles

est paru  
Politique

Quotidien

Femmes de ménage belges en  
autogestion  
Des femmes parlent de l'exil  
Le viol en questions

Portrait - Rêve - Théâtre -  
Récit Bande dessinée

Mensuel En vente dans les kiosques et librairies  
feministe 11 rue Boulard, Paris 75014

Une érudition, une culture,  
une virtuosité sans égalles

PAUL MORELLE (Le Monde)

YANN  
GAILLARD  
GLOIRE  
DES MORTS  
ILLUSTRES  
JOURNAL

LN MAURICE  
NADEAU  
LES LETTRES  
NOUVELLES

SUSPENSE



CATHERINE  
ARLEY

LA BANQUE DES MORTS  
BETE A EN MOURIR

eurédf

2 bis, rue de la Baume  
75008 PARIS - 2561480

ssr  
OUR CATALOGUE GRATUIT

LE  
BONHEUR  
EN SOUFFRANCE  
de  
MOUNA RAPHAEL

Ed. La Pensée Universelle  
37,50 F. T.T.C.

L'ENCADREMENT :  
UN ART DÉLICAT

Avec un peu de patience, beaucoup de goût, une bonne technique et suffisamment de minutie, néanmoins, vous pouvez réaliser vos propres encadrements. Dans le cas contraire, consultez plutôt le Centre de l'Encadrement, 34, rue Jean-Baptiste, 92e, 92007 Paris.

Les artisans encadreurs du Centre réalisent amoureusement tous leurs œuvres, en 48 heures, s'il s'agit, par exemple, d'un tableau contemporain peinture, litogra, gravure, etc.

Maintenant, si vous voulez encadrer vous-mêmes, le Centre de l'Encadrement vous offre toutes les fournitures et conseils.

## histoire

## MARX VU D'ANGLETERRE

• Eric Hobsbawm réinterprète l'histoire du premier capitalisme.

**D**ES quatre monographies marxistes britanniques, Eric Hobsbawm est de loin le plus cosmopolite. Rodney Hilton, spécialiste de l'époque médiévale, Christopher Hill, analyste de la révolution anglaise du dix-septième siècle, et E. P. Thompson, observateur de la première classe ouvrière des années 1790 à 1830, s'efforcent de démontrer la tendance à la pauperisation des masses ouvrières, le niveau de vie des travailleurs britanniques commence à s'élever, le premier capitalisme anzore son humeur coloniale de la Russie.

Hobsbawm, étonnant polyglotte, n'a jamais travaillé qu'à l'échelle de l'Europe ou du monde. D'abord historien des primitifs de la révolution — paysans sud-américains, ouvriers « huddles » et briseurs de machines, « bandits sociaux », de Robin des Bois à Mandrin, — il faitache maintenant à l'histoire générale de l'époque contemporaine. L'Ere du capitalisme (1848-1875) fait suite à un premier volume sur l'Ere des révolutions (Fayard, 1969), qui couvre la période 1789-1848. Ce livre élégant et précis nous apporte une synthèse à l'échelle internationale de l'économie aux sciences, de la structure sociale aux attitudes sexuelles.

L'ère du capital est celle de quelques percées technologiques décisives (télégraphe, chemin de fer, machine à vapeur) dont l'application assure en quelques décennies l'unification économique du monde et entraîne les déséquilibres qui résultent de la mise en contact de sphères culturelles différentes. Comme Marx, comme Jules Verne et tous les hommes de leur temps, Hobsbawm sent et fait sentir la dimension épique et romantique de ce grand bouleversement du monde occidental. Le tisser père, qui contracte brutallement l'espace et le temps, ouvre les structures mentales et sociales beaucoup plus sûrement que les performances aéronautiques actuelles.

## édition

## Les nouvelles tribulations de Kierkegaard

• Il reste à assurer la traduction et la publication de dix volumes.

**Q**UI est-il et que dit-il, Kierkegaard, ce pantin déniché à des caricatures de l'époque, cet archANGE au regard profond des portraits, ce vaniteux qui se compare à Pascal, ce docteur en théologie qui ne fut jamais pasteur, ce philosophe qui se défend de l'être, ce dialecticien dans l'œuvre jaillit d'un « irrésistible besoin intérieur », ce philosophe, témoin de la foi, ce rou qui rompt des fiancailles avec la femme qui l'aimait et qu'il alma toute sa vie, et original qui cultiva une réputation de libertin et de fainéant et qui mourut à quarante-deux ans, ayant publié ou écrit plus de vingt volumes et laissant plusieurs de notes pour en remplir vingt autres, ce cynique, enfin, qui a parlé de Dieu comme le plus grand des mystiques ?

Danois né en 1813, il publia parallèlement des ouvrages plus proprement philosophiques sous pseudonyme et des méditations religieuses sous son propre nom.

Un an avant sa mort, il se lance dans une lutte ouverte contre l'Eglise luthérienne danoise. Dans une mise en accusation de violence brutale, il se consuma littéralement. Un trent et unième article était rédigé lorsqu'il s'écroula un jour dans la rue. On le transporta à l'hôpital ; ainsi mourut, le 11 novembre 1855, celui qui, en posant les bases du « devenir de l'homme » dans son rapport à Dieu, allait devenir le père de tous les existentialismes.

Son œuvre est-elle actuelle ? Si elle nous dit que la vie nous « change en nous-mêmes » et que « l'unique façon sérieuse de comprendre quelque chose est de devenir soi-même ce que l'on comprend », si elle dénonce un christianisme « falsifié et bon marché » elle dit aussi que « c'est le rapport avec Dieu qui fait de l'homme un homme », et que ce rapport ne peut exister qu'entre Dieu et un individu : il

s'agit d'abord de devenir soi-même. Nous choisissons notre moi, nous le conquérons. Enfin nous le recevons au prix de la souffrance. Son œuvre proclame avec passion l'importance primordiale de l'individu, en opposition au nombre, à la foule ; dans sa nécessité et sa liberté ; avec sa conscience individuelle, sa volonté, sa pleine responsabilité.

Hobsbawm nous convie à une nouvelle et stimulante lecture de Marx, fondamentalement différente de celle que proposait Louis Althusser, par exemple.

Elle est historique plus que philosophique. La relecture de Marx dans son temps est un exercice passionnant, probablement plus enrichissant que l'exégèse des textes sacrés du marxisme, exercice scolaire auquel n'a contribué nos philologues de l'histoire.

au moment où le parti com-

uniste britannique est plus proche que jamais de son état zéro, il restera à expliquer l'extraordinaire popularité actuelle du marxisme en Grande-Bretagne, dont le représentant historique est nettement plus ignoble que leurs homologues français, contrairement à un préjugé solidement ancré !

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

« Imag » une histoire unique, officielle et marxiste publiée en France par le « Livre de poche ! Le Royaume-Uni avait rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-mêmes en 1977.

Il reconnaît aussi puisque Christopher Hill et Eric Hobsbawm ont rédigé la partie finale de la *Political Economic History of Britain* « duite en français » par eux-m

## lettres étrangères

## Bonzes contre bisons

• Ana Vasques métamorphose le coup d'Etat chilien en roman.

Cette rescapée chilienne, qui enseigne la psychologie à l'université de Caen, trouve après le coup d'Etat, refuge dans une ambassade de Santiago. Pendant des mois, elle vit à côté avec des militants ainsi que des réfugiés, hommes et femmes, des couches sociales les plus diverses. Tous assombris par l'angoisse du futur, vacins, démanœuvres dans le passé, avait connu une histoire différente : celle-ci était bien présente dans sa façon de parler, de réagir. C'est dans cet espace que s'embranche le présent récit. Pourquoi A. Vasques n'aurait-elle pas transformé le fictif de cette coexistence fictive dans un roman de science-fiction ? En donnant forme au théâtre de la banalité quotidienne ne pouvait-elle pas dénoncer la caméléon des scénarios logiques, auxquels on réduit la complexité des événements ?

Représenter à son compte et avec humour les règles les plus usées du déterminisme historique, l'autre feint de croire à la lutte du bon et du mauvais : à l'intérieur de l'ambassade — le dépotoir des bisons se trouvent confrontés aux bonzes : en réalité, il s'agit des symbolisations fortes et romanesques des attitudes différentes devant la défense. Sans « être consulté », dit-elle, les bisons se tournent tel, plaisamment sans arrêt, étaient toujours prêts pour « amporter quel travail ennuyeux et pénible. Ils parlaient à tous les réfugiés. Les bonzes, en revanche, n'étaient en commun que le fait d'avoir occupé des postes de direction importants sous le gouvernement d'Allende ». Mais cet affrontement n'est que le prétexte d'un jeu nuancé et subtil.

MARIA LETIZIA CRAVETTO.

\* LES BISONS, LES BONZES ET LE DÉPOTOIR, d'A. Vasques et LE DÉPOTOIR, d'A. Vasques et TRADUIT DE L'ESPAGNOL PAR D. KALER ET J.-P. Cortada. Bordeaux : Les Editions Féripop, 1977, 185 p. 75 F.

## Kafka, témoin d'une civilisation en déclin

(Suite de la page 15.)

Trente ans plus tard, Janouch publie, en allemand, une partie des notes prises lors des libaneries avec celui qui allait devenir son maître à penser. Clara Malraux en donne aussitôt la traduction en français (2).

Voici aujourd'hui, présentées d'une manière passionnante par Bernard Lortholary, qui respecte le dévoué ingénier et la naïveté du jeune homme, la totalité de ces notes. Texte important qui examine les opinions esthétiques et éthiques d'un auteur aux multiples racines, dont l'œuvre est, comme nous autre, embrasée dans son temps.

Prague des années 20 : la première république tchécoslovaque de Masaryk remplace en Bohême, en Moravie et en Slovaquie, l'empire bipolaire défunt. Jusqu'à que Vienne, l'ancienne métropole, agonise, étouffée par l'inflation et par le chômage, et que Budapest oscille entre les soviets et Horthy, à Prague, devienne capitale d'un pays démocratique et prospère, la vie artistique et intellectuelle connaît un regain frénétique. Le style des romanciers et des poètes de langue allemande, les Rilke, les Werfel, les Meyrink (en réalité plus Prague qu'Autrichiens), est le style de cette ville de magie baptisée d'alchimistes, de savants

(2) Gustav Janouch, Kafka n'a dit, Almann-Lévy, 1982.

et de bureaucrates tatillons. De cette débauche baroque et expressionniste, ces débordements dont la virtuosité raffinée et les métaphores sophistiquées annoncent déjà la décadence. Franz Kafka s'est tenu à l'écart. La diversité de ses appartenances, ses lettres à Milena en sont le reflet, renforce sa solitude et agrave, soit aliénation. Il tente de les dépasser par une écriture empreinte d'humour juif, mais d'un classicisme rigoureux.

Il refuse les expériences modernistes, il a le dadascne en horreur. Ses sympathies littéraires vont vers Kleist : « Kleist n'est pas un jongleur ni un amateur public... sa langue en est limpide... vous n'y trouvez pas de flouritures, pas de prétentions... » Aussi trouve-t-il parfois sa ville surchargée : Prague, « fond ruine de l'océan du temps, recouvert de roches éboulées qui sont des passions et des rêves refroidis... C'est intéressant, mais à la longue on éclate... »

## Des accents prophétiques

En 1920, Kafka est âgé de trente-sept ans. Il lui reste quarante années à vivre entre Prague, les pensions de famille en montagne et Berlin. C'est alors qu'il

## Le « crime » de Marie-Rose

## • Le malheur d'être Libanaise.

La déchirure du ciel — violé aujourd'hui encore témoigne de la décence qui s'était emparée de Beyrouth lors d'un printemps malheureux. Blesse dans son corps, morte dans sa mémoire, humiliée par le feu, la capitale libanaise accueillait depuis longtemps des réserves de haine, de violence et de malentendus. Son ventre avait tout ramassé : l'illusion et l'arrogance, la barbarie sophistiquée sous la mort, l'argent et l'apparence. Le jour où Beyrouth devint un chantier à des tueries étaient lâchés sur fond cosmique, personnes ne sétonnaient pas même les enfants sourds-muets, les élèves de Marie-Rose. Au contraire, aucune brutalité ne l'eût été épargnée.

## Si elle avait été musulmane...

Marie-Rose avait trente-cinq ans. Balla et servie. Son crime durant la guerre civile fut le courage de ne pas penser ni agir comme une grande partie de sa communauté : chrétienne, elle était passée au camp des musulmans ; Libanaise, elle était passée au camp des Palestiniens : femme arabe, elle était mêlée de politique, chasse gardée de l'homme. Inadmissible. Haute trahison. Beaucoup trop pour des Libanais « chrétiens et modernisés » qui se réclament de l'Occident et de l'efficacité de l'ordre européen.

Marie-Rose est enlevée par quatre miliciens qui ont « réduit aux vies et de mort ». Si elle avait été musulmane, ils l'auraient abattue

sans dire un mot. Pour eux, elle s'est gâtée. Ils vont essayer de la rendre dans le droit, dans la vérité du camp chrétien qui lutte pour la « justice », celle qui consiste à expulser du Liban les Palestiniens et les autres Arabes musulmans. Marie-Rose inverse le rapport. Elle leur renvoie leur procès. C'est elle qui les accuse. Par mité. Ils veulent la sauver. On lui propose de l'échanger contre des Palestiniens. Elle refuse le marchandise et affrontera la torture et la mort.

Au moment où elle chavirait dans le néant entre les mains de ceux qui ont « perverti la charité au cœur de la race », les enfants sourds-muets sortiront de l'obscurité éternelle et danseront sur la terre martelée par les bombes.

TAHAR BEN JELLOUN.

\* MARIÉ ROSE, d'Etel Adnan, éd. Des Femmes, 116 p. 25 F.

## EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

le nouveau livre du professeur Jean Bernard  
de l'Académie française  
**l'Espérance**  
ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur,  
le cancer, le rêve,  
par un grand savant  
qui s'adresse  
au public  
le plus vaste



Buchet/chastel

## deux livres fondamentaux sur un sujet controversé

Ces deux livres se réclament des acquisitions les plus récentes de la psychologie scientifique et de la génétique. Ils s'appuient sur toute une série de travaux et d'enquêtes originales, dont le lecteur français n'avait pas connaissance, à moins d'être lui-même un spécialiste.

« Le Nouvel Observateur »

Albert Jacquard

« La Recherche »



286 pages - 49 francs

376 pages - 66 francs

Vigoureux, souvent amusant, refusant de sombrer dans une technicité rébarbative, voilà un texte à la portée de tout honnête homme du XXe siècle.

« Le Monde de l'Education »

Livre riche d'enseignements, non seulement pour les psychologues et les sociologues, mais pour tout public cultivé. L'inégalité de l'homme ouvre une fenêtre sur l'avenir humain.

« Le Figaro »

Il y a six mois, il fallait attaquer violemment les « nouveaux philosophes » pour être « zinz ». Actuellement, il faut les défendre... L'extrême mode est aussi de dire : « Avez-vous lu le bouquin du Pr Eysenck ? »

« Le Quotidien du Médecin »

Le Pr Eysenck est un authentique savant que la mouvance censure a porté à son index parce qu'il avait osé dire que, si tous les hommes sont égaux devant la loi et devant Dieu, ils sont d'une intelligence inférieure et que cette différence est d'origine génétique... Si les autorités voulaient en tenir compte — qu'elles soient politiques ou syndicales, chargées de la Justice, de l'Enseignement ou de la Santé — notre société pourrait être meilleure...

« Cahiers de la Société de Criminologie Moderne »

11 RUE SAINTE-FÉLICITÉ, 75015 PARIS.

Editions Copernic

DIFFUSION HACHETTE

Aussi accessible que l'ouvrage d'Eysenck... Jean Pierre Hébert vise à l'exhaustivité. Il annonce mille références et tient en effet son pari. Les citations, les renvois, les analyses statistiques s'accumulent. Les thèses sont discutées à coups d'arguments numérotés.

« Le Monde de l'Education »

Race et intelligence constituent un excellent manuel qui devrait être lu par tous les étudiants et les enseignants d'anthropologie, de psychologie et des sciences humaines et sociales en général.

Georges Heuse,

secrétaire général de l'Institut International de Biologie Humaine (Hôpital Cochin)

Le parti intellectuel avait jusqu'à maintenant préféré la censure à la polémique. Cet étrange mutisme, les auteurs de Race et Intelligence ont voulu le rompre en réunissant tous les éléments du dossier... Ils font le point sur l'un des problèmes les plus controversés de ce temps.

« Le Caducée »

PRIX DES DEUX MAGOTS  
l'été meurtrier  
Sébastien Japrisot  
"un plaisir immense..."  
Michel Déon / Le Journal du Dimanche

denoël 80.000 ex.





### « DONNER LE JOUR »

Projection en avant-première du film de Pierre Desgranges et à table ronde à destination aux médecins et professions de la santé

SALLE PLEYEL  
Jeudi 9 février à 20 h. 45

Tous les participants qui, par suite des grèves postales, n'auront pas reçu leurs billets, sont priés de se présenter à partir de 20 heures au contrôle où leurs billets leur seront remis.

### LE CALENDRIER DES CONCERTS

CHAPELLE ROYALE SAINT-FRANÇOIS SERVITE  
Dimanche 12 février à 16 heures  
LILY LASKINE et l'Orchestre de la Fondation Cziffra  
P. G. Dandurand, Dir. Vilmaïda, Rens. et loc. 15/44-53-39-99

## SPECTACLES

### théâtres

#### Les salles subventionnées

En raison d'une grève de leurs employés techniques et administratifs, les théâtres nationaux seront fermés ce jeudi 9 février. (Voir nos informations.)

Centre Pompidou, 20 h. 30 : Fantastique Miss Madonna.

#### Les salles municipales

Nouveau Carré, 22 h. 30 : le Dernier Eden.

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Henrik Ibsen, Jacky Parisy.

Ateliers, 21 h. : la Moustache, Athénée, 21 h. : l'Algérie à deux têtes.

Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Ubu.

Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le Petit-Pépin du chef.

Carrefour Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield.

Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Don Juan.

Comédie du XXe, 20 h. 30 : Penalty.

Centre culturel suédois, 20 h. 30 : Nonne.

Charlie Mao Death : Amour maternel.

Comédie Hindoua, 21 h. : Augustine Clément Internationale, la Galerie.

20 h. 30 : la Comtesse d'Escarbagnas et les Femmes savantes.

Comédie, 21 h. : Britannicus.

Grande salle, 21 h. : les Plaques à New-York.

Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipia.

Espace Cardin, 20 h. 30 : Cripure.

Futurama, 21 h. : le Roi des coqs.

Gatti-Montparnasse, 21 h. : Elles.

Steiff, Poumme, Jax et Vivi.

Galerie, 21 h. : Colette Renard.

Gymnase, 21 h. : Coluche.

La Huchette, 21 h. : Turandot.

Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Legon.

Il Teatrino, 20 h. 30 : Louise la la.

Le Lascurnaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : les Eaux et les Forêts.

Le Studio-Théâtre, 20 h. 30 : Si t'es beau.

Le Studio-Théâtre, 20 h. 45 : Stéphane.

Le Studio-Théâtre, 21 h. : la Moustache.

Athènes, 21 h. : l'Algérie à deux têtes.

Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le Petit-Pépin du chef.

Carrefour Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : les Ecrits de Laura.

Edouard VII, 21 h. : avec le prof X.

Théâtre rouge, 20 h. 30 : Bolte Mao bolte et Zoo Story.

Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.

Montparnasse, 21 h. : la Ville dont la place est un enfant.

Michel, 20 h. 30 : Lundil la tête.

Michel, 20 h. 30 : les Russes.

Montparnasse, 21 h. : Trois îles pour Montparnasse.

Penit, 20 h. 30 : le Fou et la Nonne.

Orsay, grande salle, 20 h. 30 : l'Eden Cinema.

Orsay, grande salle, 20 h. 30 : les Jeannies.

Palais des arts, 20 h. 30 : Rufus.

Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux Oiseaux.

Plaisance, 20 h. 45 : Adieu Perrine.

Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'orchidées pour Miss Blandish.

Renaissance, 21 h. : Cuarteto Cedron.

Studio des Champs-Élysées, 21 h. 15 :

les Demi-Lunes.

Studio-Théâtre, 20 h. 30 : Eco et Fujio.

Théâtre à Campagne-Première, 1 h. : avec le Professeur.

Théâtre à l'Orée des marronniers.

Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Sylvie Joy.

Théâtre du Rond, 21 h. : Marie Octobre.

Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tueur sans gars.

Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 : Chanson grise ; 20 h. 45 : Gotcha.

Théâtre Moulin Rouge, 20 h. 30 : la Pénélope.

Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : le Roi et le Rêve d'Akane.

Théâtre Molière, 20 h. 30 : la Ménagerie de verre.

Théâtre Ruthless, 20 h. 45 : l'Honneur perdu de Katharine Blum.

Théâtre Saint-Nédré, 20 h. 30 : Cendrillon.

Théâtre 12, 21 h. 45 : Barouf à Chloéga.

Tristan-Bernard, 21 h. : Ol' Poppina.

Variétés, 20 h. 30 : Fête de Broadway.

Versailles, Théâtre D-Sorano, 21 h. : Roudou et Juliette.

**Les chansonniers**

#### Caveau de la République, 21 h. : César, on actualise.

Doux-Axes, 21 h. : Aux Ames citoyennes.

Dix-Heures, 22 h. : Mars ou crève.

**Les théâtres de banlieue**

Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 21 h. : Quatre à quatre.

Corbeil, G.C. Picasso, 20 h. 30 : Joss Pau Verder.

Bures-sur-Yvette, M. J. C., 21 h. : La Célestine.

Chelles, C. C., 20 h. 30 : la Crucifixion.

Colombes, M. J. C., 20 h. 30 : Walter Nickels.

Courbevoie, Marlon pour tous, 21 h. : Cour Steck, rock.

Nanterre, Théâtre des Amandiers, 21 h. : Les gros dirigeables sont en voie de disparition.

Paris, 21 h. : Par-delà les marronniers.

Saint-Cloud, hôtel de ville, 21 h. : A.-M. Miranda et M. Gelot (Baldard).

Saint-Denis, Purcell, Hesmond, Debussy, Faure, Villa-Lobos, Edouard.

Saint-Ouen, Théâtre Girard-Philippe, 20 h. 30 : le Petit Mahagonny.

Suresnes, Théâtre J-Vilar, 21 h. : Versailles, Théâtre Montansier, 21 h. : Orchestre de chambre de Versailles (Mozart).

Versailles, Théâtre D-Sorano, 21 h. : Roudou et Juliette.

#### Les concerts

Le Lascurnaire, 19 h. : A. Flamer, M. Ballay et M. Schurmann (Haydn).

Bethonvilliers, Brahms, 20 h. 30 : Tchaïkovski.

Théâtre à Campagne-Première, 20 h. 30 : Saint-Cloud, hôtel de ville, 21 h. : Cendrillon.

Théâtre à l'Orée des marronniers, 20 h. 45 : Michel, 20 h. 30 : l'Amphictio.

Variétés, 20 h. 30 : Fête de Broadway.

#### Les cafés-théâtres

An Bee

Boîte

le

boîte

## SPECTACLES

### cinémas

(\*) Films interdits aux moins de treize ans. (\*\*) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

#### La Cinémathèque

CHAUDET, 15 h. : L'Aurore, de P.W. Morganian, 15 h. : les Rêves d'Amélie, de N. Bataille, 15 h. 30 et 22 h. 30 : Regards sur le jeune cinéma français (20 h. 30) : le Jeune d'Amélie, de D. Duval; 22 h. 30 : le Soldat Lafourde de G. Caviglia.

#### Les exclusivités

L'AMÉRICAIN (All. v.o.) (\*\*) :

SECRET OF THE SYSTEM (U.S.A.) (v.o.) :

LA BOUCHE (U.S.A.) (v.o.) :

LA CHUTE (U.S.A.) (v.o.) :

LA CHUTE (U.S.A.) (v.o.) :

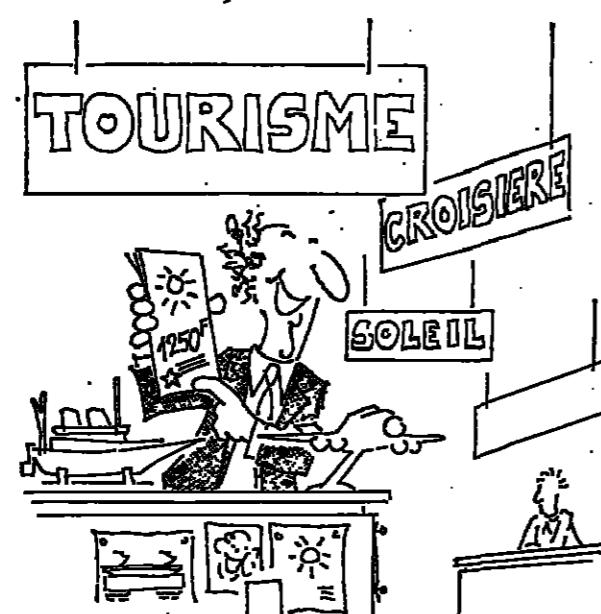
LA CHUTE (U.S.A.) (v.o.) :

ANGELA DAVIS, L'ENCHAÎNEMENT (Fr.) : Quintette, 5<sup>e</sup> (20 h. 30-21 h. 45) ; la Cité, 6<sup>e</sup> (20 h. 30-21 h. 45).

L'ARGENTINA (U.S.A.) (v.o.) :

LA VILLE (U.S.A.) (v.o.) :

## LA TROISIÈME SEMAINE MONDIALE DU TOURISME



### LE CONGRÈS S'AMUSE

Comme à l'accoutumée, diverses représentations folkloriques se dérouleront conjointement à l'exposition proprement dite. Chanteurs, danseurs, musiciens des quatre coins du monde se succéderont sur le podium.

D'autre part, un festival du film touristique permettra d'appréhender de récentes productions françaises et étrangères.

Ces différentes manifestations auront pour cadre la Salle Bleue, au niveau 3.

ALGERIE : Théâtre national algérien.  
AUTRICHE : Musiciens, danseurs, chanteurs.  
BRESIL : Musiciens, danseurs, chanteurs.  
COTE-D'IVOIRE : Danseurs, musiciens.  
DOM-TOM : Groupes folkloriques antillais et haïtiens.  
ESPAGNE : Groupes folkloriques des Canaries, de la Costa Brava, chanteurs et musiciens.  
GRANDE-BRETAGNE : Groupes folkloriques écossais, danseurs, musiciens.

sociétés et spectacle music-hall (fin 1978).

GREECE : Groupe folklorique.

MEXIQUE : Musiciens et danseurs.

POITOU - CHARENTES - VENDEE : Musique du Poitou : Musiciens et danseurs.

U.R.S.S. : Musiciens, danseurs, chanteurs.

U.S.A. : Orchestre de jazz Dixieland, du 10 au 15. Groupes danseurs hawaïiens.

YUGOSLAVIE : Musiciens, danseurs.

**L**a première fois, c'était il y a deux ans, beaucoup n'y croyaient pas, il faut en convenir. Pour les professionnels, c'était des frais importants, bien des bracs avec, au bout, le risque de faire chou blanc. Pour le public, cela pouvait être « une foire de plus », un salon « comme les autres », avec ticket d'entrée, prospectus, francfort-frites et loulous. Rendons hommage à ceux, quel que soit le côté du stand où ils se sont fausés, marchands ou acheteurs, qui ont fait confiance à l'idée. Nous savons, maintenant qu'ils ont eu raison. Et que cette semaine mondiale du tourisme est naturellement devenue l'événement annuel dont on aurait du mal à se passer.

Les chiffres parlent : cette année, soixante-treize tours-opérateurs et agences de voyages (contre soixante-huit l'an dernier) y planteront leur fanion à deux pas des cinquante offices de tourisme étrangers qui mettent un point d'honneur à ce que leurs montagnes, leurs lacs, leurs forêts, leurs océans, leurs déserts, leurs villes et leurs trésors soient présentés. Vingt et un comités régionaux du tourisme vanteront nos provinces, nos bourses et nos campagnes. Neuf chaînes hôtelières (il n'en avait que cinq en 1977), dix-sept compagnies de transport, sept d'édition, trois de locations de voitures, plus quelques « divers » compléteront cette brillante participation. Un dernier chiffre,

enfin, le plus intéressant peut-être : les 45 000 visiteurs de 1976 étaient déjà 75 000 l'année suivante.

Que les vacances — et, dans bien des cas, le voyage proprement dit — soient devenues « un besoin » dont les Français, dorénavant, entendent bien ne plus vouloir se passer, c'est l'évidence. Les statistiques le démontrent : selon de très récentes études du secrétariat d'Etat au tourisme, près de 11 millions de personnes auront pris des vacances entre le 1<sup>er</sup> octobre 1977 et le 30 avril 1978. Traduites en « séjours », ces données deviennent 13,8 millions d'unites, dont 88,5 % auront l'Hexagone pour cadre, 1,6 million l'étranger.

### UNE INDUSTRIE S'INTERROGE

#### Les Européens : le chômage tuera-t-il le voyage ?

**L**a Commission européenne de tourisme (CET), qui regroupe les organisations nationales de tourisme de vingt-cinq pays (1), a récemment organisé une conférence, à Zurich, afin d'analyser les perspectives touristiques en Europe au cours des années 80. Ce colloque a réuni des représentants des administrations et des offices du tourisme, mais aussi des hôteliers, des transporteurs et des agents de voyages.

Officiellement, il s'agissait pour la CET de trouver « les bases d'une politique d'action qui pourra être adoptée par l'industrie touristique européenne ». Car « les dix prochaines années seront d'une importance vitale. Afin d'obtenir de meilleurs résultats, il convient d'avoir des idées claires et cohérentes sur les orientations de l'industrie touristique ».

Les résultats n'ont pas été à la

hauteur des intentions. La résolution finale le prouve, puisque la CET est d'abord tombée d'accord pour déclarer que « le liaison technique entre les divers secteurs commerciaux du tourisme, de même qu'entre ces secteurs et les autorités touristiques, doit être améliorée ».

Ce qui veut dire, en clair, que chaque profession du tourisme continue à faire bande à part. On l'a bien vu au cours des interventions. Le représentant de l'Association du transport aérien

international (IATA) a plaidé pour les compagnies aériennes régionales et pour leur fiabilité. La porte-parole de l'ATA (International Air Carrier Association), lui, a vanté les mérites des charters et de leurs prix modiques. M. Jean-Claude Murat, président du Syndicat français des agents de voyages (SNAV), et un tour-opérateur suisse ont souligné les revendications de leur profession, par exemple face aux hôteliers. Ceux-ci ont, à leur tour, exprimé leurs doléances.

Prévisions et de la conjoncture économique agitée, l'ATA a recommandé à la CET de financer une « véritable » étude qui permettrait de mieux comprendre l'état de santé du tourisme européen, dont M. Lauriac (ITA) a rappelé que « la maladie était réelle, même si ses symptômes étaient peu apparents ».

Le colloque s'est retrouvé dans les remarques faites par M. Arthur Hauot, commissaire général du tourisme belge, qui a exprimé son inquiétude devant la montée des crises. Le chômage tuerait-il le tourisme ? « Nous pensons que les gens ont d'autant plus envie de voyager qu'ils ont plus d'ennuis », a paradoxalement conclu M. Hauot.

Les Européens se tournent vers la solution proposée par M. J. R. Thomson (Economic Research Associates) pour lequel l'Europe va évoluer comme les États-Unis ? Ce qui signifierait que les vacanciers demandent, de ce côté de l'atlantique, des Disneyworlds et des Disneylands où se divertir sans trop d'effort.

Ou bien sait-il que les professionnels se soucient du marché japonais fort de deux millions de clients et en croissance de + 6 à + 12 % par an ? Ce qui supposerait que les agents de voyages et les transporteurs européens traduisent en langue nippon leurs prospectus et leurs tarifs...

Perplexes, les membres de la Commission européenne du tourisme ont décidé dans la résolution finale le principe d'une étude « en profondeur ».

ALAIN FAJAS.

(1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, République fédérative d'Allemagne, Suisse, Turquie, Yougoslavie.

#### 751 avions d'ici dix ans

L'industrie touristique européenne aborde dans le désordre les années 1980. Peut-être sait-elle, malgré tout, la direction à prendre ? Même pas. La CET avait chargé l'Institut du transport aérien (ITA) de Paris d'entreprendre une étude pilote. Malheureusement, les contraintes budgétaires ont amené l'ITA à se contenter d'une compilation de chiffres et de documents fournis par les organismes officiels et les sociétés (IATA, Boeing, Lockheed, O.C.D.E., British Airways, etc.)

Tout le monde s'accorde à prévoir une croissance du tourisme. Les compagnies aériennes européennes envisagent d'acquérir au cours des dix prochaines années 751 avions pour faire face à la demande. L'Australian Institute of Economic Research fixe à 4,4 % le taux moyen de croissance annuelle des nutées des visiteurs étrangers dans neuf pays récepteurs européens.

En raison des modifications importantes qui affectent la demande de vacances, mais également à cause des lacunes des

#### Croisières en Méditerranée.

A bord du "Daphné", véritable palace de la mer, découvrez la Méditerranée comme jamais vous ne l'avez vue, avec l'itinéraire de 14 jours le plus intéressant qui puisse être proposé cette année : Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Haifa, Kusadasi, Istanbul, Le Pirée, Capri. Tout à bord est prévu pour votre confort : cabines spacieuses, gastronomie, piscines, sports, spectacles, danse.

Départs du 25 mars au 4 novembre.

Prix de 3920 F à 12460 F.

**flotta lauro**

**CIT**  
5, bd des Capucines 75002 Paris  
tél. : 266.46.50  
ou toutes agences de voyages

Je désire recevoir votre documentation "Flotta Lauro".  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

#### OU, QUAND COMMENT ?

Heures d'ouverture : de 11 h. à 20 h. tous les jours, du 10 au 19 février sans interruption. Nocturne les 10 et 17 février jusqu'à 22 heures.

Prix d'entrée : 10 francs.

Parking : 1 500 voitures. Porte Maillot, Centre International de Paris.

Métro : ligne n° 1, Porte Maillot.

Autobus : 73, 43, 82, P.C. Porte Maillot, Palais des Congrès.

#### 10-19 Fév.

#### PALAIS DES

De 11 h à 20 h.

#### Nocturnes :

après 22 h.

le vendredi 10-11-12-13-14-15-16-17-18-19 Fév.

le vendredi 10 Fév.

</

## DU TOURISME ET DES VOYAGES

Selon les mêmes sources, les 12,3 millions de séjours d'hiver pris en France se répartissent de la façon suivante, où la campagne occupe la part du lion avec 4 400 000 points ; la montagne suit de près avec 4 200 000, dont 3 450 000 aux sports d'hiver ; viennent la mer (1 950 000), les villes (1 500 000) et les circuits (250 000).

En 1972-1973, 1 600 000 Français seulement prennent des vacances d'hiver à la neige. En 1974-1975, ils étaient 2 250 000, et 2 550 000 en 1976-1977. D'autre part, on a chiffré l'accroissement des congés par catégories socio-professionnelles depuis 1970 : les agriculteurs forment le peloton de tête avec + 225 %. Les employés suivent avec un

mieux de 127 %, puis les ouvriers (+ 122 %), les cadres moyens (+ 50 %), les professions libérales et cadres supérieurs (+ 36 %), les patrons de l'industrie et du commerce fermant la marche avec + 26 %. A noter encore, 44 % des amateurs de sports d'hiver sont âgés de moins de vingt ans, 60 % de moins de trente ans. Quant aux séniors qui passent nos frontières pour tâter notre neige, ils seront quelque 185 000 Allemands, 100 000 Belges, 35 000 Britanniques, 25 000 Néerlandais et 20 000 Suisses, sans compter les 40 000 étrangers représentant ensemble d'autres nationalités minoritaires.

Le 10 ar 19 février, le Centre international de Paris, à la porte Maillot, deviendra

donc le grand rendez-vous de tous ceux, amateurs de croisières, de voys long-courriers, de soleils exotiques, d'îles (presque) désertes, de ruines antiques ou, tout simplement, de vacances dans un village de Lozère, d'Alsace ou de Bretagne, pour qui il est devenu maintenant tout naturel de s'en remettre à des professionnels confirmés dont c'est le métier de faire nos rêves en réalité — autant que faire se peut.

Nul doute qu'on se pressera devant les stands — près de deux cent cinquante exposants au total — et que, désormais, les vacances commencent en février.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

### Les Américains : la fin de la guerre des prix ?

**H**ERMAN KAHN, le futurologue de l'Hudson Institute, prédit que le tourisme sera avant la fin du siècle l'industrie la plus importante du monde. L'American Society for Travel Agents (société américaine des agents de voyages, ou ASTA) vient de révéler que, en 1976, 360 milliards de dollars ont été dépensés pour le tourisme alors que « seulement » 30 milliards ont été dépensés en armes. Le tourisme a connu cette année-là un essor sans précédent et représente 5 % du produit brut mondial. En 1976, les Etats-Unis ont dépensé 98 milliards de dollars en équipements militaires et 120 milliards pour le tourisme. En 1976, 219 millions de voyageurs internationaux ont dépensé 40 milliards de dollars et en 1977, selon les estimations d'ASTA, les voyageurs internationaux ont dépensé 57 environ. D'autre part, les prévisions pour 1978 sont généralement optimistes.

Tous facteurs qui ont contribué à l'épanouissement du tourisme mondial sont, toujours selon ASTA, dans l'ordre : l'amélioration de la situation économique aux Etats-Unis (un tiers du tourisme international est américain) ; le fait que le nombre de personnes qui possèdent des automobiles dans le monde est en hausse constante (6 % par an) ; l'augmentation du niveau de l'éducation à l'échelle planétaire,

la curiosité et le désir de voyage qui en résultent, la baisse des prix des voyages aériens et en particulier l'explosion des charters en 1977.

En 1977, les compagnies aériennes ont transporté 503 millions de passagers (vols intérieurs et internationaux), contre 475 millions en 1976. Le nombre de passagers qui ont emprunté les lignes régulières a augmenté en 1977, mais le nombre de passagers sur des vols charters a effectué un véritable saut quantitatif : en juin 1977, 42,6 % des Américains qui se rendaient en Europe empruntaient des charters. D'une façon générale, les avions qui relient l'Europe aux Etats-Unis ont tourné l'année dernière à 50 % de leur capacité. Selon ASTA, les chiffres d'affaires concernant toutes les branches du tourisme sont montés en flèche : hôtels, locations de voitures, croisières maritimes, trains, avions, tous accusent des chiffres nettement supérieurs à ceux de 1976.

#### Quérir des subsides

Quelques ombres cependant à ce tableau idyllique. En raison du chômage et de l'inflation, l'essor du tourisme en Europe a été plus lent que celui des Etats-Unis. Le tourisme n'a pas été réparti de façon égale par le

LOUIS WIZNITZER.

#### EN VITRINE ET EN COULISSE

● Les Guides bleus seront présents, pour la première fois à la S.M.T. (3<sup>e</sup> niveau, stand G 38-39). Les visiteurs pourront y consulter la collection complète des titres parus à ce jour et, si tel est leur désir, acquérir sur place ces ouvrages.

● Les chemins de fer européens seront sollicités représentés : outre la S.N.C.F., participeront, en effet, le chemin de fer allemand, les chemins de fer de l'Etat danois et les British Rail.

● Une absence remarquée, celle du Club Méditerranée, qui persiste à boudre la Somme depuis qu'elle existe...

● Toutes nos provinces, régions et départements seront là : Aquitaine, Auvergne, Bouches-du-Rhône, Bourgogne, Cannes, Champagne-Ardenne, Corse, Dauphiné, DOM-TOM, Franche-Comté, Guadeloupe, Hautes-Alpes, Ille-et-Vilaine, Landes-Roussillon, Limousin, Martinique, Midi-Pyrénées, Monaco, Nancy, Nice, Normandie, Nouvelle-Calédonie, Paris, Picardie, Poitou-Charentes-Vendée, Polynésie, Provence, Réunion, Savoie...

● Les grands loueurs d'automobiles, bateaux et caravanes tiendront aussi boutique : Avis, Europcar, Hertz, Locabat, Piafance, Mondoville-Belfort France, Sodiscar et Volé-Voyage.

● Les promoteurs du salon sont des professionnels réunis au sein de l'Association pour la semaine mondiale du tourisme et des voyages.

Il s'agit du Syndicat national des agents de voyages (SNAV) ; de l'Amicale des offices nationaux étrangers de tourisme en France (ADONET) ; de la Fédération française des techniques supérieures du tourisme (F.F.T.S.T.) et des Editions touristiques.

● L'hôtellerie sera représentée par Hôtels Agrépatis, Dar Jarda Hotel (hôtels en Tunisie), Hotel Service Paris-France, la société des Grands Hôtels du Gabon, Maroc Hotel Novotel, Paris Hotel Association, Rank Hotels, Saïf, Samir, Sherton, Syndicat national des chaînes d'hôtels et de restaurants (S.N.C.R.), S.H.T.T. (Société hôtelière et touristique de Tunisie), Turquenese, Trust House Forte Hotels, U.T.H., Utell International.

● Il y aura désormais des « reines » du tourisme, puisque une Miss France du tourisme et une Miss monde du tourisme seront, pour la première fois, élues durant la troisième Semaine mondiale.

● Places à produire : pièce d'identité du mandat (carte d'identité ou passeport) ; le ju-

### PARTIR SANS S'ABSTENIR

A l'occasion de la Semaine mondiale, la question sera souvent posée de savoir comment les clients d'agences de voyages peuvent voter leurs vacances lors des consultations électorales peuvent néanmoins s'acquitter de leur devoir de citoyen. On peut voter par procuration, selon les dispositions prévues par le code électoral. Le détail des modalités d'exercice du droit de vote par procuration est contenu dans la circulaire ministérielle n° 7.228 du 23 janvier 1976, mise à jour en février 1977, et prise en application de la loi n° 73.132 du 31 décembre 1975.

● Qui peut voter par procuration ? Outre les personnes résidant à l'étranger, « les citoyens qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre leurs congés de vacances ».

● Qui peut être désigné comme mandataire ? Une personne choisie par l'électeur et qui doit : joindre à ses droits électoraux être inscrite dans la même commune que son mandant. A Paris, Lyon, Marseille, un mandant inscrit dans un arrondissement peut désigner comme mandataire un électeur inscrit dans un autre arrondissement ; le mandataire ne peut disposer de plus de deux procurations.

● Devoir qui établit les procurations ? Pour les personnes résidant en France : soit le juge du tribunal d'instance, soit un officier de police judiciaire (tous les renseignements nécessaires et la liste des magistrats et officiers de police judiciaire sont affichés dans les mairies). Pour les personnes se trouvant hors de France, l'autorité consulaire dont elles dépendent.

● Pièces à produire : pièce d'identité du mandat (carte d'identité ou passeport) ; le ju-

RENNEMENTS - RÉSERVATIONS  
STAND 3 G 37  
C.I.P. - Porte Maillot  
Du 10 AU 19 FEVRIER  
ou  
Ecrivez à :  
**SODISCAR**  
B.P. 26,  
77104 MEAUX CEDEX  
Tél. : 434-41-18

paris  
new-york  
1500

Départ Paris A-R  
ATHÈNES 700 F  
ALGER 830 F  
TUNIS\* 830 F  
MONTRÉAL 1 500 F  
BOMBAY 2 250 F  
BANGKOK 2 250 F  
Départ Marseille A-R  
DELHI 2 250 F  
Départ Genève aller-retour  
LIMA 2 480 F

\* avec présentation  
A volo VARA  
VOLS A DATES FIXES

**Kenya**  
**3600**  
Circuit 2 semaines  
du 3-3 au 19-3  
du 31-3 au 16-4  
du 16-4 au 23-4

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
TOURAVVENTURE  
66, boulevard Saint-Michel  
75006 PARIS  
Tél. 329.12.14  
34, rue Franklin  
69002 LYON  
Tél. 37.16.47  
13, rue Aumone-Vieille  
13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tél. 26.47.22

Semaine mondiale du tourisme et des voyages  
stand 3 F 29

CAR FERRIES  
**Sealink**  
AÉROGLISSEURS  
**Seaspeed**  
LE PLUS GRAND CHOIX POUR L'ANGLETERRE

AGENT GÉNÉRAL : Sealink/Seaspeed  
4, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. (1) 266.52.14 téléc 650.294

**SNCF**

L'AFRIQUE DU SUD

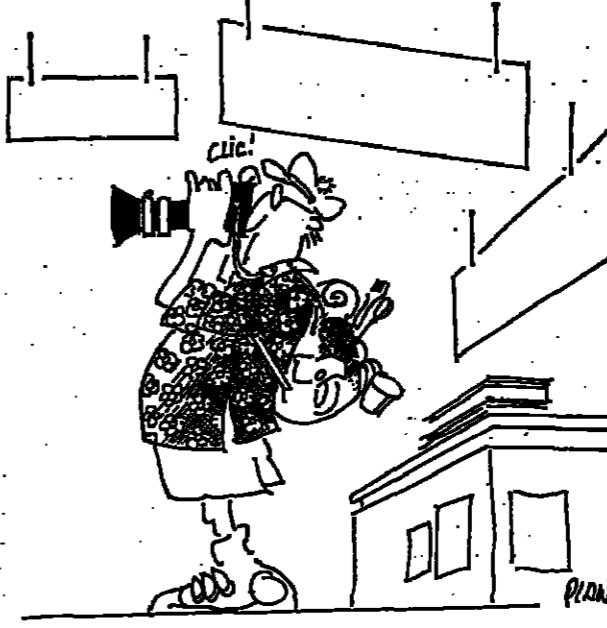
Renseignez-vous sur les possibilités touristiques extraordinaires dans ce pays unique.

L'OFFICE DU TOURISME SUD-AFRICAIN vous attend à la  
III<sup>e</sup> SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES.  
C.I.P. - Porte Maillot,  
du 10 au 19 février 1978.  
STANDS IT 72/73

Rêvez de vacances...  
**la 3<sup>e</sup> SEMAINE MONDIALE  
DU TOURISME ET  
DES VOYAGES**  
vous aidera à les réussir

300 Spécialistes du Tourisme  
Films touristiques · Danses folkloriques ENTRÉE : 10 F

14-15-16 Février (Hôtel Méridien) - FORUM-EXPOSITION sur les CONGRÈS et VOYAGES D'ENTREPRISE



Dessins de PLANTU.

## CARNET

### Noissances

— M. Eric de BAZELLAIRE et Mme Isabelle Desvres, Solenne et Céline, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-enfant, Astrid, le 11 janvier 1978 à Toulon.

— M. et Mme Albert Demarre ont la grande joie de faire part de la naissance de leur cinquième petit-enfant, Quentin.

le 6 février à Djakarta, au foyer de Laurent, AURELIEN et Pascale, née Denner, 57, boulevard Gambetta, 62300 Charleville-Mézières.

Ambassade de France, Djakarta (Indonésie).

— François-Xavier GUFFLET et Anne, née de Somer d'Assancy, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, Alexis, le 10 janvier 1978, 12, rue Mathurin-Régnier, 75015 Paris.

### Le général Roger MIQUEL

Nous apprenons le décès du général de corps d'armée (C.R.) Roger MIQUEL, dont les obsèques sont célébrées ce vendredi 9 février à 10 h, au cimetière d'Albas (Lot).

Le 20 août 1959 à Cahors (LOT), Roger Michel sort de Saint-Cyr dans l'armée blindée et cavalerie, et il est brièvement observateur d'avion, débarquant en 1961 avec le bataillon des Héros-colonial, il est affecté militaire à Tanger et, officier des affaires indigènes, il est en août 1963 à la direction des affaires politiques et culturelles à Casablanca (Colonel en 1965), il commande l'Ecole d'application des troupes de Maroc.

En 1966, avec le grade de général de brigade, il dirige l'armée blindée avant de devenir, en 1968, commandant de la subdivision d'Algérie et des confins algéro-masriens. Promu général de division en 1972, il commande la division et la région de Meknès, et il est nommé, en 1975, général commandant supérieur des troupes de Maroc.

Après le coup et l'opposition de général de corps d'armée, il commande en 1976 la Ve région militaire et la zone de défense n° 2 à Toulouse, dont dépendent, notamment, les écoles et les centres parachutistes de l'armée de l'air à Toulouse. En mai 1978, il est choisi par le général Raoul Salan et les principaux chefs militaires en Algérie pour diriger l'opération « Retour à la raison », c'est-à-dire la menace de débarquement militaire et l'occupation de Paris, qui devaient accompagner le retour aux affaires du général Charles de Gaulle.

Le 20 août 1959, le général Michel est passé en deuxième section (réserve), ayant atteint la limite d'âge de son rang. Au mois de novembre, il est candidat aux élections législatives à Orléans, et il est battu par M. Fouques-Duparc.

Le général Michel était grand-croix de la Légion d'honneur.

— La direction et tous les collaborateurs des Laboratoires P.O.S. ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Maurice BUCHAILLAT, directeur des relations extérieures, survenu le 28 janvier 1978.

L'inhumation a eu lieu à Gordes.

— Mme Roland Dédina, épouse de la famille, a fait la tristesse de faire part du décès de

M. Roland DEDINA, survenu le 4 février 1978.

Les obsèques sont tenues dans la plus stricte intimité.

— Mme Marie-Hélène DEMUND, épouse de M. Christian DEMUND, aérien pilote et aviateur de l'aviation de l'armée, a fait la tristesse de faire part du décès de

M. Christian DEMUND, aviateur à la cour, leur père et fils, survenu à Saint-Cloud dans sa solitaire et unique armoire.

Il meurt également à un lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Saint-Cloud.

— Mme Micheline DUREL, ses filles et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel DUREL, survenu le 6 février à Gournay-sur-Marne.

Un service religieux sera célébré le vendredi 10 février, à 11 heures, en l'église Saint-Bonnet d'Épône.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Épône.

Cette famille tient lieu de faire-part, en hommage de la Résistance,

33460 Gournay-sur-Marne.

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés, il occupe une responsabilité dans des organisations professionnelles : président du Syndicat national des fabricants de spiritueux consommés à l'eau (depuis 1960), trésorier de l'Union des amis des peuples de l'Assemblée et de l'Assemblée permanente du C.N.P.C. (depuis 1969).)

— Nous apprenons la mort de M. Jacques MANGENOT, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 4 février.

M. Jean MANGENOT, son fils, a été admis à l'Hôpital Saint-Louis.

— Mme André PAIZAT,

secrétaire général honoraire du Muséum national d'histoire naturelle,

chanteuse de la Légion d'honneur, aérienne et des sciences académiques,

ricard. Administrateur de plusieurs sociétés,

مكتبة المجلدات

## ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.D.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,18
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	81,00	91,52

ANNONCES SÉLECTIONNÉES	La ligne est.	T.D.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi

GRUPE IMPORTANT SPECIALISE DANS LES SERVICES PUBLICS ROUTIERS recherche pour banlieue Nord et Sud Paris

**2 INGÉNIEURS**  
ARTS ET MÉTIERS ou équivalent  
26 ans min. Postes opérationnels exigeant le sens du commandement de l'organisation, le goût du contact commercial.  
Envoyer C.V. man. photo et prts. à CAMPBELL, Boite Postale 57 - 75264 PARIS CEDEX 17.

**Important Groupe à vocation internationale (C.A. 1,5 MILLIARD - 35 FILIALES)** recrute

**JURISTE D'ENTREPRISE**  
LE POSTE EST A POURVOIR AU SERVICE JURIDIQUE DU SIEGE

Nous recherchons :  
— candidat licencié en droit, 30 ans minimum, spécialisé depuis plusieurs années en DROIT ET FISCALITE DES SOCIETES, bon rédacteur.  
Nous offrons :  
— poste d'adjoint direct du Responsable du Service ;  
— situation stable au sein d'un Groupe dynamique et en expansion.

C.V. photo et lettres d'accompagnement avec salaire demandé sont à env. s/n° 41014 CONTESSA Publ. 26, av. de l'Opéra, 75049 Paris Cedex 01, qui transmet.

**LABORATOIRES PHARMACEUTIQUE**  
80 km Ouest Paris recherche

### PHARMACIEN

Expérience souhaitée :  
FABRICATION OU GALERNIQUE INDUSTRIELLE  
Adresse C.V. manuscrit + photo et présentations à PARIS RECHERCHE (ref. DM 2067)  
26, rue du Sentier - 75002 PARIS.

**LOGISTA**

Société de conseils, de services et d'assistance en informatique recherche

### ingénieurs GRANDES ÉCOLES

Expérience d'au moins 3 ans en informatique dans des domaines évolués.  
une première expérience professionnelle.  
Pour région Parisienne, Ouest ou Centre.  
Disponible pour le 30 avril 1978, mais si possible avant cette date.

Adresser C.V. et présentations à :  
**LOGISTA**, 50, rue Arago, 92800 Puteaux (réponse et discrétion assurées)

**emploi régional**

Importante Société fabriquant et distribuant de grands produits de Quincaillerie de Grande Consommation, cherche pour GRANDE VILLE DE L'OUEST

### CADRE COMMERCIAL

ayant en particulier une expérience réelle de l'exportation pour intégrer à nos équipes de vente chargées de la vente à l'exportation de sociétés avec la possibilité d'en devenir le Directeur Commercial à brève échéance.

Salaire annuel 110 000 F et plus.

Environs avec C.V. à Mme D'ORNANT - FIDAL-PARIS 2 bis, rue de Villiers - 92 LEVALLOIS-PERRET.

### T.I.T.N. SELECTION

cherche pour son agence d'AIX-LES-MUILLERS (13)

### INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

école ou équivalent, leurs années d'expérience dans diverses techniques : émes temps rés, acquisition données, météoritaires, processus sur mini-calculateur, Envoyer C.V. photo et présentations à G.P. GOUVENOT, 1, rue Gouvenot, BP 113 75710 CHAMBRAY-LES-TOURS.

Entreprise Bâtiment recherche

### INGÉNIEUR E.T.P. - C.H.E.C. A.M.

pour bureaux d'études et d'exploitation - Expérience approfondie dans les domaines de la construction et de l'aménagement. Env. C.V. Grec OPERA-Conseil, 6, r. la Michodière, 75006 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIÉES à vous bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonces les intéressent et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

### offres d'emploi

FILIALE SOCIETE AMERICAINE recherche

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Expérience comptable et anglais indispensable. Envoyer C.V. sous référence N° T 03048 M. REGIE-PRESSE, 63 bis, rue Blaumont, PARIS (3<sup>e</sup>).

INGÉNIEURS en chimie

SOPRAS 29, bd St-Martin (3<sup>e</sup>) 277-81-01

Site proche banlieue Sud Paris recherche :

### ANALYSTES PROGRAMMATEURS

Expér. (minim. 4 ans expér.) connaissant 2 langages (assemblage, COBOL) et possédant une solide formation comptable.

Adr. C.V. et prts. à env. 7720 2, Lieu-Dieu 02, qui transmettra.

SOCIETE 50 km NORD-OUEST PARIS - recrute

### RESPONSABLE I.B.M. 32

Niveau D.U.T.

Si possible expérimenté position AGENT PUBLICIS

Possibilité logement

Envoyer C.V. à : CONTESSA PUBLIQUE à l'Opéra, Paris (1<sup>e</sup>), qui transmettra.

IMPTE SOCIETE QUARTIER NATION recherche

### CHEF DE BUREAU DU PERSONNEL

(HOMME ou FEMME) Connaissance des lois sociales et expérience sérieuse exigée

C.V. et présentations à : n° 81269 CONTESSA Publicis, 20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>e</sup>).

URGENT Société de services en Informatique recherche

### 2 INGÉNIEURS ANALYSTES

pour travaux de programmation scientif. contrat 4 mois avec possibilité de prolongation.

Recherche pour travail en trio et internet auprès d'un groupe de 12 personnes de 9 à 11 ans

### EDUCATEUR DIPLOME

Convent. collective 3000 h.s. 5,5. Possibilité de travail à distance. Tél. pour rendez-vous 681-19-00.

IMPORTANT SOCIETE recherche pour son département INFORMATIQUE DE GESTION

JEUNE FILIAIRE

MATRISE INFORMATIQUE

Environs Paris (9<sup>e</sup>) ref. 545-1 SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 75019 PARIS.

CENTRE CHIRURGICAL 133, avenue de la Résistance, 92250 Le Plessis-Robinson, recherche

LABORANTINE

titulaire B.T.S. et certificat d'aptitude à l'examen de suite. Tél. pour rendez-vous 630-21-33, poste 26-53, poste 26-77.

AFNOR

Association Française de Normalisation recherche

UN INGÉNIEUR

pour lui confier des responsabilités dans le développement de la MARQUE NEUF de conformité aux normes (département Application).

Première expérience industrielle en gestion de la qualité, préférence pour l'industrie.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Habileté du travail en équipe.

Ecr. avec C.V. et présentations à : 92000 Service du personnel Tour Europe, Cedex 7, 75000 PARIS.

C.C.E. AIR FRANCE recherche pour Thalès (94)

AGENTS DE LOISIRS

nv. B.T.S. carrière soc., dipl. de direct. crées + bne expér. protoc. gestio. organ. et de la vente, bne expér. avec adolescents. Permis de conduire

Ecr. avec C.V. et permis de conduire à : 6546 CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>e</sup>.

SECRETAIRES

expér. min. 2 ans, bne connaissance de l'anglais.

FRANÇAIS-ANGLAIS

Avec connaissance de l'allemand ou de l'espagnol.

En plus d'une bonne formation initiale, il faut justifier d'une expérience de cinq années de pratique dans la sécurité internationale et être de type technique et administratif.

recherche : 01 40 32 00 00

HELÈNE RUBINSTEIN recherche pour sa Centrale européenne d'achats située à GARCHES

SECRETAIRES

expér. min. 2 ans, bne connaissance de l'anglais.

FRANÇAIS-ANGLAIS

avec connaissance de l'allemand ou de l'espagnol.

En plus d'une bonne formation initiale, il faut justifier d'une expérience de cinq années de pratique dans la sécurité internationale et être de type technique et administratif.

recherche : 01 40 32 00 00

REGIE-PRESSE

poste d'agent de direction service après-vente.

Pr. secr. tél. 6546 CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>e</sup>.

SECRETAIRES

expér. min. 2 ans, bne connaissance de l'anglais.

FRANÇAIS-ANGLAIS

avec connaissance de l'allemand ou de l'espagnol.

En plus d'une bonne formation initiale, il faut justifier d'une expérience de cinq années de pratique dans la sécurité internationale et être de type technique et administratif.

recherche : 01 40 32 00 00

REGIE-PRESSE

poste d'agent de direction service après-vente.

Pr. secr. tél. 6546 CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>e</sup>.

SECRETAIRES

expér. min. 2 ans, bne connaissance de l'anglais.

FRANÇAIS-ANGLAIS

avec connaissance de l'allemand ou de l'espagnol.

En plus d'une bonne formation initiale, il faut justifier d'une expérience de cinq années de pratique dans la sécurité internationale et être de type technique et administratif.

recherche : 01 40 32 00 00

REGIE-PRESSE

poste d'agent de direction service après-vente.

Pr. secr. tél. 6546 CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>e</sup>.

SECRETAIRES

expér. min. 2 ans, bne connaissance de l'anglais.

FRANÇAIS-ANGLAIS

avec connaissance de l'allemand ou de l'espagnol.

En plus d'une bonne formation initiale, il faut justifier d'une expérience de cinq années de pratique dans la sécurité internationale et être de type technique et administratif.

recherche : 01 40 32 00 00

REGIE-PRESSE

poste d'agent de direction service après-vente.

Pr. secr. tél. 6546 CONTESSA PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>e</sup>.</p

OFFRES D'EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA  
PROP. COMM. CAPITAUX

La ligne T.C.  
43,00 49,19  
10,00 11,44  
38,00 34,32  
30,00 34,32  
32,00 34,32  
80,00 91,32

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES  
OFFRES D'EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA

Le m² en col. T.C.  
24,00 27,45  
5,00 5,72  
20,00 22,85  
20,00 22,85

REPRODUCTION INTERDITE.

### L'immobilier

appartements vente

#### Paris Rive droite

16<sup>e</sup> STUDIO Récem. 29 m<sup>2</sup> + cuisine. 178.000 F. — 246-27-55.

BOURSE Calme - Soleil - Chambre, t<sup>e</sup> confort, 35 m<sup>2</sup>, parf<sup>e</sup> état, t<sup>e</sup> téléphone. 270.000 F. Tél. 292-62-14.

19<sup>e</sup> M<sup>e</sup> PYRENEES. D<sup>e</sup> imm. caractére, STUDIO ref. n° 90, 29 m<sup>2</sup>, 1 chambre, t<sup>e</sup> confort, 35 m<sup>2</sup>, parf<sup>e</sup> état, t<sup>e</sup> téléphone. 70.000 F. Le propriétaire : 185-27-11-16.

TRINITE BLANCHE 50 m<sup>2</sup>, 2 chambres, t<sup>e</sup> confort, 35 m<sup>2</sup>, rénové, t<sup>e</sup> bureau, t<sup>e</sup> garage. MICHEL & REYL : 246-92-05.

MARIAIS. Imm. de gare qualité, 4<sup>e</sup> étage sans ascenseur, duplex 125 m<sup>2</sup>, double living, 2 chambres, salles de bains, t<sup>e</sup> bureau, t<sup>e</sup> garage. MONTEFORT : 544-93-34.

Propriétaires vend très joli studio de caractère 25 m<sup>2</sup>, Tél. 49-25-92-27. Vendredi, samedi 11 à 15 h.

PALAIS-ROYAL bel imm. pierre de taille, ascenseur, v.o., gode surface à rénover, 100 m<sup>2</sup> en totalité, 2 chambres, 2 salles de bains. Tél. 535-04-55. F. T. 292-62-51.

AV. OPERA (grande) rénovation de luxe dans bel imm. pierre de T., asc. Jardin-VERTURE 10<sup>e</sup>. PRESTIGIEUX STUDIO à partir de 150.000 F. Excellent état. Tél. 535-04-51.

BEAUBOURG (grande) Immeuble pierre de taille, chbre 75-84, asc. 42.000 F. T. 292-62-73.

13<sup>e</sup> FC ST-ANTOINE charmante ancien, portes, rives, duplex, aucun frais à prévoir, 160.000 F. T. 292-62-30.

METRO REPUBLIQUE dans rue calme, bel immeuble dans t<sup>e</sup>, living double avec cheminée, 2 chambres, 2 salles de bain, en marbre, cuisine, 2<sup>e</sup> étage sur rez et cour. Tél. 350.000 F. T. 292-62-25.

2<sup>e</sup> - PRES PLACE DES VICTOIRES (particulier) 8 p. 100 m<sup>2</sup>, 3 chambres, 2 salles de bain, asc. 2<sup>e</sup> étage, 60.000 F. T. 292-62-55.

PRES JENA Immeuble ancien VRAIMENT EXCEPTIONNEL. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> étages, 100 m<sup>2</sup>, 3 chambres, 2 salles de bain, asc. 2<sup>e</sup> étage, RECEPTION, 100% calme, clair + 3 chambres services. Etat d'usure. Tél. 400.000 F. T. 222-22-42.

HALLS. 7-8, 5 chambres décrites. Vue splendide, sud. Imm. rénové, asc. 27-62-30.

MONTMARTRE lot de verdure dans hotel partie garnouillère, 260.000 F. T. 266-37-55.

MARAI. Beau studio confort, carrelé, 100 m<sup>2</sup>, 1 chambre, 2 salles de bain, asc. 2<sup>e</sup> étage. Tél. 243-46-06.

DIRECTEMENT SUR PARC MONCEAU DANS PRESTIGIEUX HOTEL PARIS 1<sup>e</sup> ETAGE

1<sup>e</sup> DUPLEX 130 M<sup>2</sup> avec terrasse 25 M<sup>2</sup> APPS. 200 M<sup>2</sup>

VIA DIRECTE par Propriétaire Pour les personnes et visite 73-82-45.

VRAI MARAIS 5-7, rue des Tourneilles

Nous proposons un studio de 30 m<sup>2</sup> dans STUDIO 24-24 P.

en DUPLEX. Vieille ts les jours de 14 h. à 17 h. même dim.

Box. Enseignement et vue panoramique.

BERL, Néph. 22-37-05.

GAL-DELESTRAINT

Trix immobiliers, 4 salles, 4 cabines serv. box, asc. impec-

cable, 200 m<sup>2</sup> environs. Tél. 367-00-33.

MUETTE

Trix immobiliers, 4 salles, 4 cabines serv. box, asc. impec-

cable, 200 m<sup>2</sup> environs. Tél. 367-00-33.

R. ROCHER. 4 belles pces, cult. w.c. 100 m<sup>2</sup>, 3 chambres, 2 salles de bain, asc. 2<sup>e</sup> étage, sur rez, 370.000 F. T. 367-00-33.

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30 — de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

les annonces classées du  
Monde  
sont reçues par téléphone  
du lundi au vendredi  
de 9 heures à 12 h. 30 — de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

525.25.25

Information Logement  
je cherche un appartement...

...Oui, nous en avons  
40.000  
à vous proposer.

Centre Etoile  
49, avenue Kléber, 75116 Paris 525.25.25

Centre Nation  
45, cours de Vincennes, 75020 Paris 371.11.74

Centre Maine  
210, avenue du Maine, 75014 Paris 539.22.17

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 75016 Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 75016 Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 371.11.74.

Centre Maine, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 539.22.17.

Centre Etoile, service de vente pour le Consulat Général de la République Fédérale de RFA, à Paris, 525.25.25.

Centre Nation, service de vente pour le Consulat Général de la Répub

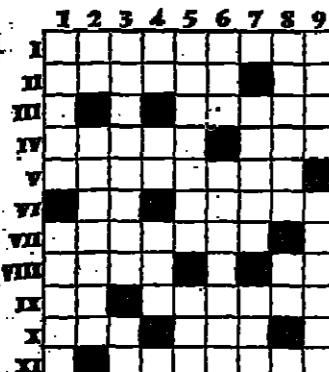
## AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

Journal officiel

PROBLEME N° 1983

VERTICIALEMENT



1. Donne droit au chapitre : Démonstratif. — 2. Tous ceux à qui on prête volontiers ce qu'on avance : Gagneraient peut-être à être groupés. — 3. Fournit un peu de sel : Divinatoire. — 4. Symbole : A droite de l'Asie : Pm de partie. — 5. Ballerines de fonda : Ne songez pas à occuper le théâtre de ses exploits à l'instant d'en être congédiée. — 6. Ponç : Briser un mouvant intérieur. — 7. Avant de pain sur la marche : Fourre un ordre à. Son père à la direction de ceux qui ont envie d'aplatis. — Quelques secousses préudent à sa chute. — 8. Est fort convenable ; Dignité.

Solution du problème n° 1982

Horizontalement

1. Se montrent aux instants les plus pathétiques. — II. A chasser ! Animal mou. — III. Pied de vers. — IV. Cherche à approfondir : Juge. — V. Soumettent à un régime de haute surveillance. — VI. Ignore le Credo (épelé) ; En Syrie. — VII. Caves. — VIII. Traverse des chairs : Préfixe. — IX. Est souvent nécessaire pour réaliser un projet : Bangler. — X. Fait beaucoup de bruit dans le monde : Son hiver est généralement marqué par la neige. — XI. Se montrent donc actifs.

Verticalement

1. Tendant. — II. Evadé : Esca. — III. Rés : Raide. — IV. Encadrer. — V. Etat. — VI. Neuro. — VII. Cain : Are. — VIII. Roqueta. — IX. Lise : Sut. — X. Senlis : RA. — XI. Estimer.

GUY BROUTY.

## Pellicules : ne laissez pas tomber.



Shampooing anti-pelliculaire

**ACTIV**

## SPÉCIAL LOGEMENT

## La Banque Populaire ouvre les portes du crédit.

48 % des Français sont déjà propriétaires. Pourquoi pas vous ?

Les prêts conventionnés de la Banque Populaire permettent au plus grand nombre d'acheter ou de faire construire leur résidence principale.

Entrez donc.

**Banque Populaire**

## loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A

PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMINAISON	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	1 111 771 47 891 41 841	tous groupes tous groupes tous groupes groupes autres groupes groupes 2 autres groupes	F 50 250 250 10 050 2 050 100 050 2 050	7	4 427 7 957 47 957	tous groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes	F 1 000 1 000 10 000 2 000
2	42 322 6 832 29 802 47 932	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes	100 200 1 000 10 000 10 000 2 000	8	8 48 228 368 47 958 33 638 99 028	tous groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes groupes 4 autres groupes groupes 3 autres groupes	50 150 250 10 050 2 050 100 050 2 050
3	53 8 873 3 523 47 993 77 243	tous groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes	100 2 500 10 000 2 000 10 000	9	5 439 5 908 1 059 38 199 47 959	tous groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes	1 000 1 000 2 500 10 000 10 000 10 000 100 000 2 000
4	94 864 024 47 994 79 864 83 434	tous groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes	100 200 10 000 10 000 10 000 2 000 10 000 2 000	0	70 170 330 5 050 06 720 47 950 49 520	tous groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes tous groupes tous groupes groupes 1 autres groupes	100 300 200 1 000 10 000 10 000 2 000 10 000
6	1 206 08 538 11 755 74 686 63 888 47 996	tous groupes tous groupes tous groupes groupes 5 autres groupes groupes 1 autres groupes	1 000 10 000 10 000 100 000 2 000 000 2 000 000 20 000	7	37 2 327 2 707	tous groupes tous groupes tous groupes	100 1 000 1 000

## TRANCHE DES ORANGERS

TIRAGE DU 8 FEVRIER 1978

PROCHAIN TIRAGE

LE 15 FEVRIER 1978

à ALBERTVILLE (Savoie)

8e

LOTO 5 8 10 11 27 33  
TIRAGE N° 6  
NUMERO COMPLEMENTAIRE 47

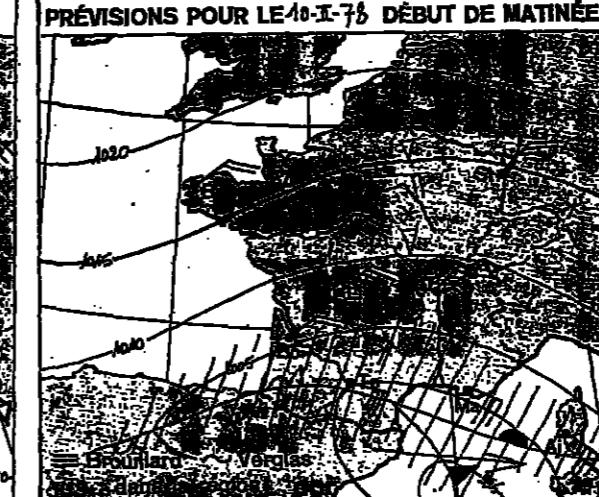
PROCHAIN TIRAGE LE 15 FEVRIER 1978 VALIDATION JUSQU'A 14 FEVRIER APRES-MIDI

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 9 février à 0 heure et le vendredi 10 février à 24 heures :

Les hautes pressions qui persistent sur le nord de l'Europe main-



tiennent sur la France du courant du secteur nord-est à est, mais les perturbations atlantiques qui persistent sur la péninsule Ibérique progressent vers le Bassin méditerranéen et débordent sur nos régions méridionales en y apportant une aggravation.

Vendredi matin, ces perturbations devraient dépasser le sud de la France, converger avec des pluies (chutes de neige ou verglas) dans l'intérieur même à basse altitude) sur les régions s'étendant du nord-ouest en direction du sud-ouest du Massif Central et au pourtour du golfe du Lion. Dans la journée, ce type de temps médiocre s'étendra sur l'Alpes et du Jura, puis sur la Corse et la Corse, tandis qu'il s'atténuerera lentement sur le nord et l'est du Bassin aquitain.

Sur le reste de la France, le temps restera froid, surtout le matin, où des gelées, de l'ordre de -3°C à -6°C seront observées sur le nord. Le soir, le sud de la France et les passages pluvieux pourront donner quelques chutes de neige souvent sous forme d'averses.

Jeudi 9 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer fait à Paris-Le Bourget, de 1 012,2 millibars, soit 750,2 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique la minimum dans la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 11 et 3 degrés; Biarritz, 10 et 3; Bordighera, 7 et 1; Cagliari, 10 et 3; Cagliari, 10 et 3; Chambéry, 4 et 0; Clermont-Ferrand, 3 et -3; Dijon, 1 et -3; Grenoble, 4 et -2; Lille, 1 et -2; Lyon, 2 et -1; Marseille, 10 et 5; Nancy, 3 et -2; Nice, 13 et 5; Nîmes, 13 et 4; Paris-Le Bourget, 4 et 1; Pan, 7 et 1; Perpignan, 11 et 4; Reims, 7 et 0; Saint-Etienne, 0 et -2; Toulouse, 5 et 1; Toulon, 3 et -2; Pointe-de-Pitre, 26 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 2 degrés; Amsterdam, 0 et -1; Barcelone, 10 et 3; Berlin, 0 et -3; Bonn, 1 et -2; Bruxelles, 0 et -2; Helsine, 21 et 14; Copenhagen, 3 et 1; Genève, 2 et -1; Madrid, 13 et 2; Montréal, 8 et -8; Nairobi, 26 (max); New-York, 0 et -5; Palma de Majorque, 15 et 3; Rome, 10 et -1; Stockholm, -4 et -1.

## Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver

ALPES DU NORD : Autun : 140, 230; Isola 2000 : 200, 280; Montgenèvre : 180, 200; Pra Loup : 192, 210; Serre-Chevalier : 140, 200; Valberg : 110, 230; Vars : 130, 250.

PIRENCES : An-les-Thermes : 180, 260; Cantez-Lys : 245, 450; Font-Romeu : 120, 150; Gourette-Les Eaux-Bonnes : 125, 260; La Mongie : 180, 230; Saint-Lary-Soulan : 180, 270; Les Angles : 100, 150.

MARSH CENTRAL : Le Mont-Dore : 80, 160; Super-Besse : 120, 160; Super-Lioran : 160, 210.

JURA : Mottaret : 130, 160; Les Rousses : 150, 350.

VOGES : Gerardmer : 90, 160.

\* Horsage des neiges : 285-72-30.

# régions

## Corse

### Le conseil régional de l'île va être « élargi »

De notre correspondant

Ajaccio. — Les conseillers régionaux et généraux de la gauche sont absents d'assister à la réunion d'information générale organisée le 8 février à la préfecture, au siège social de M. Jean Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. Ils estiment que ce voyage revêtait « un caractère électoraliste indéniable ». M. Dominati s'est défendu de cette préoccupation.

Dans son discours, le secrétaire d'Etat a dressé le bilan d'application de la charte de développement établie par les assemblées régionales en juillet 1975 (465 millions de crédits ouverts depuis lors). M. Dominati a, d'autre part, donné lecture d'un message de M. Raymond Barre. Le premier ministre se dit convaincu que « la Corse trouvera bientôt dans l'avenir l'information de sa personnalité et dans son développement économique original adapté à son singularité ».

L'institution d'un véritable pouvoir régional était placée par la gauche au cœur de la campagne

PAUL SILVANI

pour les législatives. M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député sortant R.P.R., a demandé que le conseil régional soit élu au suffrage universel et « à la proportionnelle », a ajouté M. José Rossi, député du parti républicain à Ajaccio.

M. Dominati s'est borné à répondre que la réflexion du gouvernement s'orientait vers un élargissement de l'assemblée, qui devrait être créée par la loi de programmation pour les deux dernières années.

« Aucun travail, quelle que soit

## Île-de-France

### Un arrêté du maire de Paris

#### MONS DE DÉSORDRE DANS LES TRAVAUX DE VORHIE

*Le Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris du 4 février publie un arrêté du maire coordonnant le programme des travaux de voirie dans la capitale.*

*« Aucun travail, quelle que soit son importance, ne peut être entrepris sur le sous la voie publique sans une autorisation écrite du maire de Paris », prévoit le premier article de l'arrêté.*

*Il précise que toutes les administrations ne peuvent parer un trottoir ou une chaussée sans*

*en avoir obtenu l'accord.*

*L'autorisation d'ouvrir un chantier fixe la date de début des travaux, le délai d'exécution, les limites des emprises ainsi que les prescriptions particulières relatives à la marche du chantier et à la remise en état des revêtements. Aucune ouverture de chaussée ne peut être autorisée sur une chaussée ou un trottoir qui aura déjà fait l'objet de travaux réalisés dans le cadre de la procédure de coordination des travaux. Ce délai est porté à trois ans pour les chaussées ou trottoirs qui ont reçu un « évidement ».*

*Ces dispositions ont été complétées par un arrêté pris en septembre 1976 par le préfet de Paris.*

## Languedoc-Roussillon

### LE CARNaval OCCITAN DE MONTPELLIER N'AURA PAS LIEU

Le carnaval de Montpellier, qui devait se tenir du 6 au 12 février, n'a pas lieu. L'association Algardean, qui est une organisation occitane de Montpellier, indique, dans un communiqué, que ce projet était l'aboutissement d'une année entière de recherches auxquelles s'étaient livrés plusieurs ateliers culturels. Cette fête culturelle, selon Algardean, ne pouvait se concevoir qu'avec la participation massive des habitants de la ville. Mais, devant l'opposition du conseil municipal de Montpellier à la réalisation de cette fête, l'association « se voit dans l'obligation d'annuler sa participation au carnaval de 1978 ».

A la mairie de Montpellier, qui dirige M. Georges Frêche (socialiste), on précise que, après avoir consulté plusieurs associations culturelles immédiatement après les élections municipales de mars 1977, la décision fut prise de prévoir un carnaval vers le mois de mai 1978. Or, il y a quelques jours, et à la demande d'Algardean, à la mairie des affaires culturelles, on a annoncé qu'un carnaval aurait lieu du 6 au 12 février. Algardean, qui avait pris l'initiative de ce projet et qui attendait quarante mille personnes environ, n'avait pas prévu les mesures de sécurité nécessaires. Le climat de violence et de provocation qui règne actuellement à Montpellier, dit-on dans l'entourage du maire, à la veille des élections législatives, a conduit la municipalité à ne pas approuver l'initiative d'Algardean.

Deux solutions ont été proposées à cette association, qui les a refusées : organiser le carnaval dans un des quartiers de la ville bien déterminé, donc facile à contrôler ; organiser le carnaval en mai.

## Aquitaine

### DEUX ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ANNULÉES À PAU

Deux enquêtes d'utilité publique concernant la construction d'un port de plaisance et d'un lac lacustre ont été annulées, le 7 février, par le tribunal administratif de Pau (Pyrénées-Atlantiques).

Ces enquêtes avaient été autorisées par deux arrêtés pris par le préfet des Landes en septembre 1975. Estimant qu'elles étaient déroulées sans concertation préalable avec les propriétaires concernés et selon une procédure simplifiée, l'association des propriétaires de la région ainsi qu'une famille de particuliers avaient déposé des requêtes en annulation de la décision préfectorale.

Le tribunal administratif de Pau, après un délibéré de sept jours, a suivi dans ses conclusions le commissaire du gouvernement et prononcé l'annulation des deux arrêtés.

Le port d'Albret, créé sur l'initiative de la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine prévoit, sur une superficie totale de 244 hectares, la création d'un plan d'eau salée de 60 hectares, des plages sur les rives et des centres d'hébergement pour quinze mille lits.

Si l'équipe d'Italie ne manquait pas de bonnes raisons pour tenir de l'imposture d'embûche à sa rivale afin de reprendre confiance et de conquérir le public, l'autre espagnol, M. Martínez, lui a donné un précieux coup de pince, en affilant dès la 12<sup>e</sup> minute un penalty pour un tacle à régulier de Mario Trésor sur Mario Tardelli. Dix minutes plus tard,

## Naissance d'un nouveau quartier à Cergy-Pontoise

Par vingt-deux voix contre quinze et une abstention, le second programme adopté le 30 janvier comprend trois mille sept cents logements, dont 35 % de maisons individuelles, 14 000 mètres carrés de commerce, 75 000 mètres carrés de bureaux. La ZAC offre cinq mille emplois. Elle sera desservie en 1981 par la SNCF.

Plusieurs modifications ont été apportées au projet initial : le nouveau quartier aura un aspect plus traditionnel que le reste de la ville : les immeubles ne dépasseront pas quatre étages, et la proportion de maisons individuelles une récente décision du tribunal administratif de Caen.

Celui-ci vient de déclarer que l'Etat et la ville étaient responsables pour moitié des dégâts causés à plusieurs pavillons par des pluies torrentielles survenues en août 1975 ; cela parce que le réseau d'égouts était au mauvais état.

La ville nouvelle a semble-t-il pas souffert du mouvement de mauvaise humeur qu'on a eu les élus en octobre 1975. Elle continue aujourd'hui sa croissance à un rythme satisfaisant puisque l'ensemble du village met en chantier deux mille sept cents logements chaque année.

● Une charte culturelle régionale — M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a signé mercredi 8 février, la charte culturelle régionale de la Franche-Comté. Trois autres chartes culturelles régionales ont déjà été signées : Alsace, en Picardie et en Bretagne.

Le ministre de la culture a souligné que le budget d'équipement culturel de l'Etat en Franche-Comté avait presque doublé entre 1977 et 1978, passant de 4,6 à plus de 8,2 millions de francs.

## SPORTS

### A PROPOS DE... Une décision judiciaire à Caen

#### CHÈRES INONDATIONS

Personne n'est responsable des intempéries, mais on peut — et on doit — se préparer contre leurs conséquences, ainsi que le montre une récente décision du tribunal administratif de Caen.

Celui-ci vient de déclarer que l'Etat et la ville étaient responsables pour moitié des dégâts causés à plusieurs pavillons par des pluies torrentielles survenues en août 1975 ; cela parce que le réseau d'égouts était au mauvais état.

Plusieurs habitants de la ville avaient déposé une requête au tribunal administratif pour obtenir réparation des dommages qu'ils avaient subis après l'inondation de leur pavillon.

Dans l'un des cas, le tribunal a considéré que « les travaux réalisés avaient modifié l'état naturel des lieux et aggravé les conséquences du sinistre. La réseaux d'égouts était, d'autre part, mal adapté. L'Etat et la ville de Caen ont été condamnés à payer solidairement la somme de 8 072 F au propriétaire du pavillon.

Pour deux autres plaignants, c'est le délai d'entretien des réseaux d'égouts qui a été retenu à l'encontre de la ville de Caen. Celui-ci devra payer la moitié des dommages.

## INJONCTION

### ENJEUX MODERÉE DE L'ACTIVITÉ

pend le C.N.P.F.

Le C.N.P.F. a décrété que l'activité de l'industrie de transformation de la viande de porc devait être limitée à 100 000 tonnes de viande par an. La décision a été prise pour éviter une surproduction de la viande de porc et pour assurer la sécurité alimentaire.

Selon M. Michel d'Ornano, ministre de l'agriculture, la production de la viande de porc devrait être limitée à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de bœuf à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de veau à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de cheval à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de porc à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de bœuf à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de veau à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de cheval à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de porc à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de bœuf à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de veau à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de cheval à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de porc à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de bœuf à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de veau à 100 000 tonnes par an.

Le C.N.P.F. a également décidé de limiter la production de la viande de cheval à 100 000 tonnes par an.

## FOOTBALL

### LE MATCH NUL (2 A 2) DE LA FRANCE CONTRE L'ITALIE

#### Un bon résultat en vue du prochain rendez-vous en Coupe du monde

## Naples.

Dans le même temps où les clubs engagés dans les compétitions européennes sacrifient de plus en plus à l'espionnage de leurs adversaires, le maintien de la rencontre Italie-France fixée à Naples le 8 février, soit moins de quatre mois avant que les deux équipes ne s'affrontent le 2 juin à Mar-del-Plata pour leur premier match en Coupe du monde.

Dans cette bale de Naples grouillante de vie et inondée de soleil, c'est encore l'imposant Vénus qui semblait offrir la meilleure image de la sérenité. Avec ses soixante-dix mille spectateurs, le stade San-Paolo était, lui, transformé en volcan. La crise politique et la situation économique ont empêché les Italiens de faire football, au point que M. Peraino, président du Football Club de Naples, avait dû, dans la presse, faire appel à l'hospitalité et à la courtoisie traditionnelle du peuple napolitain pour ménager un bon accueil à l'équipe nationale italienne.

En effet, malgré la qualification pour l'Argentine, acquise aux dépens de l'Angleterre, grâce à quelques gros scores enregistrés devant la Finlande et le Luxembourg, l'actuelle équipe italienne se débordait de rancœur et de frustration. Ainsi, lorsque l'arbitre recommanda de jouer ce match pour leur plaisir, sans trop penser au résultat, les footballeurs français manquaient alors de la détermination indispensable pour pouvoir mener à bien leurs actions.

Comme à Rio-de-Janeiro, les footballeurs français ont démontré à Naples qu'ils avaient des ressources assez exceptionnelles pour remonter un handicap de deux buts sur le terrain d'équipes comme le Brésil ou l'Italie. Il leur suffit à l'heure d'arriver des matchs plats et à éteindre certaines erreurs de jeunesse, trop flagrantes pour ne pas être très vite corrrigées.

Quant aux Italiens, qui ne bénéficient pas forcément, le 2 juin, à Mar-del-Plata, d'un arbitrage aussi favorable, ce meilleur résultat nul enregistre à domicile depuis plusieurs années.

Il suffit de rappeler que l'opinion publique n'a pas accepté Désormais le résultat nul, mais plus Enzo Bearzot et ses sélectionnés jusqu'au mois de juin en Argentine. C'est peut-être le meilleur résultat que les footballeurs français pouvaient espérer.

GÉRARD ALBOUY.

## D'un sport à l'autre...

### NATATION.

L'australienne Tracey Wickham a battu, mercredi 8 février, à Brisbane (Queensland), le record du monde du 1 500 mètres en 16 min. 14 sec. 93. L'ancien record était détenu par l'Américaine Alice Brown, en 16 min. 52 sec. 60. Tracey Wickham est âgée de vingt ans.

SKI. — Perrine Pelet a remporté à Saint-Gervais le slalom spécial à Kandahar (84 sec. 35), devant la récente championne du monde, la Suédoise Léa Söderhäll (84 sec. 30) et Fabienne Serrat (85 sec. 17).

## ÉLEVAGEUR

### ROUT DES SOCIÉTÉS

#### BATIMENT DU COMMERCE

Activités commerciales et tertiaires et prévision pour 1978.

Industries et services.

Commerce et services.

# économie

Le Monde

Martial

## LE DÉBAT POLITIQUE AUTOUR DE LA DÉPRÉCIATION DU FRANC

### Mitterrand : le gouvernement n'a pas fait son devoir pour défendre le franc

Face à l'offensive sur notre monnaie nationale, le gouvernement n'a pas fait ce qu'il devait faire. Le leader socialiste a déclaré hier au cours d'une conférence de presse : Occupé à battre l'Allemagne, il n'a réagi que par des déclarations irresponsables affirmant l'origine de la crise à la confiance croissante que les Français mettent dans la parité. Tous deux ont été si peu bons que les deux partis qui le soutiennent pensaient avoir intérêt à échapper à la France.

Devant la carence du gouvernement, je m'adresse solennellement au président de la République, afin que, au-delà d'une déclaration de principe sans portée, il rappelle au gouvernement son devoir que la Constitution lui ait en son article 20 de déterminer et conduire la politique de la nation.

Le recul du franc de 4% en une semaine, par rapport au dollar, selon le leader socialiste, résulte de la politique économique et industrielle conduite par les gouvernements de ces dernières années. Plusieurs crises successives ont ponctué la dégradation continue et accélérée de la valeur du franc. En 1958, 1 mark allemand valait 1 F ; il valait 1,77 F en septembre 1976 ; il vaut

### CONJONCTURE

#### REPRISE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ prévoit le C.N.P.F.

« Pour le premier semestre de 1978, on devrait retrouver une reprise modérée de l'activité liée au redressement progressif de la production dans les industries de consommation et la poursuite d'une croissance forte dans les secteurs d'équipement ; le dernier état d'enquête de l'INSEE apporte aux industriels confirme d'ailleurs les perspectives perçues par les industriels sont orientées vers l'accroissement », indique le C.N.P.F. (Conseil national du travail français) dans sa dernière enquête de conjoncture.

Il n'y a pas, toutefois, pour le C.N.P.F., que la reprise de l'activité soit suffisante pour permettre aux entreprises d'acquérir les progrès de productivité dont le rythme en 1977 a été inférieur de moitié à celui rencontré avant la crise. L'année dernière, la progression des coûts horaires unitaires n'a pas dépassé 1%, mais elle devrait rapprocher la hausse des prix de la question : « à 2% ? Ceci explique pourquoi un industriel sur deux, interrogé en décembre par l'INSEE, le blocage des prix représente la cause principale de la déterioration de sa trésorerie. » Au total, conclut le C.N.P.F., « la reprise démarre, avec la hâte nécessaire, mais dans un contexte de faible conjoncture proche de mois, dans un exercice d'expansion modérée et concurrence aiguë. »

2,32 F à ce jour. Ce qui revient à dire que les Français doivent travailler aujourd'hui deux fois plus que les Allemands et rouler deux fois plus cher le même bien à l'étranger.

Pour M. Mitterrand, la spéculation actuelle sur le franc est née de la vente massive de francs par un petit nombre de très puissants résidents français opérant pour le compte de banques américaines ; elles a été suivie par les suivantes par des mouvements de couverture à terme relatifs aux opérations de commerce extérieur.

M. Mitterrand a ensuite énuméré divers moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent agir contre la spéculation.

Ils peuvent faire comprendre aux intermédiaires agréés sur le marché des changes leurs responsabilités au regard de la nation.

Ils peuvent réduire de huit à un jour — comme en Grande-Bretagne — le délai d'achat de devises aux comptants. Ils peuvent établir de nouveaux régimes fiscaux pour l'évitement de la spéculation à termes d'opérations commerciales vis-à-vis de l'intérieur. Et en cas de détournement de cette procédure par achat de valeurs étrangères, ils peuvent exiger que ces achats soient limités aux valeurs étrangères vendues par d'autres résidents français.

A ces moyens d'encouragement des mouvements de capitaux, le gouvernement doit ajouter d'autres moyens de contrôle contre la fronde dont il dispose et dont il refuse de se servir. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ordonné à la direction générale des douanes d'enquêter, comme elle en a la mission et comme le général de Gaulle l'avait fait lors de la crise spéculative de 1968, sur l'origine précise des opérations de change engagées depuis quinze mois par les grands banques américaines exerçant en France, premier maillon de la chaîne spéculative, alors que les Etats-Unis, eux-mêmes, contrôlent avec une grande rigueur les transferts financiers des sociétés multinationales ?

Selon M. Mitterrand, « les 500 milliards de francs équivaudraient de la totalité du budget annuel de l'Etat, qui dépend dans les comptes numériques de l'Etat d'une extrême lourdeur le taux national de leurs possesseurs. Il est intolérable qu'à cette situation accueillie une grande rigueur ouverte s'appuyant sur la complicité poli-

tique du gouvernement. Il est intolérable que les ministres français, premier ministre en tête, ignorent que l'impôt sur les spéculateurs devrait être des électeurs comme responsables des fuites à venir. »

Pour M. Mitterrand, la spéculation actuelle sur le franc est née de la vente massive de francs par un petit nombre de très puissants résidents français opérant pour le compte de banques américaines ; elles a été suivie par les suivantes par des mouvements de couverture à terme relatifs aux opérations de commerce extérieur.

M. Mitterrand a ensuite énuméré divers moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent agir contre la spéculation.

Ils peuvent faire comprendre aux intermédiaires agréés sur le marché des changes leurs responsabilités au regard de la nation.

Ils peuvent réduire de huit à un jour — comme en Grande-Bretagne — le délai d'achat de devises aux comptants. Ils peuvent établir de nouveaux régimes fiscaux pour l'évitement de la spéculation à termes d'opérations commerciales vis-à-vis de l'intérieur. Et en cas de détournement de cette procédure par achat de valeurs étrangères, ils peuvent exiger que ces achats soient limités aux valeurs étrangères vendues par d'autres résidents français.

A ces moyens d'encouragement des mouvements de capitaux, le gouvernement doit ajouter d'autres moyens de contrôle contre la fronde dont il dispose et dont il refuse de se servir. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ordonné à la direction générale des douanes d'enquêter, comme elle en a la mission et comme le général de Gaulle l'avait fait lors de la crise spéculative de 1968, sur l'origine précise des opérations de change engagées depuis quinze mois par les grands banques américaines exerçant en France, premier maillon de la chaîne spéculative, alors que les Etats-Unis, eux-mêmes, contrôlent avec une grande rigueur les transferts financiers des sociétés multinationales ?

Commentant les difficultés du franc à l'occasion d'une visite dans le Pas-de-Calais le mercredi 8 février, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de Gauche a estimé que « la France accuse les faiblesses d'une situation économique malade depuis déjà longtemps ». « Que M. Barre se décida enfin à lever le secret bancaire ! », a-t-il ajouté. Le mercredi soir, à Fécamp, au cours d'une réunion entre M. Robert Fabre et d'autres élus, M. Robert Fabre avait indiqué : « Il n'y a pas de spéculation à gauche. »

### SOCIAL

#### A l'exception de la banlieue parisienne

#### LA REPRISE DU TRAVAIL S'EST GÉNÉRALISÉE DANS LES CENTRES DE TRAVAIL

La situation était redevenue quasi normale mercredi 8 février après-midi dans les centres de tri de province et de Paris après les grèves de protestation et de solidarité à la fin de la semaine dernière et lundi et mardi 6 et 7 février. On notait également, dans les centres de tri de la banlieue parisienne, un retour à la normale. Les grèvistes qui, selon l'administration, étaient passés de 30 % mercredi matin à 12 % dans l'après-midi.

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des postiers ont cependant maintenu leurs préavis de grève jusqu'à vendredi 9 février. La région Parisienne, où sont surtout donnés de consignes de grève générale, a été le seul ministère dans lequel la grève a été étendue à tous les centres de tri de la banlieue parisienne.

En conclusion, l'appel de M. Mitterrand à tout ce qui a été dit par le chef de parti qui a l'ambition de gouverner la France, a conclu M. Boulin.

**MATIGNON** : la stabilité sera mieux assurée par notre politique.

On déclarait mercredi après-midi, à l'hôtel Matignon : « Le Franc n'est pas, pour nous, une monnaie, qui continue d'être orientée par la politique que conduit le gouvernement, que par celle que propose M. Mitterrand. »

Répondant aux journalistes à la sortie du conseil des ministres de mercredi, M. Raymond Barre leur a déclaré (avant donc la conférence de presse du premier ministre) : « Je veux bien être démis de toute responsabilité, mais je suis convaincu que le pouvoir de l'Etat a le droit d'acheter des François et de l'indépendance économique du pays. »

Longtemps s'agit des questions monétaires, la première règle est le silence. Vous savez bien ce que les bavardages peuvent provoquer dans ces conditions, ne me posez pas régulièrement la question puisque ma réponse sera : je resterai silencieux, je m'étonne que vous ne l'ayez pas encore compris. »

**M. ROBERT BOULIN** : une déclaration impudente.

A la suite des propos tenus par M. Mitterrand, M. Robert Fabre, ministre délégué à l'économie et aux finances, a déclaré :

« M. Mitterrand a cru bon de faire un appel solennel pour la défense du franc. Il a dit que nous avons l'obligation de voter les élections, mais cela n'autorise pas l'imposture. M. Mitterrand, dont le programme économique constitué, à l'avis général, une menace considérable pour la valeur du franc, n'a pas de leçons à donner à un gouvernement qui, depuis dimanche matin, est fixé comme objectif de défendre le franc, et qui y est arrivé. »

M. Mitterrand vient de démontrer une fois de plus son incapacité de deux façons :

1) En reprochant au gouvernement l'inéficacité de ses actions :

2) En reprochant au gouvernement au moment même où le redressement du franc est accompli sur le marché des changes, puisque le dollar est revenu de 2,95 francs lundi à 2,65 francs le mercredi. C'est en effet de la façon dont il a été donné à la Banque de France les instructions nécessaires pour défendre le franc. Le dispositif visible et invraisemblable, a été efficace ;

3) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

4) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

5) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

6) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

7) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

8) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

9) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

10) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

11) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

12) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

13) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

14) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

15) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

16) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

17) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce seraient les Français qui disposeront de la totalité, et même plus de la moitié, de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 80 milliards de francs suisses donnés à la Banque de France pour défendre le franc. Le dispositif, visible et invraisemblable, a été efficace ;

18) En citant les chiffres absurdes : les 490 milliards qui dorment dans des comptes numérotés suisses, relevant de la fantaisie la plus pure : le total de la masse monétaire suisse, sans rien moins que 140 milliards d'épargnes, atteint 160 milliards de francs suisses, soit moins de 240 milliards de francs français. A en croire M. Mitterrand, ce

## AGRICULTURE

### UNE NOUVELLE RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE DU VIN

#### La Commission de Bruxelles propose un prix-plancher pour les échanges intracommunautaires

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a approuvé, le mercredi 8 février, des propositions visant à compléter et à renforcer la réglementation du Marché commun du vin. Les ministres de l'agriculture des Neuf, qui se retrouvent lundi 13 et mardi 14 février à Bruxelles, donneront alors leur première réaction à ces projets qui s'ins-

crivent dans la perspective de l'élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne.

Leur principal objectif est moins d'accroître directement le soutien accordé aux viticulteurs que de promouvoir une meilleure organisation du marché et surtout d'éviter l'anarchie dans les échanges intracommunautaires.

#### De notre correspondant

stockage obligatoire d'une partie de la récolte, destiné à éviter une concurrence déloyale entre les agriculteurs eux-mêmes une chute des cours, ce stockage pourra s'opérer chez le producteur comme chez le négociant. Les frads qu'il entraîne seront pris en charge par le Fonds européen agricole (FOEGA). Cet engrangement forcera une partie de la récolte à ne pas affecter l'ancienne marchandise en cours de vente (neuf mois) et empêcher la réglementation européenne. La Commission propose cependant que le tirage mi-

nimal en alcool exigé pour que le vin puisse faire l'objet de tels contrats soit porté de 9° à 9,5°.

● L'obligation d'un prix-plancher dans les échanges. — C'est le point néf de ce projet bruxellois, celui qui répond pour partie à la principale revendication française. Ce sera aussi la tâche de la Commission de déterminer si le conseil des ministres puisse décider l'application d'un prix-plancher dans les échanges intracommunautaires. On éviterait ainsi les désordres du type de ceux provoqués en 1976 et 1977 dans le midi de la France. En fait, il s'agit de combler une lacune de la réglementation européenne. La Commission propose également ce prix-plancher dans les échanges intracommunautaires. C'est à bœuf qu'il devrait être appliqué dans les pays en voie de développement, là où vivent les trois quarts de l'humanité, ne s'accroît pas suffisamment.

M. Saouma a déclaré que ses récentes visites au Laos et au Vietnam lui avaient confirmé ces faits de façon dramatique.

Pour le directeur général de la FAO, deux actions conjointes à l'échelle intracommunautaire sont nécessaires : il faut d'abord améliorer sensiblement l'aide publique bilatérale et multilatérale au secteur agricole ; il est indispensable de parvenir à un accord sur la sécurité alimentaire.

M. Saouma a, en outre, rendu hommage à l'attitude politique de la France vis-à-vis du tiers-monde et à l'action personnelle du présent Secrétaire général en ce domaine. Il a attiré l'attention sur l'échéance prochaine, le 13 février, à Genève, de la réunion du conseil international sur le bois, au cours de laquelle des décisions importantes devaient être prises concernant le montant de l'aide alimentaire en bié et la création de stocks d'urgence. Cependant, a insisté M. Saouma, le véritable talon d'Achille des pays tiers-moins est le déficit de campagne de la plus mauvaise partie de la récolte seraient largement supérieur à celui payé aux producteurs non groupés.

PHILIPPE LEMAÎTRE

#### POLITIQUE FORESTIÈRE

#### M. de Jouvenel avait raison...

M. Bertrand de Jouvenel craignait que son rapport, remis au gouvernement en décembre dernier, sur les orientations de la politique forestière pour la vingt et unième siècle (Le Monde du 28 janvier), ne comble un mauvais sort. Il avait raison.

Après avoir pris connaissance des conclusions du rapport établi par le groupe de travail présidé par M. de Jouvenel, le conseil des ministres a décidé d'amplifier les actions menées en vue de protéger et de valoriser le patrimoine forestier considérable, le premier dans la Communauté européenne, dont dispose notre pays. Indique le communiqué diffusé mercredi 8 février par l'Elysée. Suite à l'exposé des mesures concernant l'industrie papetière, l'aménagement, la commercialisation des bois résineux, la protection des sols, la gestion de la faune et de la flore, l'ouverture au public et la connaissance de la forêt.

Aucune de ces mesures n'est nouvelle ; toutes ont été adoptées en conseil interministériel ces derniers mois, a reconnu M. Pierre Méhalgues, ministre de l'agriculture, au cours d'une conférence de presse au sortir de l'Elysée. « Il s'agit d'orientations, a-t-il précisé, qui seront mises en œuvre de façon progressive, et dont l'importance financière n'a pas encore été déterminée. »

Singulier décalage entre les ambitions affichées et les moyens utilisés. C'est que, dès propositions du rapport Jouvenel, le gouvernement n'a voulu tenir, selon le ministre de l'agriculture, que « le pari sur la forêt et le renforcement des actions entreprises ». Du coup, pas question de permettre à l'Office national des forêts (ONF) d'avoir des activités industrielles ou commerciales ; pas question de mettre un terme aux ventes sur pied d'arbres, qui font le jeu des spéculateurs ; pas question d'augmenter sensiblement le nombre des ouvriers forestiers qui entretiennent diffi-

cilement les bois ; pas question de rétablir une direction générale des forêts ou, mieux, de créer un commissariat aux forêts ; pas question de stimuler les propriétaires négligents en leur étant, sinon la propriété, du moins la gestion de leurs forêts ; pas question de mettre en place une fiscalité indicative...

Le gouvernement s'est contenté de réorganiser et d'étoffer le vénérable Conseil supérieur de la forêt, qui ne s'est pratiquement jamais réuni ; d'attendre que les recherches de génie industriel aboutissent à pouvoir éventuellement installer de petites unités de production de pâte à papier près des masses boisées ; d'organiser des « Journées de l'arbre ».

Est-ce la fièvre prélectorale qui a poussé le gouvernement à présenter, en guise de politique forestière, un paquet aussi mal emballé de mesures sparses déjà connues ? La forêt ne mérite pas cela, même si les forêts françaises, dans l'ensemble, n'apportent guère changements et nouveautés, soit, sur l'essentiel, d'accord avec les pouvoirs publics. Une forêt de 14 millions d'hectares — la moitié des surfaces boisées des neuf pays du Marché commun — qui laisse un déchet extérieur de l'ordre de 9 milliards de francs pour les échanges de bois et de dérivés, c'est un problème qui demande des mesures énergiques.

Nous ne voulons plus d'un discours philosophique », écrit récemment la Fédération des salariés agricoles C.F.D.T. Pour elle, il convient de stopper l'appropriation et la rentabilisation capitalistes de la forêt, de créer totalement la politique d'aménagement du territoire, de transformer les conditions des travailleurs forestiers... Pour pallier les carences actuelles, faudrait-il en arriver là ? A.G.

#### AUTOMOBILE

#### UN MOTEUR DIESEL DE 2 500 cm<sup>3</sup> SUR LA CITROËN CX

Alors que les CX diesel Comfort et Super restent équipées du moteur d'origine (2 200 cm<sup>3</sup>), Citroën vient de doter la berline Palas et les breaks d'un groupe de 2 500 cm<sup>3</sup>. La puissance (75 ch DIN à 4 550 tr/min) correspond à celle du 153 (153 chevaux à 2 800 tr/min) progressivement considérablement, de même que les performances, notamment les accélérations.

Réservation : 225.99.06+  
**IRAN AIR**  
Orly Sud

**PARIS-TEHERAN.**  
SANS ESCALE

**BOEING 747 SP :** Mardi-Samedi 9 h 15  
Mercredi-Dimanche 15 h 45  
**BOEING 747 :** Vendredi 15 h 45  
**BOEING 707 :** Lundi 15 h 45

### LA SITUATION ALIMENTAIRE EST ALARMANTE AU VIETNAM ET AU LAOS

Indique le directeur de la F.A.O. à M. Giscard d'Estaing

#### ÉTRANGER

#### SUCCÈS POUR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

#### Les mineurs acceptent de limiter à 10 % leurs revendications salariales

Londres. — Au terme d'une série d'entretiens avec les dirigeants du TUC (Trade Union Congress) et plusieurs membres du gouvernement, les mineurs ont décidé, mercredi 8 février, d'accepter, en principe, l'offre d'augmentation de 10 % de leurs salaires proposée par le bureau des charbonnages et conforme aux accords internationaux. Les mineurs ont donc renoncé à leur revendication d'une hausse salariale de l'ordre de 20 %, ainsi qu'à leur intention d'abandonner la règle dite des douze mois, leur imposant un délai d'un an avant la présentation de nouvelles demandes d'augmentation. Le Comité des mineurs du Syndicat des mineurs britanniques a également accepté les récentes visites au Laos et au Vietnam lui avaient confirmé ces faits de façon dramatique.

Pour le directeur général de la FAO, deux actions conjointes à l'échelle intracommunautaire sont nécessaires : il faut d'abord améliorer sensiblement l'aide publique bilatérale et multilatérale au secteur agricole ; il est indispensable de parvenir à un accord sur la sécurité alimentaire.

M. Saouma a, en outre, rendu hommage à l'attitude politique de la France, qui voudrait entendre les échanges au-dessous du prix de déclenchement, lequel est égal à 93 % du prix d'orientation. Pour les experts, le plus important est de faire tenir le principe d'un prix-plancher.

● L'aide aux groupements de producteurs. — La Commission propose qu'une série d'avantages pratiques soient accordés aux agriculteurs réunis en groupement de producteurs. À titre d'exemple, le prix qu'ils seraient payé lors de la distribution prévisionnelle de l'alimentation à bas prix en début de campagne de la plus mauvaise partie de la récolte seraient légèrement supérieurs à celui payé aux producteurs non groupés.

M. Saouma a, enfin, abordé les questions d'écologie et la réorganisation de la FAO. Le président de la République n'a pris aucun engagement.

HENRI PIERRE

#### BRESIL

● Le Brésil va exporter vers la Chine populaire, au cours du premier semestre 1978, 100 000 tonnes de fer, pour une valeur d'environ 75 millions de dollars. Cette opération entre dans le cadre d'un contrat que vient de signer la firme brésilienne Cimarec avec le gouvernement chinois. Le minerai de fer brésilien, accusé l'année dernière de dumping par la Communauté européenne, s'affirme actuellement de diversifier ses marchés d'exportation.

(A.F.P.)

#### CANADA

● Le chômage au Canada a fortement augmenté en janvier. Mais en données corrigées des variations saisonnières, il a diminué pour la première fois depuis mai 1977. Selon les chiffres officiels, le Canada comptait en janvier 891 000 chômeurs, soit un taux de dessaisemblance de 9,5 %, contre 889 000 et 8,8 % en janvier 1977. Le taux annuel moyen était de 9,1 % en 1977. Le chômage touche 891 000 personnes en janvier 1978, soit une baisse de 20 000 par rapport à décembre. (A.F.P.)

#### ETATS-UNIS

● Le nombre des voitures importées aux Etats-Unis en janvier s'est élevé à 20,6 % des achats d'automobiles. Cette part du marché représente une réduction de 10 % pour le mois de janvier. Les ventes de voitures américaines ont augmenté de 14,3 % par rapport à janvier 1977 totalisant cent quatre-vingt et un mille unités. Les ventes de voitures américaines ont diminué pendant la même période de 9,4 %. Honda, en particulier, a beaucoup progressé. (A.F.P.)

#### FINLANDE

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande, en effet, offre pourtant des possibilités comparables à celles phénoménales effectuées par les PTT finlandais auprès de la société Telefonna, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par C.I.T.-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais aborderont le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne.

On sait que le Marché commun compte pénaliser les importations vendues à un prix inférieur à celui prévu par des barèmes relevant de 40 % de son actif vers la C.E.E. (Corresp.)

#### VALEURS

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande offre pourtant des possibilités comparables à celles phénoménales effectuées par les P.T.T. finlandais auprès de la société Telefonna, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par C.I.T.-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais aborderont le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne.

On sait que le Marché commun compte pénaliser les importations vendues à un prix inférieur à celui prévu par des barèmes relevant de 40 % de son actif vers la C.E.E. (Corresp.)

#### VALEURS

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande offre pourtant des possibilités comparables à celles phénoménales effectuées par les P.T.T. finlandais auprès de la société Telefonna, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par C.I.T.-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais aborderont le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne.

On sait que le Marché commun compte pénaliser les importations vendues à un prix inférieur à celui prévu par des barèmes relevant de 40 % de son actif vers la C.E.E. (Corresp.)

#### VALEURS

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande offre pourtant des possibilités comparables à celles phénoménales effectuées par les P.T.T. finlandais auprès de la société Telefonna, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par C.I.T.-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais aborderont le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne.

On sait que le Marché commun compte pénaliser les importations vendues à un prix inférieur à celui prévu par des barèmes relevant de 40 % de son actif vers la C.E.E. (Corresp.)

#### VALEURS

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande offre pourtant des possibilités comparables à celles phénoménales effectuées par les P.T.T. finlandais auprès de la société Telefonna, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par C.I.T.-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais aborderont le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne.

On sait que le Marché commun compte pénaliser les importations vendues à un prix inférieur à celui prévu par des barèmes relevant de 40 % de son actif vers la C.E.E. (Corresp.)

#### VALEURS

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande offre pourtant des possibilités comparables à celles phénoménales effectuées par les P.T.T. finlandais auprès de la société Telefonna, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par C.I.T.-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais aborderont le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne.

On sait que le Marché commun compte pénaliser les importations vendues à un prix inférieur à celui prévu par des barèmes relevant de 40 % de son actif vers la C.E.E. (Corresp.)

#### VALEURS

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande offre pourtant des possibilités comparables à celles phénoménales effectuées par les P.T.T. finlandais auprès de la société Telefonna, société finlandaise qui fera appel à un procédé de pointe développé par C.I.T.-ALCATEL. Pour leur part, les Finlandais aborderont le problème des quotas d'exportation de papier et d'acier vers la Communauté européenne.

#### VALEURS

● M. Eero Rantaala, ministre finlandais du commerce et de l'industrie, se rendra en France du 13 au 16 février à l'invitation de M. Monory, ministre de l'industrie. Il s'entretiendra aussi avec M. Rossi, ministre du commerce extérieur, le 14 février. Malgré une augmentation des échanges entre les deux pays, la France n'a été, en 1977, que le neuvième partenaire commercial de la Finlande, dépassé par le Pays-Bas et le Danemark. La Finlande offre pourtant des possibilités



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2. IDEES

— « Le socialisme en féminin », par Odette Thibout ; « Notre programme commun », par Liliane Breuil.

### 3. ETRANGER

— LES CONFLITS EN AFRIQUE : l'Ethiopie adresse un ultimatum aux forces soviétiques en Ouganda ; l'existence d'une « légion étrangère » cubaine accroît la capacité d'intervention soviétique en Afrique.

### 4. PROCHE-ORIENT

— LIBAN : démonstration de force syrienne à Beyrouth.

### 5. ASIE

— Le Cambodge a rejeté la plan du Vietnam pour régler le problème frontalier.

### 6. DIPLOMATIE

— ITALIE : le parti libéral menace de passer dans l'opposition si les communistes sont associés au pouvoir.

### 7-11. POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS :

— « La France en quête d'une majorité » (III), par Thierry Nifter.

### D'UNE RÉGION À L'AUTRE (XV) : ALSACE : la difficulté d'être castriste.

### 12. SOCIÉTÉ

— EDUCATION : Les syndicats bloquent la discussion des textes sur l'aide à l'enseignement privée.

### LE MONDE DES LIVRES

#### PAGES 15 A 20

LE FEUILLETON DE Bertrand Poitot-Delpach : « Allégories ». LETTRES ÉTRANGÈRES : Kafka d'une civilisation en crise. PHILOSOPHIE : Clément Rosset, avocat de l'« idiotie » ; Ernst Bloch entre le rêve et la baraque. PAYS DE L'EST : Michel Tournier fasciné par la R.D.A. : Le « socialisme réel » contre les hérétiques.

### 21-23. CULTURE

— THÉÂTRE : la Mouette, par Bruno Boyer.

— CINEMA : Sofrana ou le droit à la parole.

— MUSIQUE : reprise à l'Opéra des Contes d'Hoffmann.

### 24-25 LA TROISIÈME SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

### 30. RÉGIONS

### 31-32. ÉCONOMIE

### LIRE ÉGALEMENT

#### RADIO-TELEVISION (23)

Annonces classées (27 et 28) ; Aujourd'hui (29) : Bulletin d'années (29) ; Carnet (29) ; Journal officiel (29) ; Presse nationale et Loto (29) ; Médecologie (29) ; Moto croisée (29) ; Bourre (30).

Le numéro du « Monde » daté à février 1978 a été tiré à 349 205 exemplaires.

Dés maintenant, faites réparer ou transformer vos vêtements de peau par un fabricant. PRIX SPÉCIAUX EN FÉVRIER DAIM style 1, place Victoria - Paris - 75015.

### STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE

OISE Oxford Intensive School of English pour un séjour vraiment profitable : Programme de cours individuel, familles consciencieuses choisies, niveaux scolaires, universitaires, adultes, programmes loisirs.

O.I.S.E. (Information) 16 rue de Neuville-Bleue, 75016 Paris - Tel. 224.42.22

Investissement immobilier

01.22.22.04.30  
45, rue de Courcelles, 75008 Paris

A B C D E F G

### Comité gouvernemental sur la politique industrielle

### M. Barre veut renforcer la concertation entre l'administration et les entreprises

**M. Raymond Barre a présidé, jeudi matin 9 février, un comité économique et social gouvernemental consacré à la politique industrielle. Outre le bilan de l'action engagée par les pouvoirs publics, et notamment par le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, ce comité devait s'exprimer plus spécialement sur la situation dans quatre secteurs industriels.**

● **Textile-habillement.** — Les actions engagées en 1977 au niveau de la Communauté ont commencé à porter leurs fruits. Le solde de la balance commerciale française s'est amélioré d'un milliard de francs. Le comité devait établir deux types de mesures. D'abord, la création d'une instance de concertation entre l'administration et les professionnels pour suivre l'évolution de la situation, notamment en ce qui concerne l'application des accords internationaux. D'autre part, des accords exceptionnels pourraient être accordés aux entreprises des secteurs de l'industrie textile et de l'artisanat. La Drôme (qui spécialement) pour leur permettre de procéder à des investissements d'un montant de 100 millions de francs.

● **Matériel ferroviaire.** — Ce secteur va devoir faire face à une importante récession. Le déclin du demande intérieure au cours des prochaines années. Les pouvoirs publics veulent donc encourager l'exportation. A cet égard, la S.N.C.F. sera invitée à apporter son concours à la promotion du matériel français à l'étranger. La constitution de consortiums à l'exportation sera encouragée ainsi que le développement des sociétés d'ingénierie. Un comité de concertation entre l'administration et les professionnels devait être institué.

● **Industrie spatiale.** — Des mesures ponctuelles vont être prises pour développer la recherche en électronique spatiale et créer des sociétés d'ingénierie.

● **Circuits intégrés.** — Ce dossier bien difficile, avance à petit pas. Le comité ne devrait pas prendre de mesures spectaculaires, les négociations entre les firmes françaises, les diverses administrations et les sociétés étrangères se poursuivent. Toutefois, la création par deux sociétés françaises d'un laboratoire de recherche à haute intégration (VLSI), accompagné d'un programme précis de recherches, devait être entérinée par le comité.

### (Publietti)

### Dale Carnegie



Sachez parler en public en 14 soirées

EXPRIMEZ VOS IDÉES. Développez assurance et facilité de contacts.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100% pratique, enseignée dans 43 pays.

Des anciens du cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite du

**Mardi 14 Fév., 19 h.**

Salle de l'Ecole, 28, av. Friedland, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ecole. Sessions dans 33 villes en France.

Comme Carnegie, présentés par G. Wayne, 954.61.06 et 954.62.32.

du 1<sup>er</sup> au 18 février

offre spéciale d'avant-saison

**NICOLL**

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle

avec gilet 1150 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN

29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

990 F

### L'enlèvement du baron Empain

### Un ancien haut fonctionnaire de la police sert d'intermédiaire avec les ravisseurs

Dix-huit jours après l'enlèvement du baron Eugène-Jean Empain, il ne fait plus aucun doute que le négociateur pour le versement de la rançon, dont les actifs de chacune des cent cinquante sociétés qui composent le groupe, actifs qui s'évalueront, toujours selon France-Soir, à 40 milliards de francs.

Officiellement, cependant, un ancien haut fonctionnaire de la police, en retraite depuis trois ans, sert d'intermédiaire entre la famille de la victime et les ravisseurs. Mais il est difficile de déterminer quelles sont les responsables du groupe Empain qui auraient fait de nouvelles offres.

Le négociateur attend que les auteurs du rapt se manifestent à nouveau pour faire connaître le montant de la rançon exigée et les modalités de son versement. Depuis deux jours, les pourparlers sont intensifs. Mais il est probable que les responsables du groupe Empain ont commencé à réunir la rançon. Selon France-Soir, les ravisseurs auraient demandé en échange de la libération du baron un pourcentage

sur les actifs de chacune des cent cinquante sociétés qui composent le groupe, actifs qui s'évalueront, toujours selon France-Soir, à 40 milliards de francs.

Officiellement, cependant, un ancien haut fonctionnaire de la police, en retraite depuis trois ans, sert d'intermédiaire entre la famille de la victime et les ravisseurs.

Le négociateur attend que les auteurs du rapt se manifestent à nouveau pour faire connaître le montant de la rançon exigée et les modalités de son versement.

Depuis deux jours, les pourparlers sont intensifs. Mais il est probable que les responsables du groupe Empain ont commencé à réunir la rançon. Selon France-Soir, les ravisseurs auraient demandé en échange de la libération du baron un pourcentage

### M. RAYMOND BARRE EN VISITE A SAINT-MAUR-DES-FOSSES

M. Raymond Barre s'est rendu jeudi 9 février, en fin de matinée, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), à l'invitation de mairie, M. Jean-Louis Besnault (P.R.E.), candidat de l'Union pour la démocratie française dans la circonscription de ce département, dont le député sortant est M. Pierre Billotte (R.P.E.), ancien maire, lequel se représente. Le premier ministre devant visiter diverses réalisations municipales.

● La visite au Brésil de M. Giscard d'Estaing aura lieu en mai, déclaré, mercredi 8 février, l'ambassadeur brésilien, M. Delfim Neto, après avoir fait sa visite d'adieu au président de la République.

### En Bretagne

### DEUX ATTENTATS CONTRE DES PERCEPTIONS

(De notre correspondant)

Saint-Brieuc. — Deux attentats à perpétuité ont encore été commis en Bretagne dans la nuit de vendredi 7 au mercredi 8 février. Tous deux visaient des perceptions, l'une et l'autre habitées. Le premier attentat a eu lieu à Rostrenen (Côtes-du-Nord). Une charge placée contre une fenêtre d'arsenal, réputé, sur l'ancien port de la perception, a explosé à 2 h. 45. Les dégâts sont assez limités et les bûchers ont été démontés. Les policiers tentent de recueillir les indices qui pourraient les mettre sur une piste.

Le second attentat s'est produit à Carhaix-Plouguer (Nord-Pyrénées). Vers 2 h. 30, des dégâts sont beaucoup plus importants. En effet, la charge explosive avait été déposée au deuxième étage de la perception.

● DEUX INCULPATIONS APRÈS LE DÉCES DE TROIS MALADES MENTAUX

Après les décès de trois malades mentaux, les 17 et 18 janvier derniers à l'hôpital psychiatrique Edouard-Toulouse de Marseille (le Monde des 20 et 22-23 janvier), M. Pierre Michel, juge d'instruction au tribunal de Marseille, a incriminé son ambassade à Tel-Aviv. Il en est de même de vingt-cinq autres personnes qui se trouvaient les documents n'ont pas été touchés.

Le second attentat s'est produit à Carhaix-Plouguer (Nord-Pyrénées). Vers 2 h. 30, des dégâts sont beaucoup plus importants. En effet, la charge explosive avait été déposée au deuxième étage de la perception.

● M. Philippe Esper, adjoint

au directeur général de l'industrie et chef du service des

affaires internationales au ministère

des finances, a été arrêté

à Paris, le 17 janvier, dans le cadre

d'un dossier de corruption

qui concerne le décret

sur les perceptions.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement

de M. A. de Schonen, an-

nonceur à ce poste.

● M. Jean Gueury est nommé

ambassadeur de France aux Samoa occidentales, en remplacement